



AUTORITÉ
DES
SERVICES
ET MARCHÉS
FINANCIERS

Études et documents : n° 48

Juin 2021

Reporting non financier :

Étude de suivi et orientations à l'attention des sociétés belges cotées

1 EXECUTIVE SUMMARY

Dans l'étude qu'elle avait menée en mars 2019, la FSMA avait dressé un premier état des lieux du reporting non financier des grandes sociétés belges cotées. La FSMA y mettait en évidence certaines bonnes pratiques et y formulait une série de recommandations destinées à améliorer la qualité des déclarations relatives aux informations non financières (ci-après « déclaration(s) NFI »). Le reporting de durabilité a toutefois énormément évolué depuis ladite étude.

Aussi, la FSMA vient de refaire le point sur la publication d'informations non financières par les sociétés cotées. L'objectif de cette nouvelle étude est de discerner les domaines où des avancées ont été faites, ainsi que d'examiner si les sociétés ont tenu compte des recommandations émises il y a deux ans.

Cette étude se veut par ailleurs être un guide pour accompagner les sociétés concernées dans la rédaction de leurs futures déclarations NFI. En s'aidant des recommandations formulées et des bonnes pratiques répertoriées, elles pourront en effet voir comment améliorer (encore) leur reporting non financier. La FSMA vise ainsi à contribuer à un relèvement global de la qualité des déclarations NFI des sociétés belges cotées tenues d'en publier.

Concrètement, l'étude analyse les déclarations NFI d'émetteurs belges d'actions et d'obligations qui (i) étaient cotés sur un marché réglementé au 1^{er} novembre 2020, (ii) sont soumis au contrôle de la FSMA, (iii) étaient tenus d'inclure une déclaration NFI dans leur rapport financier annuel 2019 et (iv) ont publié leur déclaration NFI avant la fin du mois de novembre 2020.

L'étude révèle que de nombreuses sociétés ont fait des progrès en deux ans. Les déclarations NFI se sont considérablement améliorées dans des domaines clés, en matière de rapport environnemental par exemple. Il subsiste toutefois une marge d'amélioration. Tous les (éléments des) thèmes non financiers ne sont ainsi pas toujours abordés dans le même détail. En outre, l'on voit, sur certains points, apparaître des différences de qualité de reporting. Il ressort notamment de l'étude que les sociétés du BEL 20 publient en général leurs informations non financières de façon plus complète et plus précise que les autres sociétés cotées. Il s'agira donc à l'avenir d'éviter que cet écart entre bons et moins bons élèves ne se creuse davantage.

2 GLOSSAIRE

CDP	Carbon Disclosure Project
Code 2020	Code belge de gouvernance d'entreprise 2020 tel que désigné par l'arrêté royal du 12 mai 2019 portant désignation du code de gouvernement d'entreprise à respecter par les sociétés cotées, <i>M.B.</i> du 17 mai 2019
CSA	Code des sociétés et des associations
déclaration NFI	Déclaration non financière établie conformément à l'article 3:6 et 3:32 CSA
directive NFI	Directive européenne 2014/95/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 modifiant la directive 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité par certaines grandes entreprises et certains groupes, PB L. 330 du 15 novembre 2014
ECEP	<i>European Common Enforcement Priorities</i> de l'ESMA. Les ECEP sont publiés annuellement et s'appliquent à l'exercice financier en cours. Par exemple, les ECEP 2019 s'appliquent aux rapports financiers annuels pour l'exercice financier 2019. Les sociétés publient ces rapports en 2020.
ESG	Environnemental, social et de gouvernance
ESMA	European Securities and Markets Authority
GRI Standards	Référentiel de la Global Reporting Initiative
KPI	Indicateurs clés de performance de nature non financière
lignes directrices Climat	Communication de la Commission, Lignes directrices sur l'information non financière: Supplément relatif aux informations en rapport avec le climat, <i>JO C.</i> 209 du 20 juin 2019
lignes directrices NFI	Communication de la Commission, Lignes directrices sur l'information non financière, <i>JO C.</i> 215 du 5 juillet 2017
plan d'action pour le financement de la croissance durable	Communication de la Commission, Plan d'action : financer la croissance durable », COM(2018) 97 final, 8 mars 2018
Sustainable Development Goals ou SDG	Les objectifs de développement durable des Nations unies, consistant en 17 objectifs. Ils sont rassemblés dans l'Agenda 2030, qui a été adopté par l'ONU en septembre 2015
TCFD	Task Force on Climate-related Financial Disclosures. Ce groupe de travail, créé par le Conseil de stabilité financière du G20 en

2015, se consacre à la publication d'informations financières relatives au climat (TCFD).

3 TABLE DES MATIERES

1	EXECUTIVE SUMMARY.....	2
2	GLOSSAIRE.....	3
3	TABLE DES MATIERES	5
4	INTRODUCTION	7
5	CONTEXTE.....	8
5.1	Un paysage européen en pleine évolution	8
5.2	Paysage belge.....	9
6	PORTEE	10
7	ANALYSE ET RECOMMANDATIONS	12
7.1	Présence de la déclaration NFI et moment de publication.....	12
7.1.1	Cadre réglementaire.....	12
7.1.2	Constatations.....	12
7.1.3	Recommandations.....	12
7.2	Dénomination.....	12
7.2.1	Cadre réglementaire.....	12
7.2.2	Constatations.....	12
7.2.3	Recommandations.....	13
7.3	Emplacement.....	13
7.3.1	Cadre réglementaire.....	13
7.3.2	Constatations.....	13
7.3.3	Recommandations.....	14
7.4	Contenu minimum.....	15
7.4.1	Cadre réglementaire.....	15
7.4.2	Description des activités.....	16
7.4.3	Description des politiques appliquées	18
7.4.4	Description des procédures de diligence raisonnable mises en oeuvre :	19
7.4.5	Description des risques	25
7.4.6	Description des résultats et KPI.....	35
7.4.7	Aperçu récapitulatif.....	40
7.5	Éléments spécifiques à chaque question non financière	41
7.5.1	Cadre réglementaire.....	41

7.5.2	Questions environnementales	41
7.5.3	Questions sociales	67
7.5.4	Questions de personnel.....	76
7.5.5	Respect des droits de l’homme	85
7.5.6	Lutte contre la corruption	93
7.6	Comply or explain.....	100
7.6.1	Cadre réglementaire.....	100
7.6.2	Constatations.....	100
7.6.3	Recommandations.....	101
7.7	Référentiels	102
7.7.1	Cadre réglementaire.....	102
7.7.2	Constatations et bonnes pratiques	102
7.7.3	Recommandations.....	113
7.8	Concordance avec les principes clés	115
7.8.1	Informations pertinentes et tournées vers les parties prenantes	115
7.8.2	Information complète mais concise	124
7.8.3	Une information fidèle, équilibrée et compréhensible.....	130
7.8.4	Vision stratégique et prospective.....	141
7.8.5	Information logique et cohérente	149
7.9	Commissaire et certification	156
7.9.1	Cadre réglementaire.....	156
7.9.2	Constatations.....	156
8	CONCLUSION	157
8.1	Améliorations importantes	157
8.2	Points d’attention toujours en suspens	157
8.3	Principales recommandations	159
8.4	Conclusion	160
9	ANNEXES.....	161
9.1	Annexe 1 : Périmètre de l’Etude	161
9.2	Annexe 2: Liste des bonnes pratiques.....	163
9.3	Annexe 3: Liste des schémas	165
9.4	Annexe 4: Liste des tableaux	165
9.5	Annexe 5: Liste des graphiques	165

4 INTRODUCTION

Dans l'[étude](#) qu'elle avait menée en mars 2019, la FSMA avait dressé un premier état des déclarations non financières des grandes sociétés belges cotées. La FSMA y formulait une série de recommandations visant à améliorer la qualité des déclarations NFI.

La présente étude est une étude de suivi. Elle est basée sur les déclarations NFI figurant dans les rapports financiers annuels 2019 des sociétés belges cotées. Son objectif est double :

- *Premièrement*, faire un nouveau bilan, deux ans après la première publication obligatoire de la déclaration NFI, de la publication d'informations non financières par les sociétés belges cotées. Il s'agit d'examiner à quels niveaux des progrès ont été réalisés ou si des reculs ont pu être observés.
- *Deuxièmement*, fournir aux sociétés concernées des conseils pour la préparation de leurs déclarations NFI dans les années à venir. La présente étude formule pour ce faire des recommandations générales et reprend des bonnes pratiques concrètes pour des rapports de qualité.

L'inclusion de bonnes pratiques concrètes est une nouveauté. Les bonnes pratiques offrent aux sociétés une source d'inspiration concrète pour leurs rapports. Leur nombre a été limité afin de ne pas alourdir inutilement la lecture de l'étude. Le fait qu'une pratique de reporting d'une société ne soit pas incluse dans cette étude dans les bonnes pratiques ne préjuge évidemment pas de la qualité du reporting de cette société.¹

Les recommandations sont de nature plutôt générale. Elles découlent des résultats de l'analyse. Dans la mesure où elles demeurent pertinentes, la FSMA réitère ici des recommandations de son étude précédente.

Enfin, la FSMA souligne que la présente étude et les recommandations qu'elle contient ne créent pas d'obligations légales nouvelles. Les explications fournies par la FSMA sont sans préjudice de l'interprétation par les cours et tribunaux compétents de la directive NFI et de la loi visant à la transposer. La présente étude ne constitue pas non plus une norme technique. Ni les auteurs de déclarations NFI ni aucune autre partie ne pourront alléguer que leurs déclarations NFI ont été rédigées conformément à cette étude.

¹ Le format des illustrations, des tableaux et des extraits de texte reproduits a parfois été adapté dans l'étude pour des raisons de mise en page.

5 CONTEXTE

5.1 UN PAYSAGE EUROPEEN EN PLEINE EVOLUTION

L'adoption de la directive NFI le 20 octobre 2014 a marqué une première étape importante dans le domaine du reporting obligatoire d'informations non financières. Les obligations d'information qu'elle a créées se sont pour la première fois imposées aux sociétés auxquelles elles s'appliquent lors de l'exercice commençant au 1^{er} janvier 2017 ou au cours de l'année civile 2017.

Pour aider les sociétés à respecter leurs obligations d'information, la Commission européenne a publié les lignes directrices NFI en juillet 2017.² Leur objectif était de mettre les sociétés en mesure de communiquer des informations non financières de grande qualité.³

En mars 2018, la Commission a publié un plan d'action pour le financement de la croissance durable. Elle y relevait que *si l'on veut permettre aux acteurs de marchés financiers d'apprécier dûment si les entreprises créent de la valeur à long terme et comment elles gèrent les risques en matière de durabilité, une condition préalable est de garantir la transparence des entreprises sur les questions de durabilité.*⁴

Le 20 juin 2019, la Commission européenne a fourni, au travers de ses lignes directrices Climat des explications supplémentaires en matière de publications d'informations relatives au climat. L'une des principales innovations introduites par ces lignes directrices Climat est le principe des deux dimensions de l'importance relative.

Au sujet du processus de révision de la directive NFI⁵, la Commission européenne a publié le 21 avril 2021 sa proposition de directive relative à la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises.⁶

La directive NFI ne constitue qu'un élément d'un débat beaucoup plus large sur la communication d'informations relatives à la durabilité. Outre les initiatives en matière de

² Ci-après les lignes directrices NFI.

³ lignes directrices NFI, p. 4.

⁴ Plan d'action : financer la croissance durable, p. 4.

⁵ Dans sa communication du 11 décembre 2019 relative au *Pacte vert* pour l'Europe, la Commission européenne se fixait pour objectif de réviser la directive NFI en 2020 dans le cadre de sa stratégie de renforcement des fondements de l'investissement durable.

⁶ Proposal for a Directive of the European Parliament and of the Council amending Directive 2013/34/EU, Directive 2004/109/EC, Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014, as regards corporate sustainability reporting, COM (2021) 189.

déclarations NFI, il en existe d'autres, telles que le règlement Taxonomie⁷ et le règlement Disclosure^{8,9}, qui influent sur la façon dont les sociétés communiquent des informations sur les thèmes non financiers.

5.2 PAYSAGE BELGE

La réglementation belge en la matière découle principalement de la transposition de la directive NFI. Ainsi, en Belgique, les sociétés répondant à toutes les conditions suivantes sont tenues de rédiger une déclaration NFI¹⁰ :

- 1) La société est une entité d'intérêt public ;¹¹
- 2) La société dépasse, à la date de bilan du dernier exercice clôturé, le critère du nombre moyen de 500 salariés sur l'exercice ;¹²
- 3) La société dépasse, à la date de bilan du dernier exercice clôturé, au moins l'un des deux critères suivants :
 - a) total du bilan de 17 millions d'euros ; ou
 - b) chiffre d'affaires annuel de 34 millions d'euros hors TVA.¹³

En outre, le Code 2020 insiste lui aussi de plus en plus sur la création de valeur durable, sur le comportement responsable à tous les niveaux de la société et sur une attention permanente à l'égard des parties prenantes. Des attentes plus explicites y sont également formulées en ce qui concerne le rapport annuel de la société sur les thèmes non financiers.¹⁴

Il est clair que l'information non financière occupe une place de plus en plus importante pour les sociétés. A côté des initiatives réglementaires européennes et nationales, il existe également de nombreuses initiatives et projets sur base volontaire en matière de reporting ESG.¹⁵

⁷ Règlement 2020/852 du parlement européen et du conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre pour favoriser les investissements durables, J.O.U.E., L 198 du 22 juin 2020

⁸ Règlement 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers, J.O.U.E., L 317 du 9 décembre 2019.

⁹ Un examen détaillé des règlements Taxonomie et Disclosure n'entre pas dans le champ de la présente étude.

¹⁰ Article 3:6 CSA. Des exigences identiques sont imposées à l'article 3:32 CSA en ce qui concerne les comptes consolidés. Pour la facilité du lecteur, les références juridiques indiquées dans la suite du présent document seront limitées à celles concernant les comptes statutaires.

¹¹ Article 1:12 CSA.

¹² Moyenne annuelle exprimée en équivalents temps plein. L'article 1:24, § 5 CSA est d'application pour le calcul du nombre moyen annuel de travailleurs.

¹³ Les deux derniers critères (au point 3) sont calculés sur base individuelle, sauf s'il s'agit d'une société mère.

¹⁴ Code 2020, Avant-propos, p. 10.

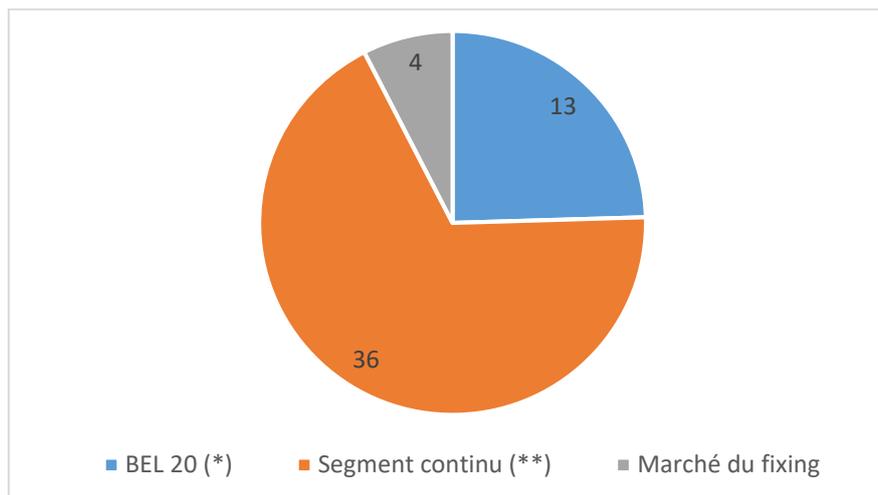
¹⁵ Voir par exemple les orientations ESG d'Euronext, <https://www.euronext.com/en/news/esg-guidelines-for-listed-companies>, Euronext, janvier 2020.

6 PORTEE

L'étude analyse le reporting non financier sur base de la déclaration NFI. Il s'agit par excellence du document dans lequel les sociétés développent les thèmes non financiers. Pour être plus précis, cette étude examine les déclarations NFI des émetteurs d'actions et d'obligations qui :

- étaient cotés sur un marché réglementé au 1er novembre 2020 ;¹⁶
- sont soumis au contrôle de la FSMA en ce qui concerne leur rapport financier annuel;
- étaient tenus d'inclure une déclaration NFI dans leur rapport financier annuel de l'exercice 2019 ;
- ont publié leur déclaration NFI avant le 30 novembre 2020.

Un émetteur a fait appel à l'exemption pour une société filiale de publier une déclaration NFI étant donné que la maison mère établit un rapport annuel consolidé incluant les informations non financières requises. Le nombre de déclarations NFI effectivement analysées est donc de 53:



Graphique 1 : Ventilation de la population étudiée par segment de marché

(*): Les sept autres sociétés qui composent le BEL 20 ont été exclues du périmètre de l'étude du fait qu'elles (i) n'ont pas la nationalité belge (trois émetteurs) ou (ii) ne sont pas tenues de publier une déclaration NFI dès lors qu'elles emploient moins de 500 personnes (quatre émetteurs).

(**): dont une société belge cotée uniquement sur Euronext Paris et une société n'émettant que des obligations.

L'étude ne tient pas compte des déclarations NFI publiées de manière volontaire par des émetteurs. Les déclarations NFI n'ont été examinées que dans une seule langue. Les éventuelles disparités entre versions linguistiques n'ont donc pas été détectées.

¹⁶ Il convient par là d'entendre un marché réglementé tel que visé à l'article 3, 7° de la loi du 21 novembre 2017 relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE, M.B. du 7 décembre 2017.

Dans les cas où la déclaration NFI comportait des références, l'étude a tenu compte des informations provenant (i) d'autres parties du rapport financier annuel, (ii) des annexes aux comptes annuels ou (iii) d'autres documents disponibles, tels qu'un code éthique. Le tout vise à obtenir un aperçu aussi complet que possible des informations non financières publiées par la société étudiée.

Enfin, l'analyse des informations non financières est nécessairement subjective. Contrairement au reporting financier, l'information non financière se compose plus souvent d'informations textuelles et qualitatives, plutôt que de données chiffrées et quantitatives.

7 ANALYSE ET RECOMMANDATIONS

7.1 PRESENCE DE LA DECLARATION NFI ET MOMENT DE PUBLICATION

7.1.1 Cadre réglementaire

Les sociétés qui relèvent du champ d'application sont tenues d'inclure au moins les informations minimum requises dans leur rapport annuel.^{17,18}

7.1.2 Constatations

À une exception près, toutes les déclarations NFI ont été publiées au même moment que le rapport financier annuel.

7.1.3 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés de publier leur déclaration NFI au même moment que leur rapport financier annuel. À défaut, les sociétés indiqueront dans leur rapport annuel que leur déclaration NFI sera publiée ultérieurement dans un rapport distinct. Il convient alors que la déclaration NFI soit publiée dès que possible après le rapport financier annuel.

7.2 DENOMINATION

7.2.1 Cadre réglementaire

Le CSA ne retient que l'expression *déclaration non financière*.¹⁹

Les sociétés ont le choix de la dénomination de leur déclaration NFI. Il est toutefois évident que la déclaration NFI doit être toujours clairement identifiable.

7.2.2 Constatations

Les sociétés nomment leur déclaration NFI de différentes façons :

- 36 % l'intitulent « *Déclaration non financière* » ou « *Informations non financières* » .
- 32 % l'intitulent « *Durabilité* » ou « *Rapport de durabilité* ».

¹⁷ Voir *infra* le point 7.4.

¹⁸ Article 3:6, § 4 CSA.

¹⁹ Article 3:6, § 4 CSA.

- Un quart des déclarations sont désignées sous le nom de « *Responsabilité sociétale de l'entreprise* » ou « *Responsabilité en matière environnementale, sociale et de gouvernance* ».

Quelque 10 % des sociétés utilisent un autre titre que *déclaration non financière* et ne renvoient pas au cadre légal. Ceci ne contribue pas à la clarté des informations.

7.2.3 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- de choisir pour leur déclaration NFI un intitulé clair.
- de toujours reprendre dans le titre ou l'introduction une référence claire vers le cadre légal.

7.3 EMBLEMMENT

7.3.1 Cadre réglementaire

La déclaration NFI est incluse dans le rapport de gestion ou dans un rapport distinct. La société qui inclut l'information requise dans un rapport distinct ne doit pas la reprendre (une nouvelle fois) dans le rapport de gestion. Le rapport de gestion renvoie dans un tel cas vers le rapport distinct.²⁰

7.3.2 Constatations

	Total		BEL 20		Continu et fixing	
	2019	2017	2019	2017	2019	2017
Déclaration NFI dans le rapport financier annuel	89 %	75 %	100 %	79 %	85 %	74 %
Déclaration NFI dans un rapport distinct	11 %	25 %	0 %	21 %	15 %	26 %

Tableau 1: Emplacement des déclarations NFI

7.3.2.1 Rapport de gestion

Quelque 90 % des émetteurs incluent la déclaration NFI dans le rapport financier annuel :

²⁰ Article 3:6, § 4, alinéa 11 CSA.

- Quelque 70 % des sociétés incluent leur déclaration NFI directement dans leur rapport de gestion.
- À peu près 10 % des sociétés renvoient dans leur rapport de gestion à une autre partie de leur rapport financier annuel où trouver la déclaration NFI.
- Quelque 10 % des sociétés insèrent la déclaration NFI dans une autre partie du rapport financier annuel sans renvoyer clairement à son emplacement dans leur rapport de gestion.²¹ Ce pourcentage atteignait 35 % environ lors de l'étude précédente.

7.3.2.2 *Rapport distinct*

Quelque 10 % des déclarations NFI analysées sont établies sous la forme d'un rapport distinct. C'était le cas de 25 % des déclarations lors de l'étude précédente. Il s'agit de six sociétés cotées sur le segment continu ou le marché du fixing. Cinq de ces six sociétés renvoient dans leur rapport de gestion ou dans la table des matières de leur rapport financier annuel vers la déclaration NFI. Ces rapports distincts sont consultables sur les sites web de ces sociétés.²²

Outre leur déclaration NFI, certaines sociétés établissent également un rapport de durabilité. Parmi ces sociétés, trois d'entre elles insèrent une déclaration NFI dans leur rapport de gestion ou dans une autre partie de leur rapport financier annuel. Elles renvoient pour plus d'informations à leur rapport distinct sur le développement durable.

Une société n'a de nouveau pas renvoyé dans sa déclaration NFI vers son rapport complémentaire de responsabilité sociétale de l'entreprise alors que celui-ci contient des informations supplémentaires utiles.

7.3.3 **Recommandations**

La FSMA recommande aux sociétés de:

- d'indiquer clairement dans leur rapport financier annuel quelles informations sont incluses dans le rapport de gestion et où trouver la déclaration NFI dans le rapport de gestion.
- lors de son établissement dans un rapport distinct, de mentionner clairement qu'il s'agit de la déclaration NFI établie conformément au cadre légal.
- d'inclure dans le rapport de gestion un (hyper)lien vers l'emplacement du rapport distinct.

²¹ Il est rappelé que la FSMA demande depuis des années aux émetteurs d'indiquer clairement dans leur rapport financier annuel quelles informations font partie du rapport de gestion, cf. le point 5.2.1.3.3. de la circulaire FSMA_2012_01.

²² Les rapports distincts qui sont disponibles sur le site web des émetteurs mais qui n'étaient pas joints à leur rapport financier annuel ont été pris en compte dans la présente étude.

7.4 CONTENU MINIMUM

7.4.1 Cadre réglementaire

Dans la mesure nécessaire à la compréhension de l'évolution des affaires, des performances, de la situation de la société et des incidences de son activité, la déclaration NFI comporte au moins des informations relatives au moins aux questions (i) sociales et (ii) environnementales et (iii) de personnel, (iv) de respect des droits de l'homme et (v) de lutte contre la corruption.²³

Pour chacun de ces thèmes, la déclaration NFI comprend les informations suivantes :

- une brève description des activités de la société;
- une description des politiques appliquées par la société en ce qui concerne ces questions, y compris les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre ;
- les résultats de ces politiques ;
- les principaux risques qui y sont liés, plus précisément en rapport avec les activités de la société, y compris, lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les relations d'affaires, les produits ou les services de la société, qui sont susceptibles d'entraîner des incidences négatives pour ces thèmes, et la manière dont la société gère ces risques ;
- les indicateurs clés de performance (KPI) concernant les activités spécifiques de la société.²⁴

La structure de la réglementation peut être reflétée schématiquement comme suit. Cette structure est également utilisée pour la suite de cette étude.

	Environnement	Social	Personnel	Droits de l'homme	Lutte contre la corruption
Politiques menées	7.5.2.1.1	7.5.3.1.1	7.5.4.1.1	7.5.5.1.1	7.5.6.1.1
Procédures de diligence raisonnable	7.5.2.1.1	7.5.3.1.1	7.5.4.1.1	7.5.5.1.1	7.5.6.1.1
Principaux risques	7.5.2.1.2	7.5.3.1.2	7.5.4.1.2	7.5.5.1.2	7.5.6.1.2
Résultats de ces politiques	7.5.2.1.3	7.5.3.1.3	7.5.4.1.3	7.5.5.1.3	7.5.6.1.3
KPI utilisés	7.5.2.1.3	7.5.3.1.3	7.5.4.1.3	7.5.5.1.3	7.5.6.1.3

²³ Article 3:6, § 4, alinéa 2 CSA.

²⁴ Article 3:6, § 4, alinéa 3 CSA.

7.4.2 Description des activités

7.4.2.1 Constatations et bonnes pratiques

Un peu moins de 35 % des sociétés décrivent leurs activités dans leur déclaration NFI. Ce pourcentage est légèrement plus élevé que celui d'environ 30 % observé dans la première étude.

De nombreuses sociétés expliquent leurs activités non pas dans la déclaration NFI mais dans une autre partie du rapport de gestion ou du rapport financier annuel. Dans ce cas, un peu plus de 40 % des sociétés renvoient explicitement dans la déclaration NFI vers l'emplacement de la description de leurs activités. Ceci représente une amélioration d'environ 20 % en comparaison de l'étude précédente. Pratiquement la totalité des sociétés décrivent désormais leurs activités et/ou celles de leur groupe. Cependant cette description est très brève ou peu informative dans un nombre limité de cas.

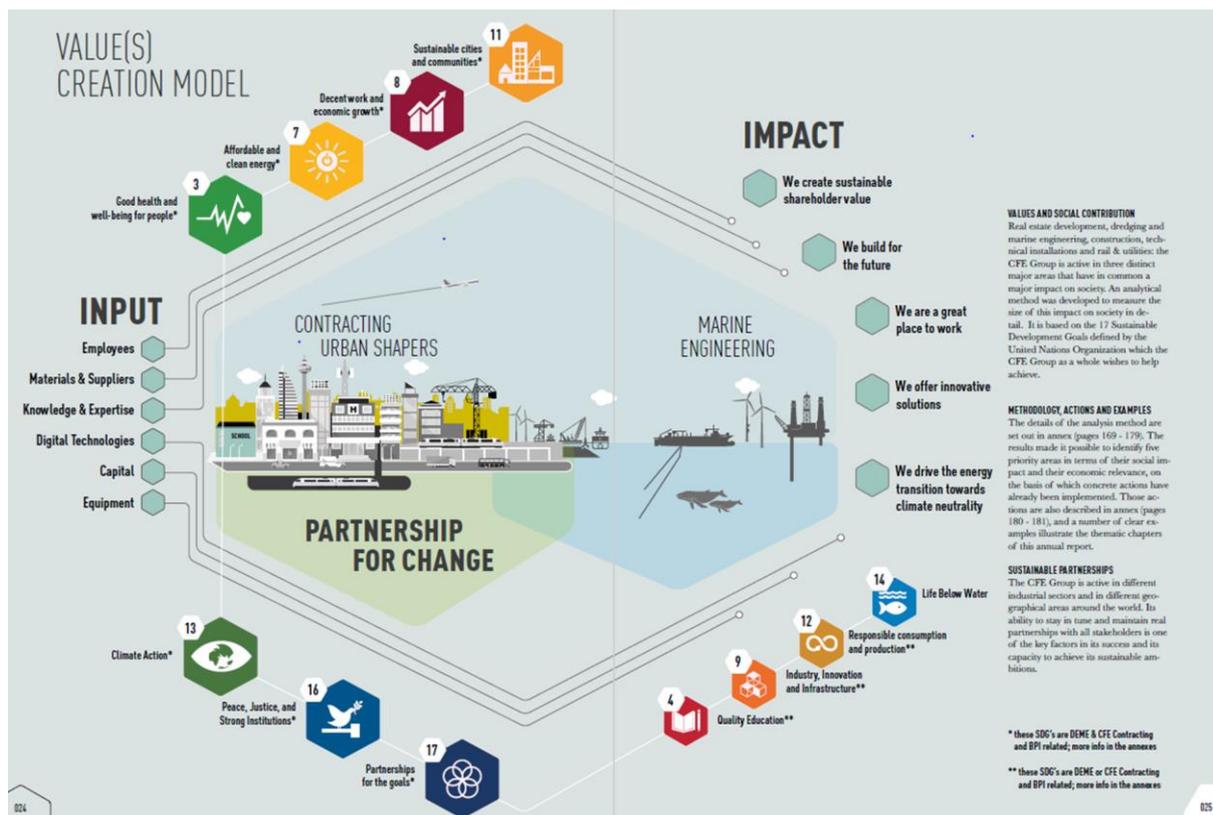
Dans un certain nombre de cas, les liens entre les activités des sociétés et les informations non financières fournies sont manquants ou peu évidents. Toutefois, un plus grand nombre de sociétés intègrent de plus en plus les éléments non financiers dans leur modèle commercial et leur stratégie.²⁵

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés commentent leurs activités ou leur modèle d'affaires au moyen d'une illustration graphique.²⁶

²⁵ Voir *infra* section 7.8.5.

²⁶ Bonne pratique 1.



Bonne pratique 1: Illustration graphique du modèle de création de valeur de la société

CFE, Integrated Annual Report 2019, p.24-25

7.4.2.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

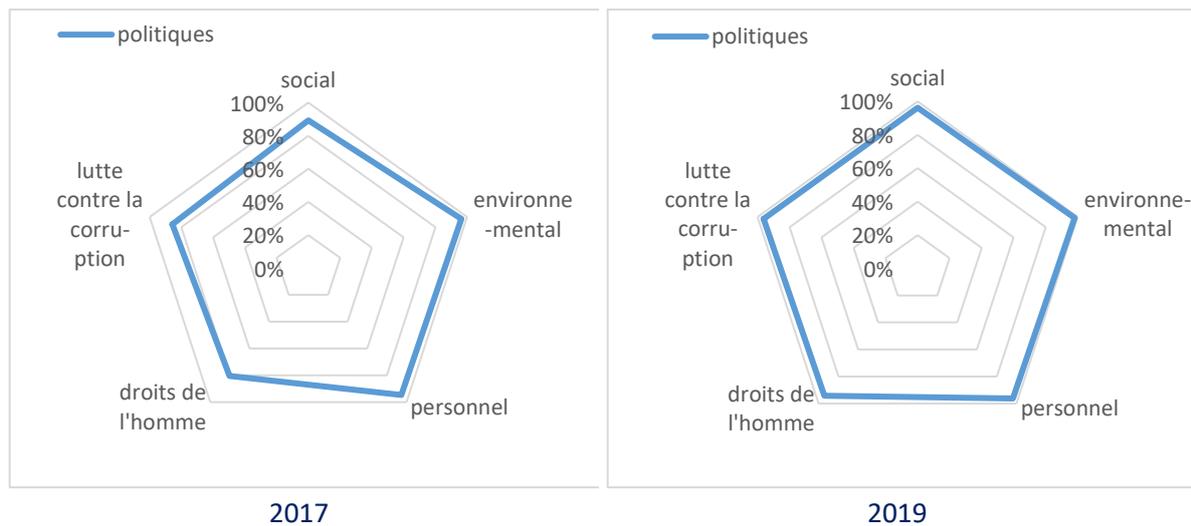
- d’expliquer clairement la manière dont elles créent de la valeur.
- de clarifier les liens entre leurs activités et leur impact sur les thèmes non financiers.
- d’illustrer graphiquement leurs activités ou leur modèle commercial.
- de commenter si leur modèle d’activités a été soumis à des changements significatifs lors de l’année financière écoulée, par exemple à cause des risques liés au changement climatique.
- de fournir, dans le cadre d’événements exceptionnels, tels la pandémie de COVID-19, des informations au sujet du degré de résistance de leurs activités et modèle commercial.²⁷

²⁷ Les activités des sociétés peuvent en effet être impactées significativement à court, moyen voire même long terme par les conséquences de ce type d’événements. Les sociétés peuvent par exemple décrire (i) leur

7.4.3 Description des politiques appliquées

7.4.3.1 Constatations

Pratiquement tous les émetteurs décrivent leurs politiques pour chacun des thèmes non financiers requis.²⁸ Il s'agissait d'environ 90 % des émetteurs il y a deux ans. Cette description est cependant peu spécifique et peu éclairante dans environ 15 % des déclarations NFI sur l'impact de la société sur l'ensemble des questions non financières.



Graphique 2: Description des politiques appliquées

7.4.3.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés:

- d'identifier et d'analyser les tendances, risques et opportunités avant de définir leurs politiques et plans d'action spécifiques.²⁹
- de rendre compte de leurs politiques spécifiques à leurs activités au regard des questions non financières.

recours aux aides gouvernementales, (ii) l'augmentation ou la baisse de la demande de certains de leurs produits et services, (iii) les perturbations voire les interruptions auxquelles elles doivent faire face dans leur chaîne d'approvisionnement. Faisant le lien avec leurs états financiers consolidés, elles commenteront leurs pertes de revenus, les changements significatifs de la valeur de leurs actifs et les dépréciations éventuelles. En termes de politiques de gestion de crise, les sociétés décriront par exemple leurs plans d'urgence et les mesures touchant leur personnel ainsi que l'impact sur leurs dépenses opérationnelles ou les économies associées.

²⁸ Ce graphique ne montre pas si les sociétés fournissent une information spécifique ou une information générique ou très succincte. Il ne fait également pas de distinction entre les questions relatives au changement climatique et les questions environnementales hors climat, celle-ci n'ayant pas été examinée dans le cadre de la première étude.

²⁹ Voir *infra* section 7.4.5. En ce qui concerne les politiques appliquées pour chaque question non financière, il est renvoyé à la section 7.5.

7.4.4 Description des procédures de diligence raisonnable mises en oeuvre :

7.4.4.1 Définition

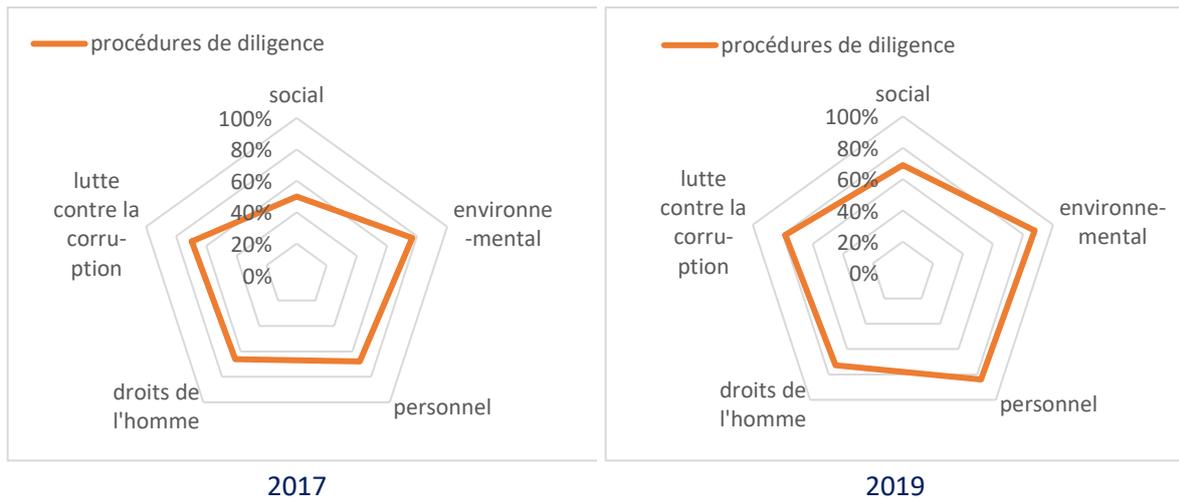
La diligence raisonnable peut être définie comme « *le processus qui, en tant que partie intégrante de leurs systèmes de prise de décisions et de gestion des risques, permet aux entreprises d'identifier, de prévenir et d'atténuer les incidences négatives, réelles ou potentielles, de leurs activités, ainsi que de rendre compte de la manière dont elles abordent cette question. La diligence raisonnable peut être intégrée dans d'autres systèmes de gestion de risque au sein de l'entreprise à condition qu'elle aille au-delà de l'identification et la gestion des risques significatifs pour l'entreprise elle-même, pour englober également les risques d'incidences négatives dans des domaines visés par les Principes directeurs. Les incidences potentielles doivent être traitées grâce à des mesures de prévention ou d'atténuation, tandis que les incidences réelles doivent être traitées grâce à des mesures de réparation* ». ³⁰

Les procédures de diligence raisonnable peuvent prendre la forme de règles de politiques internes, d'un code de conduite ou d'une charte éthique. Elles peuvent également être liées à des processus de mise en conformité par rapport à des normes ISO ou à l'obtention (et au maintien) de labels reconnus par exemple dans le domaine de la sécurité, de la qualité des produits, de la gestion énergétique,....

7.4.4.2 Constatations et bonnes pratiques

Les sociétés décrivent non seulement leurs politiques pour chaque question non financière. Elles sont également tenues de mentionner les procédures de diligence raisonnable mises en oeuvre. Sur ce point, les sociétés fournissent toutefois une description moins élaborée. Les procédures de diligence raisonnables sont ainsi rapportées, en moyenne, dans un peu moins de 80 % des cas. Ceci représente néanmoins une amélioration par rapport à la situation d'il y a deux ans. Les procédures de diligence raisonnable étaient alors décrites dans environ deux tiers des déclarations NFI.

³⁰ OECD (2011), *OECD Guidelines for Multinational Enterprises*, OECD Publishing.



Graphique 3: Description des procédures de diligence raisonnable

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes:

- Certaines sociétés résumant de façon claire les procédures de diligence raisonnable qu’elles mettent en œuvre.³¹
- Quelques sociétés décrivent les systèmes d’audit qui doivent assurer le respect des procédures de diligence raisonnable. Ces sociétés mentionnent notamment si leur audit interne effectue des contrôles de ces procédures.³²

³¹ Bonne pratique 2.

³² Bonne pratique 3.

	Investment process	Portfolio monitoring
Commitment	<ul style="list-style-type: none"> Positive impact on the company's long-term performance through sustainable value creation 	
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> Understand the Target's ESG risk and related mitigation processes Assess whether the investment opportunity is in line with GBL's ESG approach and commitments 	<ul style="list-style-type: none"> Identify material risks and potential opportunities from an ESG perspective Following-up on action plans defined by the portfolio companies to mitigate the identified ESG risks and ultimately to strengthen their operational performance Ensure that the portfolio companies remain aligned with GBL's ESG approach and commitments
Methodology	<ul style="list-style-type: none"> Negative screening aimed at excluding companies not aligned with GBL's responsible management philosophy Positive screening of investment opportunities consisting in identifying and assessing ESG related tailwinds as part of the analysis of the investment criteria 	<ul style="list-style-type: none"> Engaged ownership approach of GBL vis-à-vis its portfolio companies Direct engagement with the governance bodies of the portfolio companies on ESG matters
Tools	<ul style="list-style-type: none"> Due diligence by third party ESG specialists Research reports provided by tier 1 ESG-rating providers 	<ul style="list-style-type: none"> Formal engagement with the Boards of Directors of GBL's portfolio companies, through the Compliance questionnaire In-depth risk assessment of portfolio companies

GBL's compliance questionnaire

GBL conducts a yearly review of its portfolio to understand and assess the approach followed by the companies to integrate compliance into their internal policy.

Compliance is the process to ensure that a company and its subsidiaries comply with all the standards applicable to them, their employees and executives.

In that respect, GBL has developed a dedicated in-house questionnaire which is communicated to the portfolio companies by GBL's representative(s) in their governance bodies.

The questionnaire is structured around the following pillars:

Compliance culture in the organization	Risk assessment and follow-up	Control activities and process	Monitoring and reporting	Training and communication
--	-------------------------------	--------------------------------	--------------------------	----------------------------

The answers provided by the portfolio companies are analyzed and processed with an independent expert:

- main conclusions are presented once a year to GBL's Board of Directors;
- the information is used as an input data for GBL's ESG risk assessment (see above).

Bonne pratique 2: Description des procédures de diligence raisonnable mises en oeuvre

GBL, Annual Report, 2019, p. 68 et 69

Due diligence procedures have been built into various business processes to ensure compliance with Tessengerlo Group's Code of Conduct across all of our segments. Verification of the operation of these procedures is included in the audit program of the company's Internal Audit Department. The Code of Conduct describes the procedure to be followed for reporting and investigating violations of the Code.

Bonne pratique 3: Procédures de diligence raisonnable et audit interne

Tessengerlo Group, Sustainability Report 2019, p. 21

Deux aspects spécifiques que la FSMA considère comme des bonnes pratiques sont abordées brièvement ci-dessous, à savoir (i) impliquer la gouvernance d'entreprise dans la gestion des questions non financières et (ii) mettre en place un code de conduite.

7.4.4.2.1 Description de la gouvernance à l'égard des questions non financières

Un peu moins de 60 % des sociétés expose leur gouvernance en matière des questions non financières requises. Il y a deux ans, ceci était le cas pour 40 % environ des émetteurs. Même si la description est parfois très succincte, ceci représente toutefois une amélioration notable. Parmi les sociétés du BEL 20, ce pourcentage s'élève à plus de 90 %. Ceci représente également une amélioration importante par rapport au pourcentage de 70 % observé dans l'étude précédente.

La FSMA met en évidence les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés expliquent les rôles et responsabilités de leur direction et de leur conseil d'administration, comment ils sont impliqués dans l'évaluation de l'importance des thèmes non financiers et de leurs risques.
- Certaines sociétés mettent en place des équipes dédiées à la gestion des questions non financières. Elles expliquent quels services ces équipes rassemblent et comment elles rapportent au management exécutif ou au conseil d'administration sur ces questions.³³

³³ Bonne pratique 4.

Our sustainability governance

We have anchored sustainability at the different levels within our group, guaranteeing that it receives attention from the highest decision-making bodies while also being broadly integrated into our operations. You can find more details later in this report regarding specific governance in respect of climate change.



Bonne pratique 4 : Gouvernance d'entreprise liée aux questions non financières

KBC Group, Annual Report 2019, p. 49

7.4.4.2.2 Etablissement d'un code de conduite

Plus de 90 % des émetteurs, dont la totalité des sociétés du BEL 20, définissent leurs grands principes de conduite. Ceci peut prendre la forme d'un code de conduite, d'un code de comportement, d'une charte éthique ou d'un code éthique. Une légère amélioration est observée sur les deux dernières années pour les sociétés hors BEL 20. Un peu plus de 90 % de ces émetteurs disposent à présent d'un tel code, contre un peu moins de 90 % il y a deux ans.

Ce genre de code énonce principalement les règles de conduite de la société en matière notamment de comportements à risque, d'actes de corruption, de non-respect des droits de l'homme, de délits environnementaux, etc. Certaines sociétés se montrent sélectives dans les aspects qu'elles développent dans leur code de conduite et n'y décrivent par exemple pas leurs grands principes environnementaux, de santé ou de sécurité.

Bien que les sociétés y fassent référence, le code de conduite proprement dit n'est pas toujours divulgué au public. Dans environ 60 % des cas, le code est accessible au public sur le site web de la société. C'est le cas pour une grande majorité des émetteurs du BEL 20 et pour environ la moitié des autres émetteurs.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés prévoient dans leur code de conduite un dispositif de recueil des signalements. Ce dispositif avertira de l'existence d'infractions au code de conduite.³⁴ Elles le complètent par des mécanismes permettant de remédier à de telles infractions ou de les sanctionner.
- Certains émetteurs intègrent leur code de conduite dans leur déclaration de gouvernance d'entreprise. Ils incluent alors dans leur déclaration NFI un lien vers l'endroit où trouver ledit code.
- Certaines sociétés établissent par ailleurs un code de conduite spécialement destiné à leurs fournisseurs et/ou sous-traitants.³⁵

INTEGRITY AND ETHICS

Elia's integrity and ethics are a crucial aspect of its internal control environment. The Management Committee and management regularly communicate about these principles in order to clarify the mutual rights and obligations of the company and its employees. These rules are disseminated to all new employees, and compliance with them is formally included in employment contracts. The Code of Conduct also helps to prevent employees from breaching any Belgian legislation on the use of privileged information or market manipulation and suspicious activities. Management consistently ensures that employees comply with internal values and procedures and – where applicable – take any actions deemed necessary, as laid down in the company regulations and employment contracts.

The Ethical Code defines what Elia regards as correct ethical conduct and sets out the policy and a number of principles on the avoidance of conflicts of interests. Acting honestly and independently with respect to all stakeholders is a key guiding principle for all of our employees. Elia's Ethical Code expressly states that the Group prohibits bribery in any form, misuse of prior knowledge and market manipulation. This is confirmed by the Elia Code of Conduct. Elia and its employees do not use gifts or entertainment to gain competitive advantage. Facilitation payments are not permitted by Elia. Disguising gifts or entertainment as charitable donations is also a violation of the Ethical Code. Moreover, the Ethical Code prohibits all forms of racism and discrimination, promotes equal opportunities for all employees, and ensures the protection and confidential use of IT systems. All parties involved in procurement must abide by Elia's Purchasing Code of Ethics and all associated regulations. Elia's Purchasing Code of Ethics is published internally and externally and is based on four pillars: confidentiality, non-discriminatory treatment of suppliers, transparency, and avoidance of con-

licts of interest. The management of the employees involved in the procurement and payment processes regularly provides opportunities for training and awareness-raising on these topics.

Elia offers its employees the opportunity to express their concern about an (alleged) breach of the ethical code without fear of sanctions and/or unfair treatment. In addition to the existing reporting channels, an external system for reporting breaches of professional integrity has been implemented. Internal employees can report via this platform their suspicions about possible breaches of the Elia Code of Ethics which may harm Elia's reputation and/or interests in a protected manner.

By virtue of its legal status as a power transmission system operator, Elia is subject to a large number of statutory and regulatory rules setting out three fundamental principles: non-discriminatory conduct, confidential processing of information, and transparency towards all electricity market players as regards non-confidential market infor-

mation. With a view to meeting these specific obligations, Elia has drawn up an Engagement Programme, which has been approved by the Corporate Governance Committee. The Compliance Officer reports annually to the relevant regulatory bodies in this regard.

Any violations of these codes can be reported to the Compliance Officer, who handles them objectively and confidentially. The Compliance Officer declares that no such violations were reported by internal employees or external stakeholders in 2019.

Internal Audit's annual programme includes a number of actions and verification audits designed to act as specific safeguards against fraud. Any findings are systematically reported to the Audit Committee. In 2019, no relevant findings relating to financial fraud were reported in the audits making up the annual audit plan of 2019.

Bonne pratique 5: Aperçu d'un code de conduite et éthique et des mesures de contrôle

Elia Group, Activity Report 2019, p. 141-142

³⁴ Bonne pratique 5.

³⁵ Bonne pratique 6.

Suppliers: The Supplier Code of Conduct explicitly outlines what Telenet expects from organizations the Company works with. The code includes a set of principles that are based on all applicable local and international laws and regulations regarding the environment, health and safety and employment. It endorses international labor standards such as the ILO Fundamental Conventions and the UN Convention on Human Rights.

Bonne pratique 6: Code éthique pour les fournisseurs

Telenet, Annual Financial Report 2019, p.32

7.4.4.3 *Recommandations*

La FSMA recommande aux sociétés :

- de décrire leur gouvernance en matière de questions non financières, et en particulier le rôle du management et du conseil d'administration dans l'évaluation et la gestion des risques et opportunités non financiers.³⁶
- d'établir un code de conduite assorti d'un dispositif d'alerte interne.
- de prévoir un mécanisme de sanction approprié en cas d'infraction.
- d'inclure dans la déclaration NFI un (hyper)lien clair vers l'endroit où trouver le code de conduite ou le code éthique lorsque celui-ci ne figure pas dans ladite déclaration.
- de décrire, le cas échéant, les systèmes d'audit utilisés afin de s'assurer que le code de conduite est respecté.

7.4.5 Description des risques

7.4.5.1 *Constatations et bonnes pratiques*

7.4.5.1.1 Approche globale des risques

Le rapport de gestion doit comporter au moins un aperçu fidèle des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée.³⁷ L'identification et la gestion des risques ne se limitent pas aux seuls risques non financiers. Les sociétés décrivent souvent les risques (financiers et non financiers) dans une même section du rapport de gestion.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés incluent un tableau des principaux risques qu'elles ont identifiés pour leurs activités.³⁸

³⁶ Sont ici par exemple visés la mise en place et le suivi de plans d'action relatifs aux objectifs non financiers que la société s'est fixés.

³⁷ Article 3:6, § 1^{er}, 1^o, CSA.

³⁸ Bonne pratique 7.

- Certaines sociétés indiquent dans leur déclaration NFI l'endroit où tous les facteurs de risques – y compris non financiers – sont décrits.

3. Solvay's main risks

The Group Risk Committee has assessed the level of control over Group risks and their impacts, using a four-level scale for each criterion.

The Committee considered four main types of impact: economic impact, impact on people, impact on the environment, and impact on reputation. It assessed the level of control by considering the following questions:

- Are the mitigation/controlling actions defined?
- Are the actions implemented, fully or partially?
- Is the effectiveness of those actions monitored?

The criticality level is determined by combining the risk's two ratings (impact and level of control) at the time of the assessment.

Criticality	Risk	Trend	Sustainable development high materiality aspects	Stakeholders
High	Security	↘	Data security and customer privacy Critical incidents management	Employees Local communities Customers
	Ethics and Compliance	↘	Management of the legal, ethics & regulatory framework	Suppliers Employees Planet Investors
	Industrial	→	Critical incidents management Employee health and safety	Employees Local communities
	Transport accident	→	Waste and hazardous materials Critical incidents management	Suppliers Employees Local communities
	Climate change	→	Greenhouse gas emissions Energy Sustainable business solutions Water and wastewater	Customers Local communities Employees Planet Investors
Moderate	Chemical product usage	→	Waste and hazardous materials Sustainable business solutions	Employees Customers
Emerging	Environmental impact	Emerging	Energy Water and wastewater Greenhouse gas emissions Sustainable business solutions	Planet
	Geopolitical risks	Emerging	Management of the legal, ethics & regulatory framework	Planet

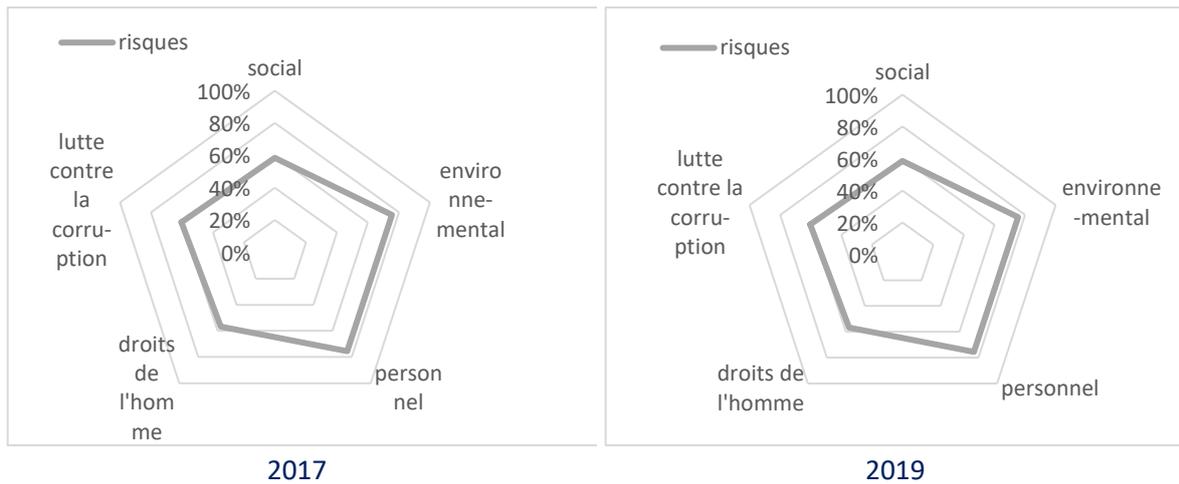
Emerging risk: newly developing or changing risk that may have, on the long term, a significant impact which will need to be assessed in the future.

The description of the risks relevant to Solvay and the Group risk-reduction actions are listed below. The mitigation efforts described do not guarantee that risks will not materialize or impact the Group, but they show how Solvay proactively manages risk exposures.

Bonne pratique 7: Tableau des risques principaux pour la société

Solvay, Annual Integrated Report 2019, p. 67

Deux tiers environ des sociétés décrivent l'ensemble des risques non financiers, ce qui représente une légère amélioration par rapport à la première étude. Dans trois quarts des cas environ, les risques décrits avec le plus de détails sont ceux relatifs aux questions environnementales et de personnel. Les risques abordés le plus superficiellement sont ceux qui concernent les questions sociales, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption.



Graphique 4 : Description des risques

7.4.5.1.2 Identification des risques

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés décrivent leur processus d'identification des risques.³⁹
- Certaines sociétés analysent d'abord les principaux risques auxquels leur secteur est confronté avant d'aborder les risques qui leur sont spécifiques.⁴⁰
- Certaines sociétés classifient les risques qu'elles ont identifiés en fonction de leur impact et de leur probabilité de survenance.⁴¹

³⁹ Bonne pratique 8.

⁴⁰ Bonne pratique 9.

⁴¹ Bonne pratique 10.

ESG risk assessment

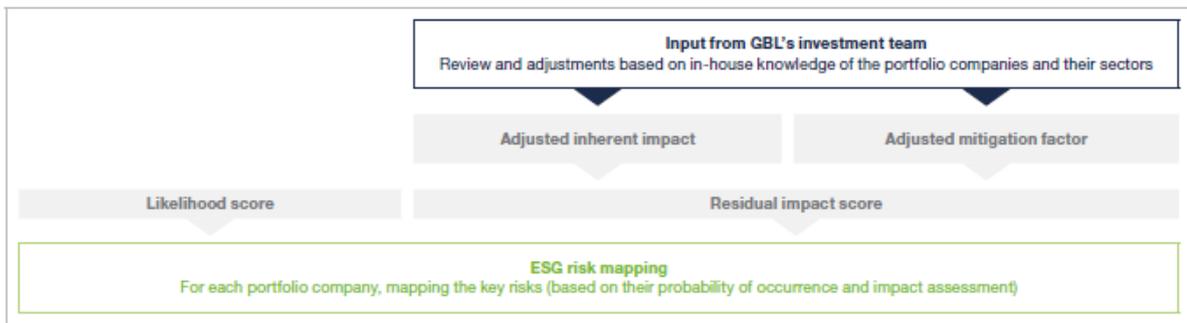
Stage 1 - Data collection



Stage 2 - Initial risk assessment



Stage 3 - Adjusted risk assessment



Stage 4 - Reporting



□ Assessment extracted from the ESG-rating reports
 □ Analysis performed by the ESG Expert
 □ Actions and analyses performed by GBL

Bonne pratique 8: Processus d'identification et d'évaluation des risques

GBL, Annual Report 2019, p.70

Consultation of the different entities has made it possible to identify a number of sustainable themes and goals that are relevant to our business and to link those to the SDGs. To complete this analysis, the major sectoral trends that are relevant to the industry as well as beyond were taken into account.

First of all, a series of six major trends emerged:

'War of talent': people are, more than ever, at the heart of our business. Nevertheless, it remains difficult to recruit and retain qualified people for a job in the construction industry on account of the problems of image and working conditions that may seem less appealing such as night and weekend work, outdoor activity and sites. Moreover, young starters often lack sufficient qualification and need additional training.

'Complex collaborations': the construction industry is both fascinating and complex, particularly in terms of the number of parties involved (architects, engineering firms, institutions, customers, suppliers, etc.) and the relations between them throughout the design and execution process.

'Lack of incentives': at present, it is still very difficult to convince the parties

involved to have a long-term and global view of the life cycle costs. The sometimes too short-term view of the project authors inhibits innovation, technological optimization or the use of more ecological materials.

'Resources scarcity and waste': the management of resources and waste, either by limiting waste or by reuse or recycling, is a crucial issue.

'Stringent regulations': the various stringent European, national or regional regulations often overcomplicate our activities and restrict opportunities for innovation.

'Transport': in Belgium and Luxembourg in particular, the transport of personnel and materials is a complicating factor in our work. Employees, subcontractors and suppliers lose a lot of time in the traffic. The problem will only get worse as more cars and trucks come onto the road each year. This means discouraging and long travel time for staff and difficulties with efficient planning of deliveries.

Bonne pratique 9: Evaluation des risques sur la base des tendances les plus importantes pour la société

CFE, Integrated Annual Report 2019, p. 172

1. Description of the specific risks

Following **specific risks** were identified:

Risks	Certain	Virtually certain	Likely
Risks connected with the spread of the activities over a limited number of countries and with the limited product diversification	High		
Risks connected with expansion		High	
Risks of the dependence on a limited number of large customers		High	
Risks connected with land property rights and rights of use		High	
Risks of natural disasters (plantations – mills)			High
Risks of rising raw material-related input prices		Average	
Risks of not finding sufficient staff in remote areas		Average	
Risks of wage rises		Average	
Climate risks		Average	
Risk of an unexpected fall in future short-term margins		Average	
Risk connected with the concern of Europe for sustainability and the increased RSPO restrictions		Average	

Impact ↑

← Possibility

Bonne pratique 10: Evaluation des risques selon leur probabilité de survenance et leur impact potentiel

SIPEF, Annual Report 2019, p.128

7.4.5.1.3 Double perspective de l'importance relative

Les risques non financiers doivent être identifiés et gérés selon une double perspective.⁴² Les émetteurs sont ainsi tenus de décrire, pour chaque question non financière, tant (i) les risques et les effets sur leurs activités et leur performance, que (ii) les risques et effets induits par leurs activités sur leur environnement et sur la société.⁴³

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés décrivent, pour la **première catégorie de risques**, par exemple (i) le risque financier qui découlerait d'une pénurie de matières premières, (ii) le risque qu'un cas de corruption ferait peser sur leur réputation, (iii) le risque qu'une pénurie sur le marché du travail engendrerait pour leurs activités, (iv) le risque de non-rétention de

⁴² Lignes directrices Climat, p. 4 et ECEP, 2019, p. 9.

⁴³ Voir également *infra* la section 7.5.2.

personnel qualifié, (v) le risque de perte de temps et de coûts associés en cas d'accidents parmi le personnel et/ou chez les sous-traitants, ou encore (vi) le risque d'infraction réelle ou potentielle à des exigences réglementaires de plus en plus strictes .

- Certaines sociétés décrivent, par rapport à la **seconde catégorie de risques**, par exemple leur impact en termes (i) d'émissions de gaz à effet de serre, (ii) de production de déchets ou (iii) de risques d'accidents pour la santé et la sécurité de leur personnel. Certains émetteurs décrivent en outre les risques que la consommation de leurs produits ou l'utilisation de leurs services pourraient faire courir pour la santé des clients. D'autres mentionnent par exemple que certaines de leurs activités à l'étranger peuvent entraîner davantage de risques de corruption ou de violation des droits de l'homme.

7.4.5.1.4 Chaînes d'approvisionnement et de sous-traitance

Lorsque cela s'avère pertinent et proportionné, les sociétés décrivent les principaux risques liés à leurs relations d'affaires.⁴⁴ Elles évaluent dans ce cadre s'il convient de mentionner des informations significatives sur leur chaîne d'approvisionnement et leurs relations de sous-traitance.⁴⁵

Près de deux tiers des émetteurs fournissent des informations sur la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement et de sous-traitance. Un peu moins de la moitié des émetteurs fournissent suffisamment d'informations pour permettre de se faire une idée globale de son importance. Plus de trois quarts des sociétés du BEL 20 le font, tandis que la proportion passe à environ 40 % pour les autres sociétés examinées. Environ 60 % de l'ensemble des sociétés étudiées communiquent des informations sur les risques et opportunités liés à leur chaîne d'approvisionnement et à leurs relations de sous-traitance. Environ 40 % décrivent suffisamment ces risques. Ce pourcentage est plus élevé pour les émetteurs du BEL 20.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés décrivent de façon claire leurs chaînes d'approvisionnement et de sous-traitance, ainsi que les risques et plans d'action qui y sont associés. Elles décrivent ensuite comment elles gèrent leurs chaînes d'approvisionnement et de sous-traitance.⁴⁶ Elles tiennent pour ce faire compte d'aspects non financiers tels que le respect des droits de

⁴⁴ Article 3:6, § 4, 3°, CSA.

⁴⁵ Lignes directrices NFI, paragraphe 4.4.

⁴⁶ Bonne pratique 11.

l'homme, la lutte contre la corruption, ainsi que la sécurité et la santé des sous-traitants et fournisseurs.

- Certaines sociétés décrivent par un texte⁴⁷ et/ou un graphique⁴⁸ leurs processus de sélection et d'évaluation de leurs fournisseurs et/ou sous-traitants.

⁴⁷ Bonne pratique 12.

⁴⁸ Bonne pratique 13.

> Sustainable Procurement

WHY IS IT MATERIAL?

Almost 40% of Belron turnover is spent on buying products and services. The majority by value is glass but there are many other products, such as glue, repair resin, trims and mouldings, tools and uniforms. First and foremost, Belron needs to be sure that the suppliers' business ethics reflect its own, as they become part of the value chain delivered to the customer. This requires more diligence and clear evidence that companies like Belron validate how the supplier manages its business and how it sources its products.

In addition, poor financially run or operationally managed suppliers pose a risk to the continuity of the supply chain. From a brand perspective, if suppliers are using unethical practices or sub-suppliers this can reflect negatively on the reputation of Belron.

WAY FORWARD

The Belron objective is to have all suppliers (incl. local business unit suppliers) assessed and managed according to their risk profile. Belron International Group Purchasing has also adopted a lead accountability for the procurement of indirect materials as well as direct. This will lead to more consistency in the assessment of sustainable procurement approaches, especially with larger regional or global suppliers.

Belron will also expand the scope of its on-site audits, working in partnership with suppliers for continuous improvement.

UN Sustainable Development Goals (SDG)



Belron seeks to procure quality products from Responsible and sustainable sources and to minimize the environmental and negative social impact of its value chain.

Summary of the Belron Approach to Supplier Risk Management



MANAGEMENT APPROACH:

Belron obtains products from almost 100 global supplier locations on a group wide basis, and manages them through a Supplier Management Programme. This programme ensures that all suppliers of Belron are ethically compliant, financially stable, manage their risks, and comply with all legal requirements. This is done through a combination of on-site audits, external assessments, and internal management. This is to ensure that suppliers are fit for purpose and meet high ethical standards.

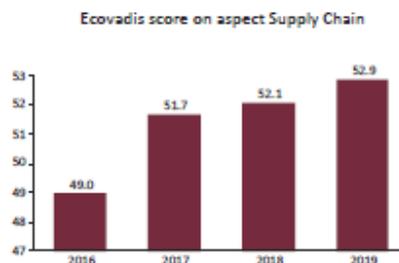
Each Belron business unit has its own process of managing the risk and sustainability criteria of its local suppliers. This is evaluated through the Ecovadis assessment.

WHAT WAS ACHIEVED IN 2019

During this reporting year, 55% of the Group suppliers (managed by the Group Purchasing Team) completed an Ecovadis assessment, meeting the minimum score requirement. The assessment process was supported with the continued programme of on-site audits.

In-country purchasing teams continued to manage their local suppliers with best practice shared across from the Centre, supporting the acceleration of sustainable practices throughout the supply chain.

KEY INDICATOR



The external assessment of progress in developing a sustainable supply chain has shown incremental increases over the past 4 years from 49.0 in 2016 to 52.9 in 2019.

Bonne pratique 11: Chaîne d'approvisionnement

D'Ieteren Group, Financial and Directors' Report 2019, p. 143

In 2018, Elia has elaborated a Supplier Code of Conduct, containing internationally recognised principles regarding ethical conduct, health and safety, environmental and social aspects. This code makes now systematically part of the documents for European purchasing procedures.

In order to instrument this set of principles as a lever for a positive supply chain impact, we set up a risk-based approach. For all purchasing categories we assess risks based on traditional supply chain risks and supply chain sustainability risks. A matrix is drawn up to prioritise supplier engagement activities.

To rationalise resource and impact management we aim to focus on the suppliers, who are most relevant from that risk perspective. In 2019, besides having suppliers electronically confirm that they accept the terms of the Supplier Code of Conduct, we are planning to roll out an in-house, Sustainability Supplier Self-Assessment questionnaire to high-risk suppliers and some hand-picked, medium-risk suppliers to receive detailed information on where improvements are needed.

Bonne pratique 12: Chaîne d’approvisionnement – description sous forme de texte

Elia Group, Activity Report 2019, p. 33

	SCOUTING	SELECTION	PURCHASE	PERFORMANCE MONITORING	CAPACITY BUILDING
Scope	All potential component suppliers	New component suppliers with important spend	All suppliers	All key and core suppliers	All key and core suppliers
Tools	Supplier self-assessment document, including sustainability questions	Supplier selection document including mandatory sustainability criteria	Terms and conditions of purchase, including sustainability clause (all purchase orders) Contract including sustainability clause (for important spends)	Supplier performance review including sustainability score	Webinars Supplier innovation days

Bonne pratique 13: Chaîne d’approvisionnement – processus de sélection des fournisseurs

Barco, Annual Financial Report 2019, Section B, p.65

7.4.5.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- d’inclure dans la déclaration NFI un (hyper)lien vers les autres sections du rapport de gestion ou du rapport financier annuel où les risques non financiers sont déjà décrits.

- de décrire le processus d’identification des risques.
- d’évaluer si le processus d’identification et de gestion des risques tient compte de la double perspective de l’importance relative.
- d’exposer dans la déclaration NFI au minimum les risques importants liés à chaque question non financière qui n’auraient pas encore été inclus dans la section du rapport de gestion dédiée aux facteurs de risque principaux. Ces risques sont alors décrits par exemple au sein des sections thématiques de la déclaration NFI (environnementale, liée au personnel, sociétale, relative au respect des droits de l’homme, à la lutte contre la corruption).
- de décrire le processus d’analyse menant à l’identification des risques.
- de fournir un aperçu général des chaînes d’approvisionnement et de sous-traitance, et des pays ou régions du monde dans lesquels ces correspondants sont localisés,
- d’expliquer la manière dont les questions non financières relatives aux chaînes d’approvisionnement et/ou de sous-traitance sont traitées.
- de mentionner les éléments significatifs pour leurs politiques et les procédures de diligence raisonnable associées (plans d’action).

7.4.6 Description des résultats et KPI

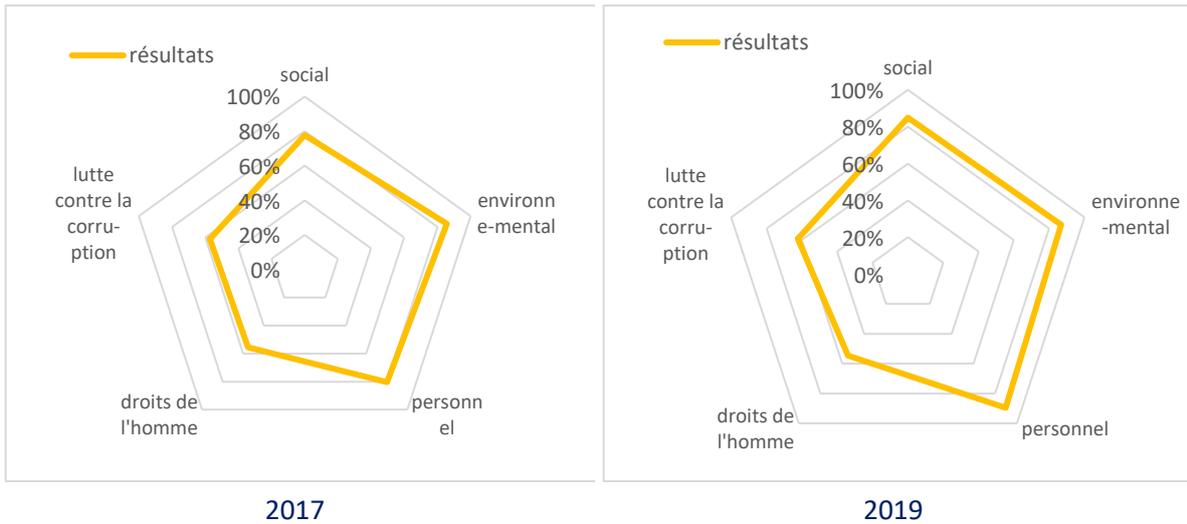
7.4.6.1 Constatations et bonnes pratiques

Les déclarations NFI présentent des lacunes en ce qui concerne la description des résultats des politiques appliquées et l’inclusion de KPI. La nouvelle étude montre de nouveau que les sociétés communiquent moins d’informations sur les *résultats* des politiques menées que sur les politiques elles-mêmes.

Les résultats des politiques menées doivent inclure des KPI non financiers pertinents. Les sociétés sont ainsi tenues de publier les KPI qu’elles estiment être les plus utiles pour suivre et évaluer les progrès réalisés. Ceci doit également faciliter les comparaisons entre sociétés et entre secteurs.

Les sociétés doivent présenter leurs résultats de manière tant qualitative que quantitative (à l’aide de KPI mesurables). Elles fourniront de cette manière une mesure objective des progrès de leurs actions. Il sera ainsi également plus facile d’évaluer leur performance dans le temps.

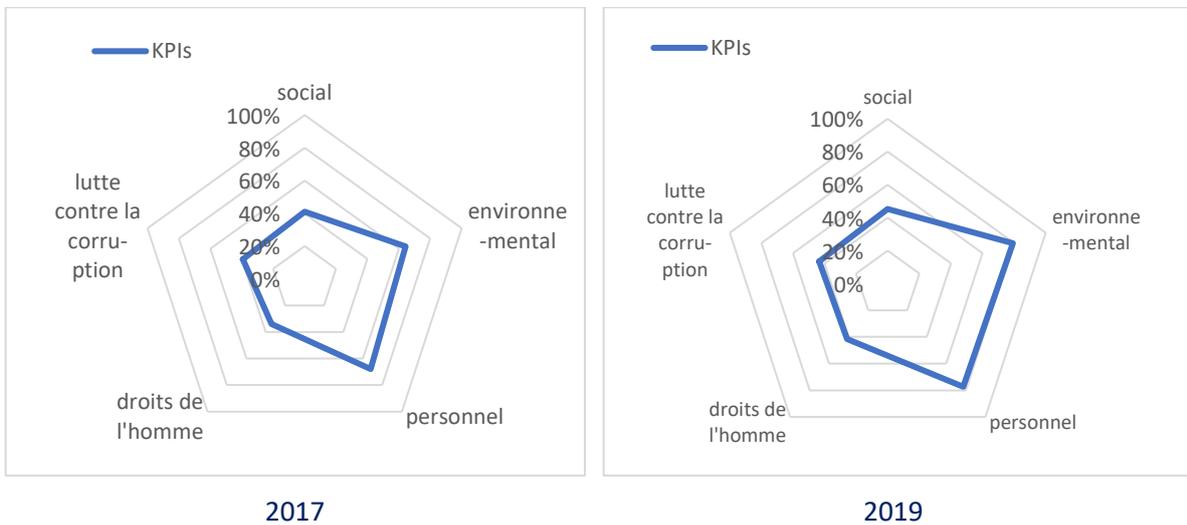
Quelque 75 % des sociétés décrivent les résultats de leurs politiques en ce qui concerne les thèmes non financiers requis. Ceci représente une légère amélioration par rapport à la première étude où environ 70% d’entre elles le faisaient. Environ 40 % des déclarations incluent des résultats pour *chaque* question non financière. Un petit nombre d’émetteurs ne mentionnent que très peu de résultats ou fournissent des explications très brèves pour certaines thématiques. C’est en particulier le cas en ce qui concerne le respect des droits de l’homme ou la lutte contre la corruption. Ceci ressortait déjà de la première étude.



Graphique 5 : Description des résultats

Ces résultats sont accompagnés de KPI relatifs à chaque question non financière chez environ un quart des émetteurs, ce qui représente une légère amélioration par rapport aux résultats de la première étude.

Dans la majorité des cas, des KPI ne sont fournis que pour certaines questions non financières seulement. Les KPI les plus souvent publiés ont trait aux questions environnementales et aux questions de personnel. Les émetteurs fournissent moins fréquemment des KPI relatifs aux questions sociales, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption.



Graphique 6 : Inclusion de KPI

Moins de trois quarts des sociétés fournissent pour les KPI qu'elles divulguent des données historiques pour la ou les périodes antérieures. Environ la moitié de ces sociétés le fait pour tous les KPI présentés tandis que l'autre moitié ne le fait que pour certains KPI.

Quelque trois quarts des sociétés lient les KPI fournis aux politiques qu'elles décrivent et/ou aux thèmes significatifs qu'elles ont identifiés.⁴⁹ Une majorité de ces sociétés le font pour *tous* les KPI communiqués. Certains KPI peuvent être liés de manière évidente à des politiques données, par exemple celles relatives à la sécurité ou à la diversité du personnel.⁵⁰

Quelque 30 % des sociétés fournissent une définition et expliquent la méthode de calcul des KPI.⁵¹ Un cinquième environ des sociétés ne le fait que pour certains KPI. Certains KPI peuvent cependant être considérés comme simples et ne nécessitent pas de définition. C'est le cas par exemple de certains KPI ayant trait à la diversité du personnel (ventilation par genre, nationalité, âge). Un tiers environ des sociétés fournit des informations très générales ou ne donne pas d'explications sur tous les KPI utilisés (même s'ils en nécessitent).

La FSMA met en évidence les **bonnes pratiques** suivantes (voir la première illustration ci-dessous):

- Certaines sociétés présentent l'évolution de leurs KPI dans le temps à l'aide de graphiques ou de tableaux.
- Certaines sociétés accompagnent les KPI d'un commentaire narratif. Associer des descriptions qualitatives aux KPI permet d'en faciliter la compréhension.⁵²
- Certaines sociétés incluent un tableau récapitulatif des KPI qu'elles utilisent. Ce tableau figure généralement au début ou à la fin de la déclaration NFI.⁵³
- Certaines sociétés décrivent les résultats de leurs politiques de sous-traitance en utilisant des KPI tels que (i) le pourcentage de fournisseurs respectant le code de conduite, (ii) le nombre d'audits réalisés auprès de fournisseurs et (iii) le nombre de plaintes ou d'incidents recensés.⁵⁴
- Certaines sociétés fournissent également une description narrative des mesures prises afin de remédier à des manquements vis-à-vis de leurs propres actions ainsi que de celles de leurs fournisseurs et sous-traitants.

⁴⁹ Bonne pratique 14.

⁵⁰ Dans ces cas, on part de l'hypothèse qu'il existe un lien suffisamment clair entre les KPI et les politiques correspondantes.

⁵¹ Bonne pratique 15.

⁵² Lignes directrices NFI, paragraphe 4.5.

⁵³ Bonne pratique 16.

⁵⁴ Bonne pratique 17.

Based on the SDGs selected and the scope of the material impact, the following KPIs were selected to be assessed for Viohalco companies.

Relevant SDG	Relevant target	Relevant KPIs representing key areas of material impact
	6.3 Improve water quality 6.4 Increase water use efficiency	6.3.1 proportion of wastewater safely treated and discharged 6.4.1 Change in water use efficiency over time
	7.2 Increase share of renewable energy in energy mix	7.2.1 Renewable energy share of energy consumption
	8.5 Achieve decent work for all 8.8 Promote safe working environment	ISAR C.2.1 Average hours of training per employee per year ⁽³⁾ 8.8.1 Frequency incident rates of occupational injuries (LTIR, SR, fatalities) Annual employee turnover ⁽⁴⁾ % of women in labour force ⁽⁴⁾ incidents of discrimination ⁽⁴⁾
	9.4 Adapt clean technologies and industrial processes	9.4.1 Total greenhouse gas emissions per unit product
	12.5 Reduce waste generation	ISAR B.2.1 Reduction of waste generation ⁽³⁾ ISAR B.2.2 Waste reused, remanufactured and recycled ⁽³⁾
	16.5 Reduce corruption and bribery 16. b Enforce non discriminatory policies	ISAR D.2.1 Fines paid due to settlement ⁽³⁾ Incidents of corruption or bribery ⁽⁴⁾

In case a relevant SDG indicator already exists from the SDG reporting framework, the indicator is used. Otherwise, other indicators are used such as UNSTAD's indicators or other standard KPIs commonly used by standard industrial practice.

Bonne pratique 14: KPI liés aux SDG sélectionnés

Viohalco, Annual Report 2019, p.52

HEALTH & SAFETY					
Occupational accidents					
Frequency rate	Ratio	14.39	9.16	5.86	Number of labor accidents per million worked hours.
Severity rate	Ratio	0.17	0.14	0.11	Number of total lost days compared with the total number of hours scheduled to be worked by the employees. Days mean scheduled work days. The counting of lost days starts the day after the accident.

Bonne pratique 15: Définition des KPI

Ontex, Integrated Annual Report 2019, p. 154

SUSTAINABLE INNOVATION PLAN		SUSTAINABLE INNOVATION PLAN			
MATERIAL ASPECT	KPI	TARGET	COMMENTS	EVOLUTIONS	
INNOVATION FULFILLING SOCIETAL NEEDS	Sustainability index. (scope: innovation pipeline Sustainable Innovation Department)	90% of active R&D projects classified as sustainable by 2020 according to the Sustainability Index.		The number of active R&D projects aimed at ground-breaking sustainable development research is constantly increasing. This is not reflected in the 2019 result that remains stable due to the strict assessment methodology we developed in 2015. In our Sustainability Index, we currently compare new projects with their predecessors and assess whether there is a significant improvement on all People and Planet aspects. For projects such as biobased or recycled materials, it is almost impossible to score sufficiently high on all sub-criteria to be classified as sustainable. The assessment methodology needs to be re-evaluated. We are confident that within our R&D projects the focus on sustainable development is in line with our strategic intention.	In 2020 we will re-evaluate and improve our Sustainability Index scoring methodology.
OPTIMISING CARBON FOOTPRINT	Rectical Carbon footprint indicator expressed in tonnes of CO ₂ equivalent compared to the 100% activity level in 2013. (scope: production sites) The method of calculation is derived from the Cradle to Grave method.	Reduce Rectical Carbon Footprint indicator by 25% in 2020 and by 40% in 2030.		There have been no fundamental changes over the last three years in footprint reduction. The impact of the new CO ₂ polyol is still limited, as products have only been recently introduced to the market. We are committed to our target.	We expect an important reduction in 2020 due to the increasing use of end-of-life foam.
	Net Rectical Impact Ratio (whole value chain) defined as ratio of the Rectical Positive Impact to the Rectical Carbon Footprint. The Rectical Positive Impact is expressed in tonnes of avoided CO ₂ equivalent in use phase. (using appropriate method of calculation per type of product and using appropriate conversion factors calculated by a third party)	Increase Net Rectical Impact Ratio from 20* in 2013 to 30 by 2020 and 50 (40) by 2030. We have reached our 2020 target three years early and have amended our 2030 target to 50. * We have reviewed our method of calculation. The original results over 2012, 2014, 2015 were 20, 20, 25.	We have reached our 2020 target three years early and have amended our 2030 target to 50. * We have reviewed our method of calculation. The original results over 2012, 2014, 2015 were 20, 20, 25.		The growing impact of the Insulation business line volume continues to have a positive impact on the multiple.
RESOURCE EFFICIENCY	Tonnes of recycled flexible foam produced by Rectical.	100% increase by 2020 compared to 2015. The increase is possible if flexible foam production waste is gradually replaced by post-consumer waste.		The volumes realised with traditional bonded foam continue to decrease and are compensated by higher volumes in fiber-bonded foam. Since the end of 2019, we have started to replace production waste by end-of-life foam in fiber-bonded foam acoustic insulation and bedding applications. This evolution will have a positive impact in 2020 but we take into account that we might not realise our target.	We anticipate that the volumes of end-of-life foam will significantly increase in 2020 and beyond. We will also introduce this recycled material in our Bedding products, more specifically in bedframes and boxsprings. We expect that the use of end-of-life foam will also have a positive impact on our carbon footprint.
PEOPLE PRIORITY PLAN		PEOPLE PRIORITY PLAN			
MATERIAL ASPECT	KPI	TARGET	COMMENTS	EVOLUTIONS	
BUSINESS ETHICS AND INTEGRITY	Number of legal training courses provided by the Corporate Legal Team and the IP Officer (SID) as face-to-face meetings attended and e-learning modules completed.	Increase the number of legal training courses provided by the Corporate Legal Team and the IP Officer (SID) as face-to-face meetings attended and e-learning modules completed by 5% per year (cumulative) compared to 460 in 2015.		The number of training courses attended has increased with 14% compared to 2018. We have expanded our range of mandatory Legal e-learning for all Rectical office employees with a third training course, Basics of Contract Law. (1)	In order to further deepen the knowledge of all Rectical managers and employees on ethics and integrity, we will organise in 2020 compulsory face-to-face trainings for white and blue collar employees in all our locations. We will reconsider our KPI and target for 2020, as we have surpassed our goal of a 5% increase per year (cumulative).
REDUCE HS&E IMPACT OF OUR ACTIVITIES	Frequency work accidents represents the average on Group level for all our plants and offices.	Frequency = < 3 by 2020 number of accidents x 1,000,000 / number of hours performed		We see a significant drop in the frequency compared to last year and are pleased that the ongoing efforts to keep safety top of mind are beginning to bear fruit. We hope that this trend reversal will continue in 2020, although it will remain a challenge to meet our target.	In 2020 we will introduce a new way of embedding our Golden Safety Rules and Principles within the organisation. All blue and white collar employees worldwide can master the basic safety guidelines and test their understanding in an interactive game based on real-life situations and problems. We will also continue to harmonise our reporting standards by implementing a company-wide HS&E reporting tool.
AN INSPIRING AND REWARDING PLACE TO WORK	The number of countries in which engagement surveys are conducted among blue and white collars.	Two new countries each year.		We are on track and we will move forward with the defined programme of adding two new countries every year.	The analysis of our results in France and the Netherlands (new countries added in 2019) and in Belgium, UK, Spain (countries where the survey was repeated) is ongoing. Clear action plans will be developed per country. In 2020, we will roll out the initiative in Finland and Estonia and repeat the engagement survey in Poland and Romania.

¹ For "Data Protection", "Ethics Policy" and "Basics of Contract Law" the status "completed" is only achieved if the office employee obtains a test result of minimum 80% at the end of the module.

Bonne pratique 16: Tableau d'aperçu des principaux KPI

Rectical, Annual report 2019, p. 128-131

EcoVadis Dynamic Scorecard 2019 – Suppliers

Number of suppliers that comply with the Telenet Supplier Code of Conduct	Performance 2019: 13% Target: 100% of new suppliers have signed the Code of Conduct
Number of suppliers assessed through EcoVadis in 2019	Performance 2019: 143 (57 of which supply directly to Telenet) Target: 100
Number of high-risk suppliers asked to take corrective actions in 2019	Performance 2019: 4 Target: 100% of high risk suppliers has a corrective action plan
Number of suppliers Liberty Global/Telenet have the ambition to assess in 2020	100

Bonne pratique 17: KPI liés au respect du code de conduite par les fournisseurs et à l'évaluation de ces derniers

Telenet, Sustainability Report 2019, p. 28

7.4.6.2 Recommandations

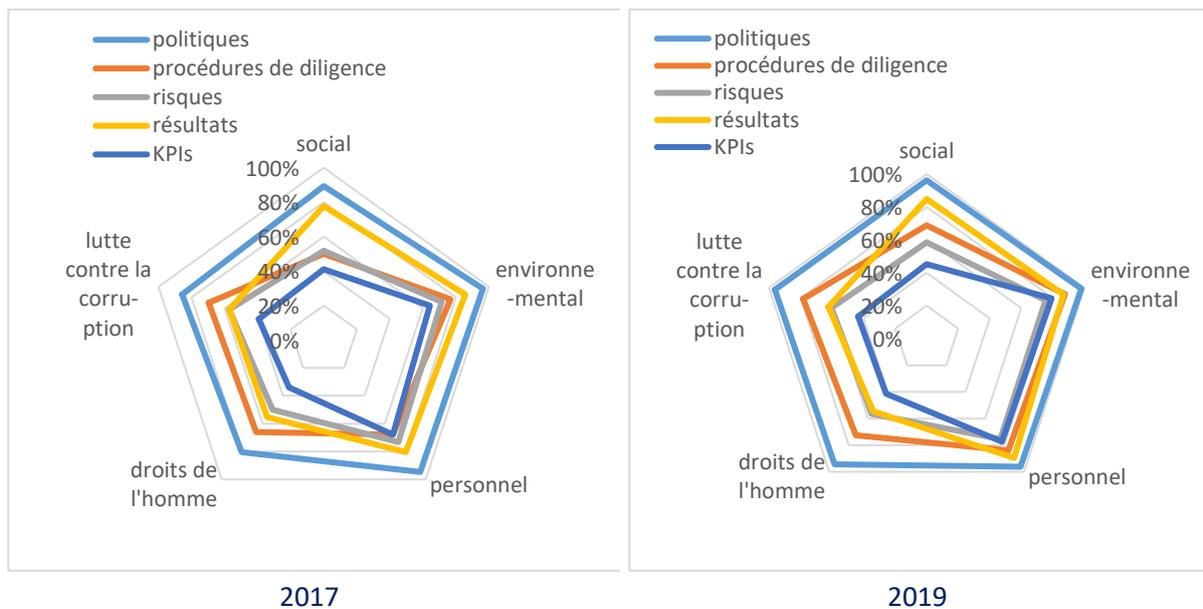
La FSMA recommande aux sociétés

- de sélectionner des KPI spécifiques à leurs activités et leur secteur.
- de sélectionner des KPI qui concordent avec ceux utilisés à des fins de gestion interne.
- de donner les raisons pour lesquelles ces KPI sont appropriés pour mesurer les progrès réalisés par la société en matière de thématiques non financières.
- d'évaluer si des KPI utilisés par des entreprises du même secteur devraient également être inclus pour rendre les informations fournies plus comparables.
- de donner la définition, d'expliquer la méthodologie de calcul adoptée et de délimiter le périmètre des KPI utilisés.⁵⁵
- de commenter tout changement du périmètre couvert par les KPI et toute incidence qu'il aurait.

7.4.7 Aperçu récapitulatif

Le graphique ci-dessous résume dans quelle mesure les sociétés font mention, pour chaque question non-financière, (i) des politiques qu'elles appliquent, (ii) des procédures de diligence raisonnable qu'elles mettent en œuvre, (iii) des principaux risques, (iv) des résultats des politiques, ainsi que (v) des KPI.

⁵⁵ Si les KPI sont calculés sur la base de différents périmètres d'activités en fonction des questions non-financières, chaque périmètre doit être explicité. Si les sociétés excluent par exemple certaines entités de leur bilan d'émission de gaz à effet de serre, elles doivent l'indiquer.



Graphique 7 : Description des éléments non financiers

7.5 ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES À CHAQUE QUESTION NON FINANCIÈRE

7.5.1 Cadre réglementaire

Pour chaque question non financière, les sociétés doivent, dans la mesure nécessaire à une bonne compréhension, décrire (i) les politiques appliquées y compris les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre, (ii) les principaux risques et (iii) les résultats et les KPI liés à cette question.⁵⁶ La présente section examine, pour chaque thème non financier, si les informations requises sont effectivement fournies.

7.5.2 Questions environnementales

Les sociétés rendront compte de la façon dont le changement climatique influe sur leur propre modèle commercial. Inversement, il s'agit également de dresser un panorama de la façon dont leurs propres activités peuvent avoir une incidence sur le climat. Ces deux volets forment les deux dimensions de l'importance relative.⁵⁷

⁵⁶ Article 3:6, § 4, alinéa 3, CSA.

⁵⁷ Voir *supra* section 7.4.5.1.3.

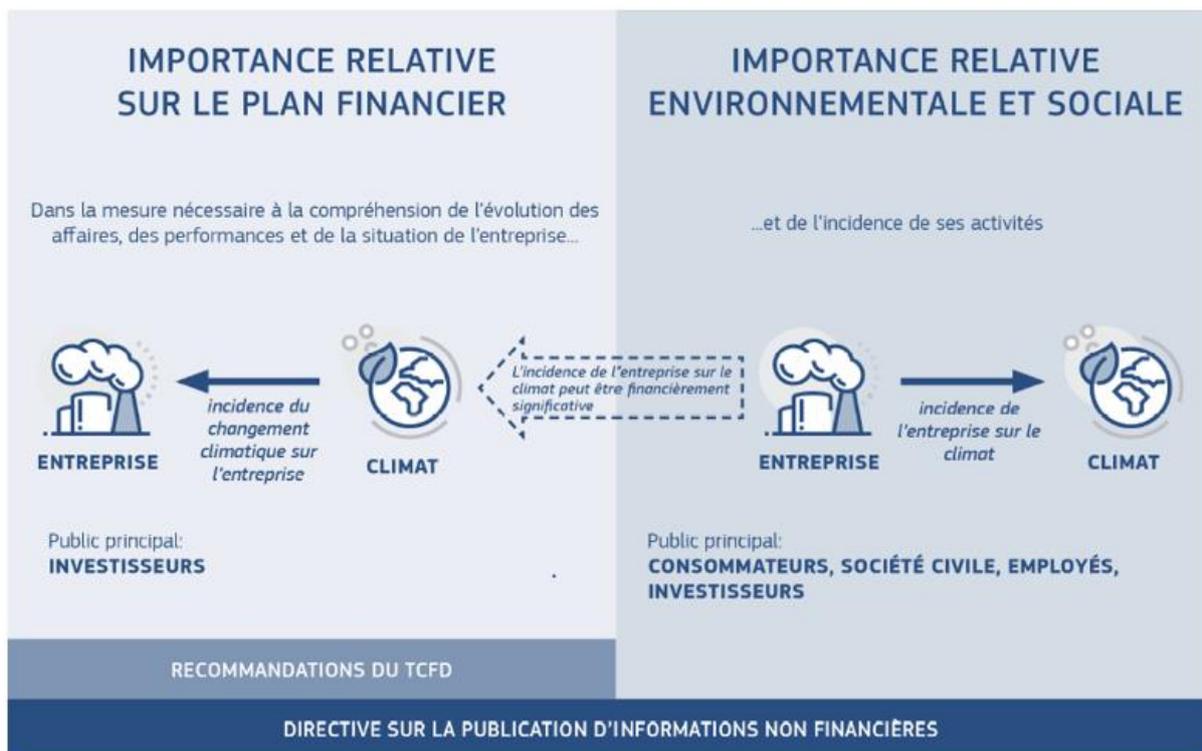


Schéma 1 : Les deux dimensions de l'importance relative

Commission européenne, lignes directrices Climat, p.5

Selon les lignes directrices Climat, les sociétés doivent prendre en considération deux types de risques, à savoir (i) les risques d'incidences négatives sur la société et (ii) les risques d'incidences négatives sur le climat.

Les questions environnementales, dont le changement climatique, peuvent avoir des répercussions défavorables sur les sociétés. Deux catégories de risque ont été identifiées à ce propos. Il s'agit des risques de transition et des risques physiques.

Les **risques de transition** vont de pair avec la transition vers une économie à faible intensité de carbone et résiliente au changement climatique. Ils englobent entre autres les risques politiques⁵⁸, juridiques⁵⁹, technologiques⁶⁰, de marché⁶¹ et de réputation⁶².

Les **risques physiques** découlent des effets physiques du changement climatique. Il s'agit par exemple de risques pesant sur les infrastructures et sur les sites de production en raison de phénomènes météorologiques extrêmes.⁶³

L'impact du changement climatique sur les activités des sociétés peut s'exprimer en termes à la fois de risques mais également d'**opportunités**, c'est-à-dire sous la forme d'une offre de produits et de services contribuant à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation à celui-ci.

⁵⁸ Les risques politiques sont liés par exemple à l'instauration d'exigences en matière d'efficacité énergétique, de mécanismes de tarification du carbone entraînant une hausse du prix des combustibles fossiles, ou de politiques visant à encourager une utilisation durable des sols.

⁵⁹ Les risques juridiques concernent par exemple le risque de procès pour ne pas avoir évité ou réduit des incidences négatives sur le climat, ou pour ne pas s'être adapté au changement climatique.

⁶⁰ Les risques technologiques sont liés, par exemple, au remplacement d'une technologie par une autre moins préjudiciable pour le climat.

⁶¹ Les risques de marché sont liés, par exemple, au fait que les consommateurs et les clients professionnels peuvent se tourner vers des produits et des services moins dommageables pour le climat.

⁶² Les risques de réputation concernent, par exemple, la difficulté, pour une entreprise qui a la réputation de porter atteinte au climat, d'attirer et de retenir des clients, des salariés, des partenaires commerciaux et des investisseurs.

⁶³ A la suite de phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques et de tendances à long terme telles qu'une augmentation du niveau de la mer ou une hausse globale des températures. Ces risques fluctuent essentiellement en fonction des scénarios de réchauffement climatique, comme une augmentation de 1,5°C, 2°C ou 4°C.

Risques et opportunités liés au climat

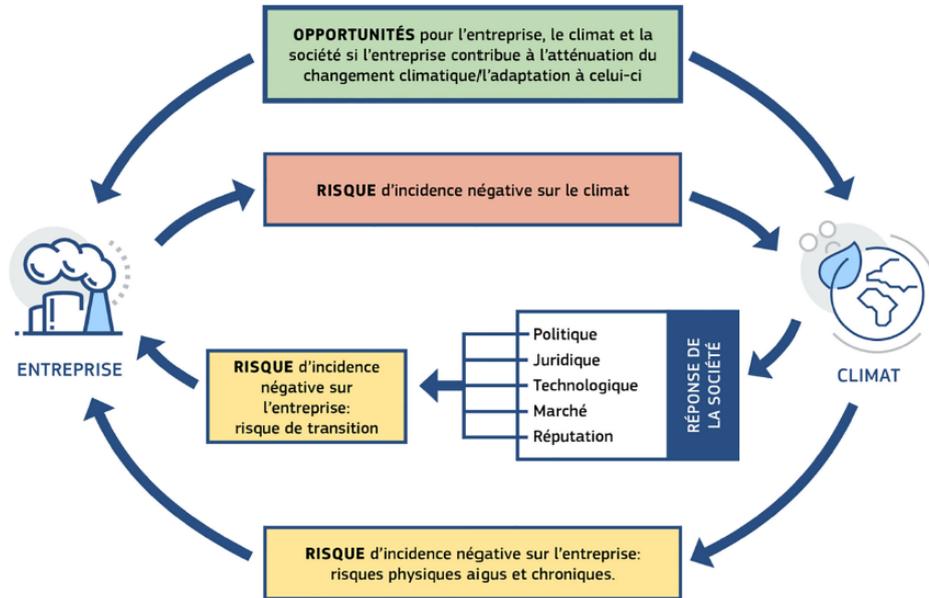


Schéma 2: Risques et opportunités liés au climat

Commission européenne, lignes directrices Climat, p. 7

Les lignes directrices Climat formulent des recommandations au sujet du contenu des informations liées à l'impact climatique à fournir pour chacun des domaines requis.

7.5.2.1 Constatations et bonnes pratiques

7.5.2.1.1 Politiques appliquées et procédures de diligence raisonnable mises en œuvre

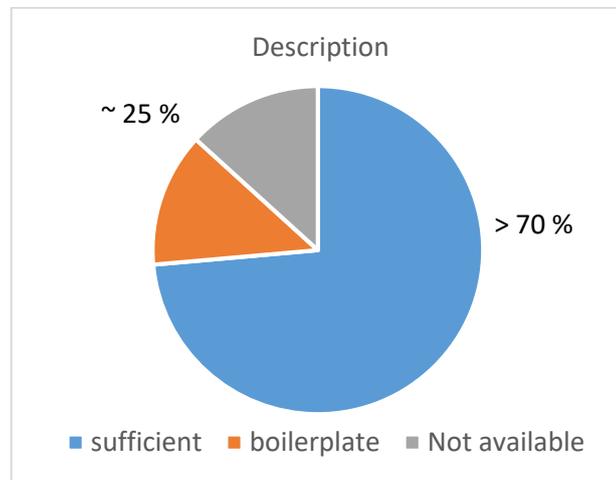
Comme il ressortait déjà de la première étude, presque toutes les sociétés décrivent leur politique environnementale. Une société du segment continu ne fait qu'une brève allusion à la problématique environnementale dans sa déclaration NFI, sans véritablement décrire sa politique en la matière.

Il convient de faire une distinction entre les politiques menées en matière de changement climatique et celles liées aux autres aspects environnementaux⁶⁴:

- Une grande majorité des sociétés décrivent les politiques qu'elles mènent en matière de **changement climatique**. Plus de 70 % le font de manière suffisamment spécifique.

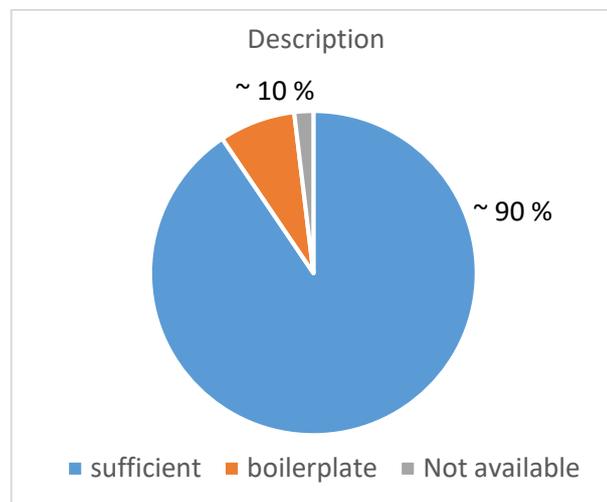
⁶⁴ L'ensemble des questions environnementales, à l'exception du changement climatique, sera visé ci-après lorsqu'il sera question de *politique environnementale* ou d'*autres aspects environnementaux*.

Cependant, un quart environ des sociétés donnent des informations incomplètes sur leurs politiques climat ou n'en fournissent pas. Ces sociétés n'expliquent en outre pas cette absence d'informations.



Graphique 8 : Politiques en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées

- L'ensemble des sociétés, hormis une, décrivent leurs politiques en matière d'**autres aspects environnementaux**. La grande majorité d'entre elles, dont l'ensemble des sociétés du BEL 20, les décrivent de manière suffisamment spécifique.



Graphique 9 : Politiques environnementales hors changement climatique - ensemble des sociétés étudiées

Les sociétés qui communiquent des informations lacunaires au sujet de leurs politiques fournissent principalement des informations très générales ou vraiment succinctes. Les lignes directrices Climat ayant été publiées en juin 2019, les déclarations NFI analysées sont les premières pour lesquelles les sociétés pouvaient s'y référer.

Certaines sociétés expliquent qu'elles n'ont pas encore eu le temps de développer des politiques ou certains éléments spécifiques. Certaines déclarent qu'elles sont encore en train

de les développer. De nombreuses sociétés viennent par exemple de commencer à collecter des données relatives à l'impact du changement climatique sur leurs activités ou vice-versa. Toutefois, certaines sociétés du BEL 20 sont plus avancées dans ce processus.

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés décrivent également les politiques environnementales de leurs filiales.⁶⁵

The priorities of its environmental policy are the following:

- Optimisation of energy flows and lowering greenhouse gas emissions via:
 - Measurement and controlling energy and utilities consumption (electricity, gas, water, waste and CO2);
 - Production of renewable energy;
 - Adjusting settings and parameters of the building management systems (BMS);
 - Careful selection of products, material and equipment;
 - Upkeep of buildings and their equipment;
 - Waste management and recycling possibilities.
- Continued Management of buildings, compliance with legislation.
- EPC & BREEAM (In-use or not) certification.
- Active dialogue with tenants and generalisation of good practices around mobility plans, waste sorting etc.

The charter also includes active measurement of the relevant targets to allow an annual assessment of achievements including permanent monitoring via its own internal processes.

Bonne pratique 18 : Description des politiques environnementales d'une filiale

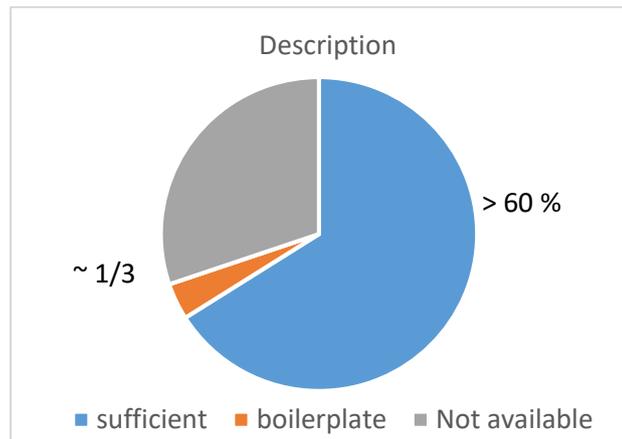
AGEAS, Annual Report 2019, p. 27

Moins de 90 % des sociétés décrivent les **procédures de diligence raisonnable** qu'elles mettent en œuvre, ce qui représente environ 10 % de plus qu'il y a deux ans. Cependant, certaines d'entre elles les évoquent encore de manière trop générale ou trop succincte.

- Plus de 60 % des sociétés décrivent leurs procédures de diligence raisonnable liées au **changement climatique** de manière suffisamment spécifique. Plus de 80 % des sociétés du BEL 20 le font. Toutefois, un tiers environ des sociétés fournissent des informations

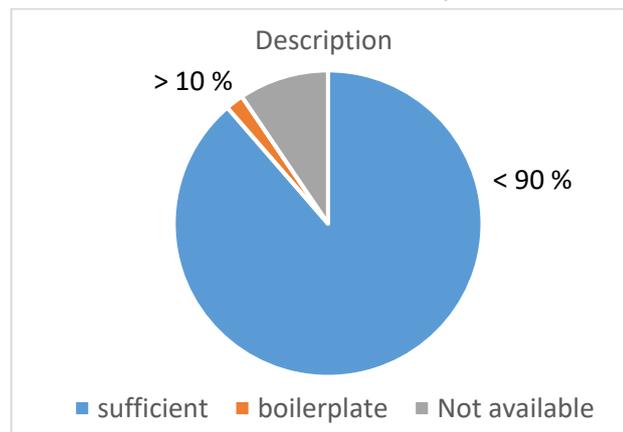
⁶⁵ Bonne pratique 18

bien trop générales ou trop succinctes, ou omettent complètement de développer ces procédures.



Graphique 10 : Procédures de diligence raisonnable en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées

- L'ensemble des sociétés du BEL 20 et une grande majorité des autres sociétés décrivent des procédures spécifiques pour les autres questions environnementales. Toutefois, un cinquième environ des autres sociétés examinées donnent des informations trop générales ou trop succinctes. Certaines n'en donnent pas du tout.



Graphique 11 : Procédures de diligence raisonnable en matière d'autres politiques environnementales - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés mettent en œuvre les procédures de diligence raisonnable suivantes pour les *questions environnementales* : (i) audits énergétiques annuels, (ii) enregistrement de la consommation d'eau et de la production de déchets, (iii) recours à des certifications de la gestion environnementale.⁶⁶

⁶⁶ Bonne pratique 19.

- Certaines sociétés mettent en place des systèmes spécifiques afin d'évaluer l'impact de leurs activités sur l'environnement, tels que des cartographies d'éventuelles pollutions de leurs sites, ou des mesures de leur impact sur la biodiversité.
- En matière de *changement climatique*, certaines sociétés expliquent la gouvernance qu'elles ont mise en place pour (i) l'identification des risques liés au climat et (ii) le suivi de l'évolution de leurs politiques climat et la diffusion d'informations les concernant.⁶⁷
- Certaines sociétés décrivent les plans d'action qu'elles mettent en place en faveur de l'environnement et, en particulier, afin de s'adapter ou de lutter contre le changement climatique.⁶⁸

ENVIRONMENTAL DATA					
GENERAL					
	UNIT	2017	2018	2019	COMMENT
Production site scope					
Total number of manufacturing sites in scope	Number of sites	19	19	18	
ISO 14001 certification					
Percentage of ISO 14001 certified sites	%	69	77	85	
ISO 50001 certification					
Percentage of ISO 50001 certified sites	%	62	62	62	
ISO 45001 certification					
Percentage of ISO 45001 certified sites	%	15	15	23	
Radar chart audit					
Percentage of sites that went through a radar chart audit	%	-	-	39	New indicator. Internal audit to check plant's compliance with applicable regulations and company policies on quality, environment, safety, social accountability & ecolabels.

Bonne pratique 19 : Procédures de diligence raisonnable liées aux politiques environnementales

Ontex, Integrated Annual Report 2019, p. 150

⁶⁷ Bonne pratique 20.

⁶⁸ Bonne pratique 21.

Climate-related risks

The risk associated with the transition to a low-carbon economy and the risk from climate-related physical events that impact our business.

The KBC Risk Management Framework defines the group-wide standards for risk management. Since this framework covers all risks that KBC is exposed to, climate-related risks are being gradually embedded in existing risk management processes.

Governance

The KBC Risk Management Framework is supported by solid risk governance:

- The management of climate-related risks is fully embedded in our existing Risk Management Governance.
- Risk is actively addressed by the core team of the Sustainable Finance Programme, which focuses on integrating climate-related matters throughout the group.
- The senior general managers of Group Risk and Group Credit Risk are members of the Sustainable Finance Programme Steering Committee and one of them also sits on the Internal Sustainability Board.

Risk identification and classification

We continuously scan the internal and external environment for new and emerging risks we are exposed to in the short term (1 to 3 year horizon), in the medium term (3 to 20 year horizon) and in the long term (20 to 30 year horizon). This group-wide process involves all necessary stakeholders, including entities from the business side, corporate sustainability and asset management. To ensure pro-active climate-related risk identification in an integrated environment, we:

- organise internal communication and training for (risk) staff and management;
- have set up a Sustainable Finance Legal Working Group to follow up new and changing regulations;
- take into account sustainability and climate-related policies when deciding on new products or services;
- have identified and defined climate risk in our risk taxonomy;
- regularly report on climate-related risk signals to senior management.

Climate change was identified as a top risk in the past and is becoming increasingly important, triggered in part by the increased sense of urgency regarding transition risks. The identified top risks are used as input for several other risk management exercises and tools, such as risk appetite setting, stress testing, the aligned planning cycle, etc.

Cascading and setting risk appetite

Our risk appetite objectives support the group in defining and realising its strategic sustainability goals of, *inter alia*, maintaining a strong corporate culture that encourages responsible environmental and social behaviour, achieving long-term sustainable growth and ensuring stable earnings. To be less vulnerable to changes in the external environment – including climate change – we seek diversity and flexibility in our business mix, client segments, distribution channels and geographies, where we refrain from focusing on short-term gains at the expense of long-term stability.

These high-level risk appetite objectives are further specified for a number of risk types in line with our climate-related policies (see 'Focus on climate') and will be gradually improved based on new insights (see 'Risk measurement'):

- A group-wide zero tolerance policy is in place for new business with a company on the KBC blacklist. This policy is fully embedded in the organisation as part of the operational risk management framework.
- Controversial activities identified in our standards for sustainable and responsible lending are managed through sound lending and insurance processes, acceptance policies and product characteristics, and are actively screened by the business side, with quality controls performed by the second and third lines of defence. They also define the playing field for credit and insurance risks.

Risk measurement

We are working together with external parties on a series of tools and methodologies to strengthen our ability to identify and measure climate-related risks (see 'Focus on climate'). These tools will provide further insights into not only the

impact of climate change on our business model, but also the impact of our activities on the environment.

Risk analysis, monitoring and reporting

Indicators for climate-related risks and opportunities are integrated into the KBC Sustainability Dashboard, which allow us to monitor progress in the implementation of our sustainability strategy and to make adjustments when necessary. Climate-related risks will be further integrated into our internal risk reports, ICAAP/ORSA and external reports. Stress testing will also be used as a key tool to gain insights into climate-related vulnerabilities.

The impact of more extreme weather conditions has already been incorporated into the insurance activities, as we use a number of internal and external measures, along with stress tests, to analyse the potential impact of (acute) natural catastrophe events on our non-life (property) portfolio. For the modelling of natural catastrophe events, external broker and vendor models are used in all KBC insurance entities. KBC actively engages and enforces a dialogue on the consideration of climate change in the scenario analysis of these providers.

Forward-looking trends, such as changes in storm and precipitation patterns and changes in the frequency of floods

are monitored as part of the Insurance Risk Management Framework and related processes (see 'Technical insurance risks'). Physical risks in other regions around the world are also closely monitored as they can have an impact on the global reinsurance market on which KBC relies. Climate change does not represent a significant technical insurance risk for KBC in the short to medium term, due mainly to the well-diversified nature of KBC Insurance's life and non-life activities, the focus on our core markets in Belgium and Central Europe, and the annual renewal of policies and related reinsurance contracts.

A number of initiatives were started to improve our understanding of how to measure ESG and climate-related risks. The insights gained will then be used to explore how we can further integrate these risks into our credit assessment process and modelling (including expected credit losses) and to adapt our policies, where necessary. Moreover, management has the ability to overrule the expected credit losses and to capture events that are not part of the financial assessment, such as the growing insights into ESG and climate-related risks. To date, this approach has yet to be applied.

Bonne pratique 20: Procédures de diligence raisonnable liées au changement climatique

KBC Group, Annual Report 2019, p. 123-124

Our 2030 Green Goals

We are committed to minimizing our environmental footprint across our business activities and operations. We have developed a company-wide environmental roadmap which

defines how we will reach the ambitious targets set for reducing our local and global environmental impact. These are:



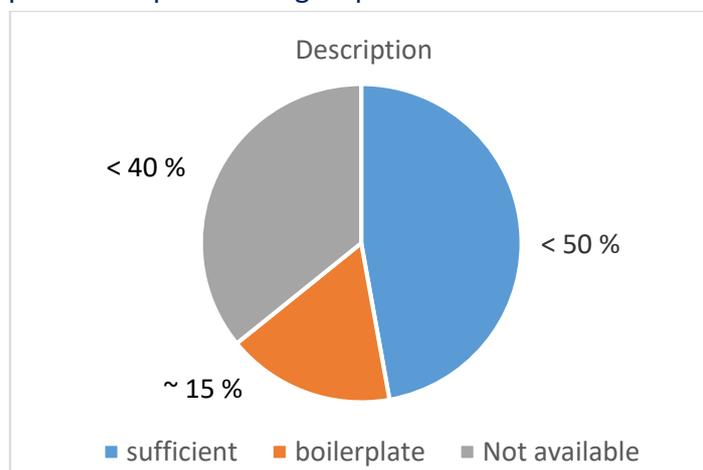
Bonne pratique 21 : Objectifs environnementaux quantifiés y compris pour le changement climatique

UCB, Integrated Annual Report 2019, p. 53

7.5.2.1.2 Risques

Trois quarts des sociétés environ décrivent des risques relatifs aux questions environnementales. Ceci représente une légère amélioration par rapport aux résultats de l'étude précédente. Une distinction est apportée entre les enjeux liés au changement climatique et les autres risques environnementaux.

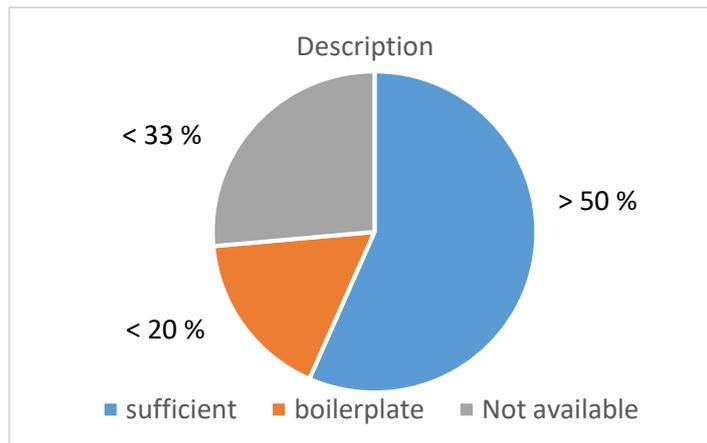
- Deux tiers environ des sociétés décrivent leurs risques en matière de *changement climatique*. Un peu plus d'un tiers ne le fait pas. Environ 70 % des sociétés du BEL 20 décrivent ces risques de manière suffisamment spécifique. Environ 40 % des autres sociétés le font. Une société du BEL 20 a mandaté un rapport préliminaire sur les risques et opportunités liés au changement climatique et a commencé à calculer ses émissions de *Scope 3* en 2019.⁶⁹ Cette société indique qu'elle poursuivra l'analyse de ces sujets en 2020. Une autre société du BEL 20 explique par ailleurs qu'elle procédera à une évaluation de l'impact et du risque climatique de son groupe en 2020.



Graphique 12 : Description des risques en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées

- Trois quarts environ des sociétés décrivent des risques liés à *d'autres risques environnementaux*, tels que la pénurie d'eau, la disparition de la biodiversité, la pollution ou les nuisances sonores. Un quart environ n'en fait pas mention. Trois quarts environ des sociétés du BEL 20 et la moitié environ des autres sociétés décrivent ces risques de manière suffisamment spécifique.

⁶⁹ Voir *infra* section 7.5.2.1.3.



Graphique 13 : Description d'autres risques environnementaux - ensemble des sociétés étudiées

La description des risques et opportunités mérite en général d'être améliorée. Quelque trois quarts des sociétés seulement décrivent – dans une certaine mesure – l'impact de leurs activités sur l'environnement et/ou le climat. Quelque 40 % des sociétés seulement décrivent l'impact du changement climatique et/ou d'autres questions environnementales sur leurs activités.⁷⁰

Par ailleurs, un certain nombre de sociétés décrivent des risques qui touchent ou pourraient toucher leurs sites et installations, sans pour autant créer un lien explicite entre ces risques et le changement climatique qui les induit.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés décrivent les risques liés à leurs activités en matière de pollution de l'air, de l'eau, du sol ou sonore.⁷¹
- Certaines sociétés décrivent les opportunités de manière spécifique, par exemple lorsqu'elles commercialisent des produits ayant un impact direct sur l'environnement et/ou le climat.⁷²
- Certaines sociétés accordent autant d'attention aux risques non financiers qu'aux opportunités non financières.

⁷⁰ Bonne pratique 22.

⁷¹ Bonne pratique 23.

⁷² Bonne pratique 24.

- Certaines sociétés anticipent un renforcement potentiel et durable des exigences environnementales pour leur secteur d'activités.⁷³
- Certaines sociétés décrivent les risques physiques liés au changement climatique, tels que la localisation de leurs sites dans des endroits du monde plus durement touchés par des phénomènes climatiques extrêmes.⁷⁴ Certaines sociétés incluent le réchauffement climatique dans leur évaluation des risques climatiques. Elles s'intéressent alors au risque climatique pesant sur les activités du groupe et réalisent une analyse de scénario.⁷⁵

Climate change or other environmental concerns, or legal, regulatory or market measures to address climate change or other environmental concerns, could have a long-term, material adverse impact on AB InBev's business and results of operations. Further, water scarcity or poor water quality may affect AB InBev by increasing production costs and capacity constraints, which could adversely affect AB InBev's business and results of operations. Additionally, AB InBev's inability to meet its compliance obligations under EU emissions trading regulations may also have an adverse impact on AB InBev's business and results of operations.

AB InBev's operations are subject to environmental regulations, which could expose it to significant compliance costs and litigation relating to environmental issues.

Bonne pratique 22 : Risques environnementaux pour la société, y compris ceux liés au changement climatique

AB InBev, Annual Report 2019, p. 72

Emerging risks

Environmental impacts

Risk description

Solvay's activities impact the environment through:

- Use of raw materials based on fossil or non-renewable resources,
- Consumption of energy,
- Use of water,
- Production of waste (solid or liquid, hazardous or safe),
- NO_x, SO_x, Volatile Organic Compounds (VOC) or dust emission,
- Greenhouse gas emissions (see "Climate change" risk).

There is a risk not to meet the rising and more stringent expectations from all stakeholders regarding those impacts on environment.

Prevention and mitigation actions

- Solvay One Planet program will set an ambitious long term vision with a intermediary 2030 environmental plan on high materiality environmental aspects.

Bonne pratique 23: Risques de pollution liée aux activités

Solvay, Annual Integrated Report 2019, p.72

⁷³ Bonne pratique 25.

⁷⁴ Bonne pratique 26.

⁷⁵ Bonne pratique 27.

STRATEGIC FOCUS AREA

ECONOMIC
PERFORMANCEVALUE CHAIN
AND SOCIETY

ECO-EFFICIENCY

CHANGE IN RISK PROFILE



No change

CHANGE IN
OPPORTUNITY PROFILE

No change

POTENTIAL IMPACT

Climate and environment impacts are mostly related to our supply of primary raw materials or to our suppliers' extraction of these primary raw materials. Easy-to-mine deposits are becoming increasingly scarce and ore bodies poorer. Many specialty metals required for new, environmentally-friendly technologies can only be obtained as a by-product of other metals. Treating complex materials from above-ground sources, such as industrial residues and end-of-life materials, is increasingly important.

Climate change causes extreme natural events, chronic deviations in mean temperatures and precipitation patterns, and rising sea levels. This could impact our sites or supply chain.

Historical industrial activity requires active management and remediation. Increasingly stringent regulations on energy use and emissions can induce higher operational costs.

CHANGE IN CONTEXT

Civil society and political discourse are increasingly demanding that business takes an active role in mitigating climate change.

Our accelerated expansion combined with increased demand for our products have increased Umicore's exposure to potential climate or environmental risks and the opportunity to expand in a way that can mitigate or address these risks.

MEASURES TAKEN BY UMICORE

Umicore plays a key role in the transition to a low-carbon future as our materials tackle global trends for clean air and e-mobility, and our closed loop business model tackles resource stewardship.

Our facility in Hoboken is the world's largest and most complex precious metals recycling operation, processing over 200 types of raw material and recovering over 20 different metals. We ensure that a high volume of our metals come from secondary sources – production scraps, residues and end-of-life materials. We can also recycle customers' residues and production scrap to help them maximize their material efficiency and then transform the recovered materials

into new products. In total we recover 28 metals from our closed loop activities. Our high yield recycling process continues to be a driving force in resource efficiency and contributing to the circular economy.

In 2019 Umicore carried out several studies to feed our process of climate and environment-related strategy for the future, these include studying our scope 3 emissions and climate related risks and opportunities. Umicore performed a life cycle assessment on the production of cathode materials and has identified the leverage it can have for a lower carbon mobility through the right choice of the cathode chemistry, energy mix, and raw materials, including recycled materials. For the new battery production plant in Poland, Umicore ensured that electricity will be from renewable sources.

We ensure that our current activities keep to the most stringent environmental standards for air and water and work every year to improve our energy efficiency despite our growth and increased production. For more information, see notes E2 through E6.

Our global footprint and diverse site locations reduce our exposure to physical risks. New sites have been chosen considering proximity to customers, access to skilled workforce, excellent logistics, infrastructure and green energy.

Umicore manages its historical environmental legacy, ensuring adequate financial provisions that are reviewed twice a year. For more information, see notes E7 and F29.

Bonne pratique 24 : Opportunités pour la société au regard des questions environnementales y compris de changement climatique

Umicore, Integrated Annual Report 2019, p. 66

With the legally binding Paris Agreement (https://ec.europa.eu/clima/policies/international/negotiations/paris_en) setting out to limit global warming to well below 2°C, we are likely facing external measures to offset our CO₂ emissions in the form of a 'carbon tax'. While our activities in Belgium are currently not impacted by CO₂ taxes as the Belgium Government has granted emission credits, the situation will change in 2021 and we will need to gradually increase our expenditure on emission rights.

In case of an EU carbon tax and the potential abolition of the current carbon emission credit system, our European plants would be impacted by a carbon tax. The impact on our US and Turkish activities is not known yet.

Bonne pratique 25 : Risques de transition liés au changement climatique

Balta Group, Annual Report 2019, p. 49

Environmental risk & climate change

Environmental risk

Group Internal Services (responsible for buildings) and Risk Management, together with the Network Engineering and Operations department, regularly assess how extreme climate events could impact Proximus' operations.

- Flooding risk mainly applies to equipment that is placed outside in cabinets or units. All cabinets are put on a pedestal in concrete and a second one in metal. The latest type of cabinets with copper access technology make use of a sealed, water resistant unit containing the active equipment.
- The oldest type of copper cables with lead mantle are more vulnerable to excessive water in the ground. There are two very important investment projects that aim to phase out these old copper cables. Mantra+ program will phase out most of the copper feeder cable in a timeframe of 15 years. An extensive fibre program will phase out 50% of all copper distribution cables over the next decades. There is no active equipment in the outside optical fibre network, the fact that this is a completely passive and water-resistant solution will limit the risk of customer impact during flooding.
- In 2013, the regulation regarding protection against lightning strikes changed in Belgium. All technical installations are compliant. The installed base of radio access network sites was adapted to be compliant with the norm NBN EN 62305 which implies a detailed risk analysis for each site.
- Heavy winds are mainly a risk for the pylons and structures that carry mobile antennas. The current norms imply the resistance of the structure to wind loads that are far greater than regular conditions in Belgium. The Proximus outside plant is less vulnerable than the OSP in countries like France, the UK, Spain, ... which heavily use aerial last mile networks, both in copper or in fibre. Proximus traditionally deployed fully underground cable networks (opposed to aerial) and the recent façade FttH solutions are also attached to solid objects (buildings), limiting exposure.
- Several precautions are taken to limit the effect of extreme heat conditions on street cabinets. These are (almost always unless imposed otherwise by communalities) a very light colour and placed outside direct sunlight. A lot of

To date, Proximus did not identify any chronic physical risks. Risk of extreme weather conditions such as heavy rain and winds, floods, lightning strike and heat waves are seen as acute and temporary events and are treated as follows:

engineering is done regarding the heat exchangers. With every change of technology, or additional technology in these cabinets, heat flows are studied and optimized.

Climate change

Climate change is high on the agenda due to growing awareness on global warming. In Belgium this is demonstrated by the Thursday marches for climate and political debate on salary cars.

The Group Corporate affairs, responsible for legal, regulatory, public affairs, internal audit & risk management, compliance, group communications and security governance & investigations, closely follows the evolution of regional, national, EU and worldwide climate related guidelines, directives, standards and laws. Proximus has a clear policy to reduce CO₂ emissions and clear commitment to become circular (see chapter 'Committed to the circular economy').



Internal audit has to move beyond its ability of handling risks & controls to be fully aligned with company strategic objectives and to enter into the role of trusted advisor.

Bonne pratique 26 : Risques physiques liés au changement climatique

Proximus, Annual Report 2019, p. 85-86

Climate change

→ Trend: Stable

The Group strategy to address climate-related risks (as defined by TCFD⁽¹⁾) could be ineffective and damage Solvay's reputation, causing business losses, undervaluation, and difficulty attracting long-term investors.

- Policies and legal context: regulations and actions to limit CO₂ emissions, for example increasing the price of greenhouse gas (GHG) emissions,
- Technology: unsuccessful investment in new, lower-emission technologies,
- Markets: failure to adapt to changing customer behavior,
- Reputation: negative stakeholder attitudes if their climate change concerns are not addressed effectively,

Prevention and mitigation actions

- Solvay's strategy focuses on businesses with higher added value and less environmental exposure.
- Every year, the Sustainable Portfolio Management (SPM) tool assesses the environmental exposure of our sales and our innovation projects portfolio. SPM includes climate-related criteria aligned on 2°C scenarios.
- Solvay has a GHG emissions reduction plan.

2019 main actions

Solvay mainly works on four workstreams:

- Review of climate-related risks and opportunities for each product in each market with Solvay Sustainable Portfolio Management tool. 19% of our sales are ranked in climate-related solutions, while 3% of our sales are ranked as climate-related Challenges.
- Realization of a 2040 scenario analysis in line with the TCFD recommendations and using as reference the International Energy Agency's Sustainable Development scenario. The study showed that sales' opportunities could be larger than negative impacts on costs.
- Realization of a mapping of acute climate-related physical risks with insurers. Seven production sites are located in areas with a 2% annual change of exposition to floods. 11 sites production sites are located in wind exposed areas.
- The mapping of water scarcity risks has been updated based on a database from Hoekstra & al (2016). 21 sites have been identified "at risk", combining location, water consumption and business interruption costs. Action plans are being developed for each plant, based on their specific situation.

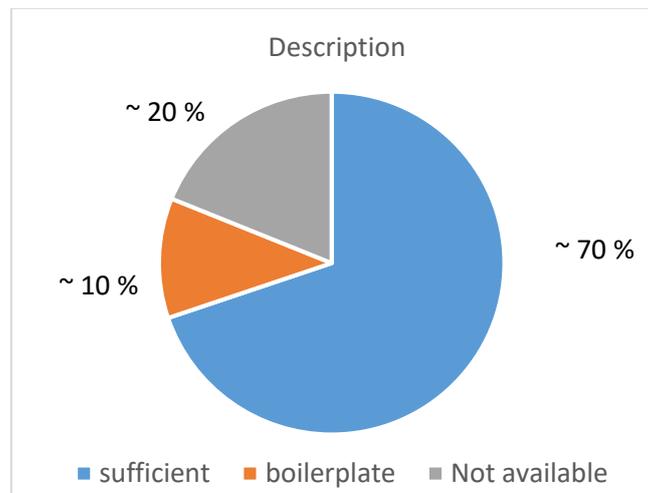
Bonne pratique 27 : Evaluation des risques sur base d'un scénario de réchauffement climatique

Solvay, Annual Integrated Report 2019, p.71

7.5.2.1.3 Résultats et KPI

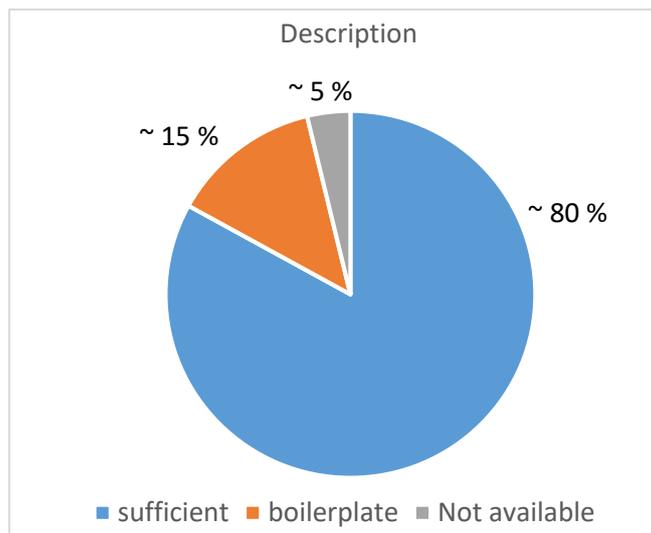
Les informations publiées sur les résultats des politiques en matière de climat et autres aspects environnementaux sont relativement diverses.

- En matière de *changement climatique*, on observe des lacunes importantes. Environ un cinquième des sociétés ne fournit pas de **résultats** à ce sujet. Environ 70 % des sociétés étudiées fournissent des informations de manière suffisamment spécifique. Quant aux sociétés qui n’incluent pas d’informations suffisantes, elles reprennent une description uniquement sous forme de texte, sans donner d’indicateurs concrets. Elles se limitent parfois à une description très sommaire.



Graphique 14 : Résultats des politiques en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées

- La grande majorité des sociétés fournit les **résultats** de leurs *politiques environnementales*. Elles sont une faible minorité à ne pas le faire. La plupart des sociétés du BEL 20 fournissent des informations de manière suffisamment spécifique. Ceci est également le cas pour plus de trois quarts des autres sociétés.



Graphique 15 : Résultats des autres politiques environnementales - ensemble des sociétés étudiées

Moins de 80 % des émetteurs fournissent des informations sur les KPI utilisés pour les questions environnementales en général.⁷⁶

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains émetteurs fournissent une évaluation quantifiée, accompagnée d’explications qualitatives. Ils comparent les résultats obtenus au cours du temps et les mettent en perspective avec leurs objectifs. Ils décrivent par exemple les résultats de la gestion de leur consommation d’eau, d’énergie, ou encore de leur gestion des déchets.⁷⁷
- Certains émetteurs reprennent, dans un tableau, les KPI et les objectifs liés aux questions environnementales qu’ils se sont fixés. Ils comparent les résultats obtenus avec ces objectifs et avec des références du marché.⁷⁸
- Certains émetteurs décrivent leurs résultats et leurs KPI de différentes manières, par exemple à l’aide d’un texte, d’un graphique ou d’un tableau. Ceci facilite la compréhension de l’information ainsi que la comparaison avec les années précédentes.⁷⁹

⁷⁶ *I.e.* y compris le changement climatique.

⁷⁷ Bonne pratique 28.

⁷⁸ Bonne pratique 29.

⁷⁹ Bonne pratique 30.

2.10 HOW WE MANAGE WASTE

Since 2012, we've ensured that zero waste from production has gone to landfill across all our manufacturing sites. Operational excellence programs have further reduced waste in production and over 100 different waste streams have been identified, collected and reused where possible. Priority is given to internal reuse of production waste, as currently only 2% of total waste streams are recycled internally.

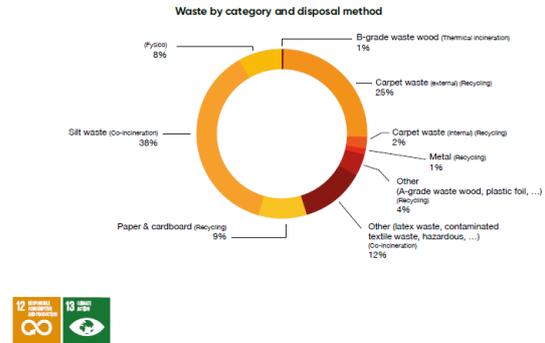
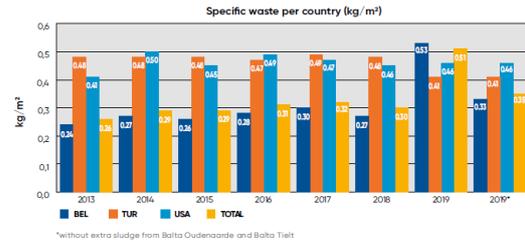
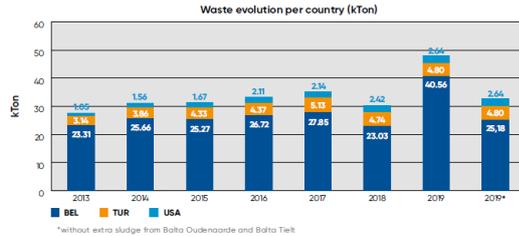
During 2020 we are investing in the development of a waste polypropylene recycling plant. The re-granulated polypropylene will be reused in the production of staple fibre for non-woven textiles and as weft-yarn for weaving as we look to reduce our reliance on jute.

As one of our key objectives to reduce our impact on our climate change, we aim to achieve 100% production waste recycling by 2030. We will progress this through reviewing and optimising manufacturing processes, re-evaluating waste

streams and re-engineering products. There are also opportunities in co-operation with a broader range of external recycling partners. Currently, there are clearly defined common waste streams across Balta so performance can be measured and best practice shared across all production sites.

Through the one-off operation to empty and clean the water purification plant in Oudenaarde following the restructuring of production across Belgium, 2019 recorded an increase in wastewater flows. In addition, there were changes in the dyeing operation in Tielit which meant the biological purification plant could not handle this type of wastewater. This waste-water is currently treated externally.

Outside of Belgium, all raw material waste streams are constantly monitored and waste percentages remain below our KPIs. Bentley will use group KPIs for 2020 reporting.



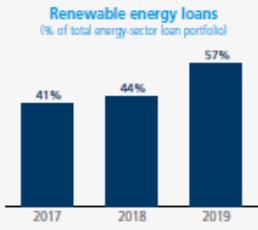
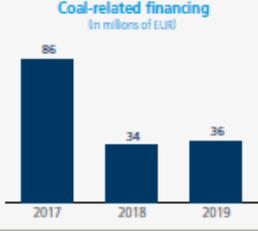
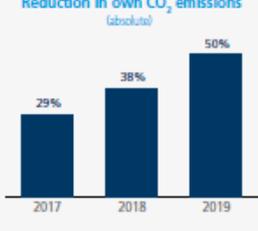
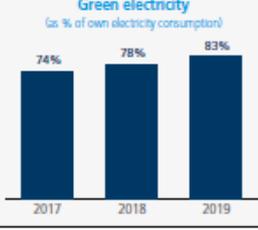
Bonne pratique 28 : Résultats des politiques environnementales

Balta Group, Annual Report 2019, p. 55

OUR CSR PRIORITIES (MATERIAL TOPICS)	RELATED RISK & OPPORTUNITIES	STRATEGIC KPI	TARGET	RESULT 2019 VS TARGET	RESULT 2019 VS. EXTERNAL ENVIRONMENT
Planet					
Green fleet	Having a green fleet helps improve our carbon footprint and brings about a positive public image of the company. It also generates fuel cost savings. Moreover, it is a way to mitigate expected rising carbon taxes.	CO ₂ footprint scope 1, 2 and 3	• -20% scope 1 and 2 GHG emissions by 2030 compared to baseline 2017: 114,395 tCO ₂ -eq.	Results 2019: scope 1 & 2 emissions increased by 4% and scope 3 emissions decreased with 13% vs 2017 allowing an overall decrease of CO ₂ emissions of 7% (scope 1, 2 and 3).	bpost has been recognized top 3 greenest postal operator by the IPC. Every year, IPC's Environmental Measurement and Monitoring System (EMMS) measures the carbon emissions of a group of twenty postal operators worldwide.
Green buildings	Green buildings generate energy-related cost savings and improve our carbon footprint.		• -20% scope 3 GHG emissions by 2030 from upstream transportation and distribution compared to baseline 2017: 218,016 tCO ₂ -eq.		
Waste management	A sound waste management brings a positive image of the company and improves our scope 3 carbon footprint. As such, it can also generate revenues by valorizing waste as a raw material.				

Bonne pratique 29: KPI relatifs aux politiques environnementales y compris le changement climatique

Bpost, Annual Report 2019, p. 38

KPI	Description	Target and result	
Position in SRI funds 	Volume of SRI funds at KBC Asset Management	Target: 10 billion euros by year-end 2020 14 billion euros by year-end 2021 20 billion euros by year-end 2025 2019 result: 12 billion euros ¹	SRI funds (in billions of EUR) 
Renewable energy loans 	[outstanding amount of loans to businesses in the renewable energy and biofuels sectors] / [total outstanding energy-sector loan portfolio]	Target: ≥ 50% by 2030 2019 result: 57% ²	Renewable energy loans (% of total energy-sector loan portfolio) 
Financing of coal-related activities 	Loans to coal-related activities	Target: reduce financing of coal sector and coal-fired power generation to zero by 2023 ² 2019 result: 36 million euros remaining ³	Coal-related financing (in millions of EUR) 
Reduction in own CO₂e emissions 	Reduction in own greenhouse-gas emissions (in absolute terms and per FTE) compared to 2015 and excluding commuter travel.	Target: reduce emissions by ≥ 25% between 2015 and 2020 reduce emissions by ≥ 50% between 2015 and 2030 reduce emissions by ≥ 65% between 2015 and 2040 2015–2019 result: -50% (absolute) and -48% (per FTE)	Reduction in own CO₂e emissions (absolute) 
Own green electricity consumption 	[Green electricity] / [total electricity consumption]	Target: 90% green electricity by 2030 2019 result: 83%	Green electricity (% of own electricity consumption) 

¹ Not including KBC pension funds.

² We exclude oil, gas and coal extraction and oil and coal-fired power generation. ČSOB in the Czech Republic will be the sole and temporary exception to this with regard to the financing of ecological improvements to coal-fired, centrally-controlled heating networks. Detailed information on this matter is provided in the KBC Energy Policy, which is available at www.kbc.com.

KBC will continue to review its policy on coal in 2020 as part of its heightened climate ambition and the new commitments entered into in this regard in 2019. This could broaden the scope of reporting in the future.

³ Excluding UBB in Bulgaria.

Bonne pratique 30: KPI liés aux politiques environnementales, y compris au changement climatique – tableau incluant des graphiques

KBC Group, Annual Report 2019, p. 57

Les KPI concernant les questions environnementales les plus fréquemment mentionnés ont trait (i) à la consommation d'énergie, (ii) à la consommation et au traitement de l'eau, (iii) aux émissions de gaz à effet de serre et (iv) à la production et au traitement des déchets. Certains KPI sont très spécifiques au secteur ou à la société, par exemple le budget dépensé par une société pour la dépollution des sols, le budget consacré aux mesures et installations destinées

à lutter contre les nuisances sonores, le nombre de plaintes reçues pour infractions (potentielles) aux législations environnementales. Un certain nombre d'émetteurs ne fournissent aucun KPI pour les questions environnementales.

En ce qui concerne les KPI spécifiques au **changement climatique**, trois quarts environ des émetteurs étudiés mentionnent un « bilan carbone ». Il s'agit de pratiquement toutes les sociétés du BEL 20 et d'environ deux tiers des autres sociétés. Cependant ces émetteurs ne font pas chacun de distinction entre les trois périmètres sur la base desquels les émissions de gaz à effet de serre peuvent être mesurées, ce que l'on appelle les « *scope* » 1, 2 et 3.

Figure [1.1] Overview of GHG Protocol scopes and emissions across the value chain

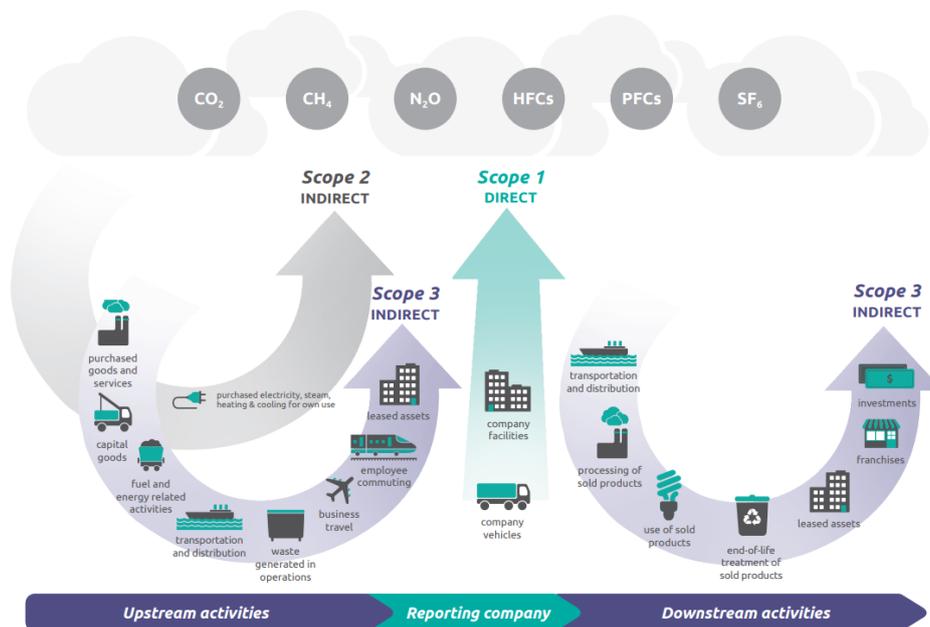


Schéma 3 : Aperçu des périmètres (« *scope*») suivant le GHG Protocol et des émissions dans la chaîne de valeur

www.ghgprotocol.org

Ceci s'explique partiellement par le fait que le calcul du *scope* 3 est plus complexe à réaliser que celui des *scopes* 1 et 2. Le *scope* 1 regroupe les émissions directes de gaz à effet de serre liées à la fabrication des produits ou à la fourniture des services des sociétés, le *scope* 2 celles liées à la consommation d'énergie nécessaire à cette fabrication ou à cette fourniture, et le *scope* 3 toutes les autres émissions indirectes produites dans la chaîne de valeur, y compris les émissions produites en amont et en aval, par exemple dans la chaîne d'approvisionnement, et les émissions liées au transport, à l'utilisation, à la fin de vie des produits. Pour certains secteurs, les émissions de *scope* 3 représentent cependant la majorité des émissions.

Pour le calcul du *scope 2*, il existe par ailleurs deux approches, celle basée sur l’emplacement géographique, « *location-based* », et celle basée sur le marché, « *market-based* »⁸⁰. Ces deux approches peuvent mener à des résultats très différents.

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés indiquent clairement quelle approche elles ont suivie pour calculer leur bilan carbone.⁸¹

GHG Emissions(2)					
Scope 1 emissions	Metric tons CO ₂ e	9,085	8,607	9,390	10,567
Scope 2 market-based emissions	Metric tons CO ₂ e	3,243	5,235	2,069	3,301
Scope 2 location-based emissions	Metric tons CO ₂ e	32,591	32,792	31,910	28,951
Scope 3 emissions	Metric tons CO ₂ e	6,098	5,598	3,666	3,405
Total location-based GHG emissions	Metric tons CO₂e	47,765	46,997	44,966	42,923
Total market-based GHG emissions	Metric tons CO₂e	18,418	19,440	15,124	17,273
Carbon credits	Metric tons CO ₂ e	(8,627)	(8,473)	(8,627)	(8,627)
Emissions intensity (scope 1 and 2 market-based)	metric tons CO ₂ e / terabyte of data usage	0.009	0.007	0.005	0.005
Emissions from business travel	Metric tons CO ₂ e	951	920	634	385

Bonne pratique 31 : Bilan carbone par « scope »

Telenet, Sustainability Report 2019, p. 38

Les émetteurs utilisent une variété d’indicateurs pour donner des informations sur les émissions. Elles peuvent par exemple être exprimées en suivant les *scope 1*, *2* et *3* mentionnés ci-dessus en termes d’équivalents de CO₂, ou seulement l’un ou l’autre *scope* en particulier, ou en se limitant aux émissions de CO₂ sans tenir compte d’émissions d’autres gaz à effet de serre. Certains émetteurs détaillent leurs émissions pour chaque *scope*, en fonction des sources d’émission.

A côté de cela, les indicateurs sont parfois exprimés en termes d’émission totale, ou d’émission totale à production constante, ou d’intensité d’émission (émissions de CO₂ par tonne produite).

Un peu moins des deux tiers des sociétés indiquant un bilan carbone décrivent la méthodologie appliquée pour le calcul de leurs KPI. Ce pourcentage grimpe jusqu’à 80 % environ pour les sociétés du BEL 20. Plusieurs sociétés n’indiquent leur bilan carbone que pour la première fois en 2019.

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certains émetteurs expliquent clairement la méthodologie utilisée pour calculer leurs KPI.⁸²

⁸⁰ GHG Protocol Scope 2 Guidance, 20 January 2015, consultable à l’adresse <https://ghgprotocol.org>.

⁸¹ Bonne pratique 31

⁸² Bonne pratique 32.

Annual greenhouse gas emissions

Euronav has been and will continue to work on addressing the impact of our operations on the environment. Disclosure is a key part of this on-going process with Euronav the only quoted crude tanker company to have been consistently publishing our carbon footprint data since 2017.

Total organizational emissions have been normalized by total freight moved and this increased over 2019 to 3.36 gCO₂ e/t.km when compared to 3.07 gCO₂ e/t.km in 2018. This was

primarily a result of a higher average vessel speed and higher fleet operating days during 2019. Total emissions have however decreased by 4.1% when compared to the 2017 baseline and our first year of reporting such data.

Euronav intends to publish emissions targets over the next 12 months. During 2019 the company established an ESG and Climate Change committee to assist in implementing a comprehensive climate change policy.

Type of Emissions	2017 Emissions (tCO ₂ e) ¹	2018 Emissions (tCO ₂ e)	2019 Emissions (tCO ₂ e)	Change 2019 vs 2018
Scope 1 (Direct)	3,280,230	2,944,387	3,129,065	6%
Scope 2 (Indirect Energy)	400	424	430	2%
Scope 3 (Indirect Other)	635,830	583,547	624,824	7%
Total	3,916,460	3,528,045	3,754,859	6%

¹ Certain aspects of the organisation's operations have been excluded, due to a lack of data availability. These account for less than 0.3% of total emissions so are not considered material. This includes electricity from two one-person offices and business travel from Anglo-Eastern Ship Management. Values have been rounded so may not tally completely in Table 1. The reported figures for CO₂ and other GHG emissions for 2018 in relation to the 21 ships purchased as part of the "Gener8 merger" are not the actual ones but they are "annualized" for comparison purposes. The reported figures for 2017 have been "rebaselined" for year-on-year comparison purposes with the 2018 figures.

Scope 1: Emissions from Euronav's sources that are controlled directly by the company, including the combustion of fuel from vehicles and vessels, and building operations.

Scope 2: Emissions from imported energy, such as purchased electricity, heat or steam.

Scope 3: Emissions from non-owned sources that are related to the company's activities. This includes business travel, the well-to-tank emissions related to the processing of fuels, and the transmission and distribution of electricity.

Methodology

Emissions have been calculated in line with the main requirements of the GHG Protocol for all Scope 1 and 2 and material Scope 3 emissions for the period 1st January – 31st December 2019. Scope 3 business travel and energy related emissions have been calculated and reported. To take into account identified improvements in data quality for natural gas and electricity consumption in Belgium, emissions have been re-baselined back to 2017.

The disclosed emissions cover all sources within Euronav's operational control. As such, all operations that are directly managed by Euronav are included, as well as third party managed vessels adhering to our 'Ship Management Agreements' and leased ships. Emissions from lone workers in Doha and Hong Kong and business travel from Anglo Eastern Ship Management have been excluded due to a lack of data availability. These emissions will be immaterial when compared to emissions from shipping fuel.

Results

Euronav's carbon footprint for the 2019 calendar year was 3,754,859 tonnes of CO₂ equivalent, an increase of 6% in comparison with 2018. The emissions intensity of Euronav's operations has increased by 9.4%, from 3.07 gCO₂ e/t.km in 2018 to 3.36 gCO₂ e/t.km in 2019. 83.2% of total emissions originate from fuel used by ships, with a further 16.3% of total emissions from the well-to-tank extraction and processing of these fuels. Business travel represents 0.3% of total emissions. Scope 2 (indirect energy) emissions have increased significantly, as a result of improving data quality in offices.

On the key IMO greenhouse gas emissions index of AER (Annual Efficiency Ratio), there was a modest improvement in 2019 to 2.36 g/CO₂/TNM, this figure being within the Poseidon Principles targets for 2019. Euronav provides further disclosure below related to the performance of seagoing fleet:

	2018	2019
EEOI gCO ₂ /TNM	4.60	4.96
AER gCO ₂ /TNM	2.37	2.36
OEI gCO ₂ e/TKM	3.07	3.36

EEOI/Energy Efficiency Operational Index: Sea going fleet emissions (gCO₂) per unit of transport work (cargo ton miles)

AER/Annual Efficiency Ratio: Sea going fleet emissions (gCO₂) per ton of ships deadweight times total miles run in the period

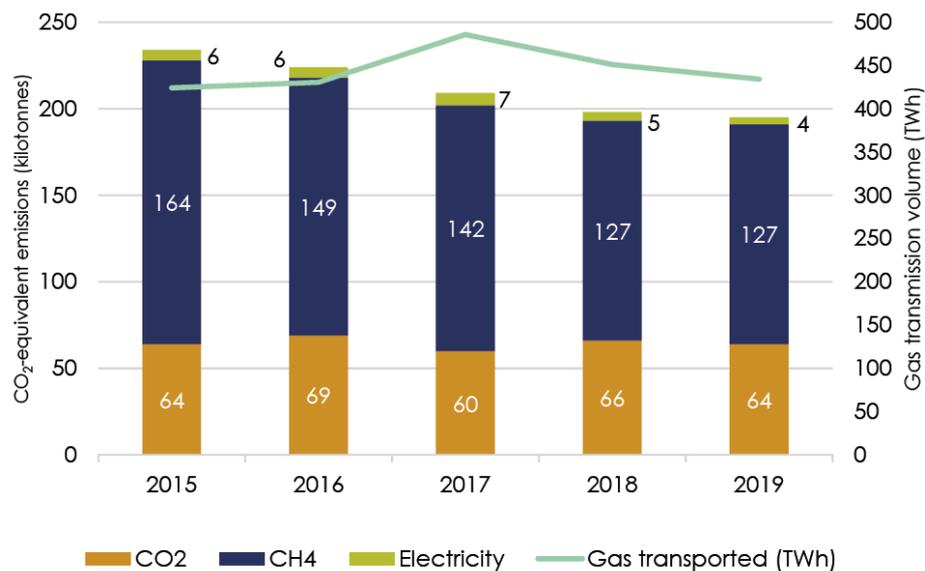
OEI/Organizational Emissions Intensity: All Euronav emissions (scope 1, 2, 3) per unit of transportation work (cargo ton kilometers)

Bonne pratique 32: Méthodologie appliquée pour le calcul du bilan carbone et des KPI relatifs aux émissions de CO₂

Euronav, Annual Report 2019, p. 82

La FSMA relève également les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés illustrent l'évolution de leurs émissions de gaz à effet de serre au moyen d'un graphique, en plus du texte descriptif. Ceci facilite la comparaison des résultats dans le temps.^{83,84}
- Certaines sociétés indiquent les mesures qu'elles ont mises en place afin de répondre aux recommandations du TCFD.⁸⁵

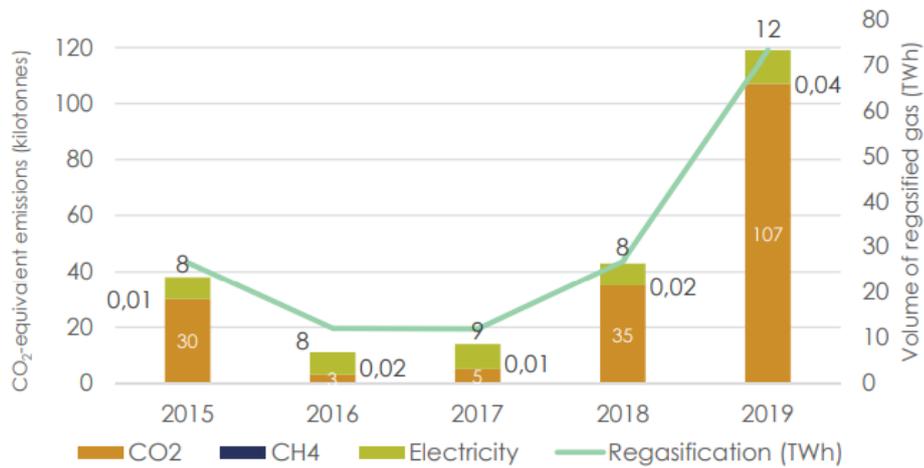


Transmission: greenhouse gas emissions

⁸³ La Bonne pratique 33 illustre la ventilation des émissions totales par source.

⁸⁴ La Bonne pratique 34 montre l'évolution des émissions par rapport aux revenus générés et les compare avec les objectifs fixés.

⁸⁵ Bonne pratique 35.



LNG terminalling: greenhouse gas emissions

Bonne pratique 33: Illustration graphique de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre

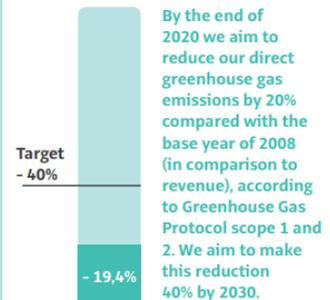
Fluxys Belgium, Annual Financial Report 2019, p. 67-68

11 Climate



For ten years now, we have been actively working to reduce our impact on the climate. Our basic principles are as follows: we avoid CO₂ emissions, reduce our emissions in general and constantly seek solutions with the lowest impact on the climate. We have analysed our activities and identified those areas in which we have the greatest impact. As a result, we have defined **three direct impact categories**, on which we focus strongly with many projects and initiatives. These are refrigeration and heating, mobility and transport, and finally energy consumption and production.

We monitor our emissions according to the **Greenhouse Gas Protocol** (scope 1 and 2). We are now also working with our suppliers to reduce the impact of our products on the climate. Methods such as LCA (life cycle assessment) and OEF (organisational environmental footprint) help us do this.



Bonne pratique 34: Illustration graphique de l'évolution des émissions de CO₂ comparés aux objectifs

Colruyt, Annual Report 2019/20, p. 177

Our future work

We will continue our work in the field of sustainability, with a view to achieving continuous progress in our priority areas and towards our ambition of making sustainable finance work. The table on the right shows the progress made under the Sustainable Finance Programme (SFP) towards meeting the TCFD recommendations as of year-end 2019, together with the focus points for 2020.

Pillar	Recommendations	Progress made as of year-end 2019	Focus points in 2020
Governance	<p>a. Describe the board's oversight of climate-related risks and opportunities</p> <p>b. Describe management's role in assessing and managing climate-related risks and opportunities</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Climate governance included in our overall sustainability governance - Management of climate-related risks embedded in our existing Risk Management Governance - SFP's core team to integrate climate approach throughout the Group – the programme is overseen by a Steering Committee chaired by the Group CFO - Indicators related to climate-related risks and opportunities and the progress of the SFP in the implementation of our climate strategy are integrated into the KBC Sustainability Dashboard, submitted twice a year to the Executive Committee and the Board of Directors to measure progress (twice in 2019) - Annual in-depth discussion on SFP progress by the Board of Directors (once in 2019) - Sustainability KPI included in the variable remuneration of Executive Committee members and senior management 	<ul style="list-style-type: none"> - Further integrate climate-related responsibilities in the charters of all relevant decision-making bodies at KBC Group - Regular discussions on SFP progress by the Internal Sustainability Board, Executive Committee, Board of Directors and the Supervisory Boards of KBC's core countries - Start to report progress and new KPIs in the Sustainability Dashboard of KBC Group - Sustainability KPI settings for senior management to potentially include a clear link to the SFP
Strategy	<p>a. Describe the climate-related risks and opportunities the organisation has identified over the short, medium, and long term</p> <p>b. Describe the impact of climate-related risks and opportunities on the organisation's business, strategy, and financial planning</p> <p>c. Describe the resilience of the organisation's strategy, taking into consideration different climate-related scenarios, including a 2°C or lower scenario</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Climate included in our overall sustainability strategy, confirmed by signing the Collective Commitment to Climate Action in 2019 - First steps to understand the impact of climate change on our business model, but also the impact of our activities on the environment - First identification of climate-sensitive corporate industrial sectors (loan portfolio) - Launch of three pilot projects (PACTA, PCAF and UNEP FI) working on a series of tools and methodologies to: i) enhance our ability to identify and measure climate-related risks and guide and inform our strategy; and ii) quantify the indirect impact of our most carbon-intensive sectors and business lines - Climate change identified as a top risk for KBC with increasing importance. This is used as input for other risk management exercises and tools, such as risk-appetite setting, stress testing and the aligned planning cycle - Identification of business opportunities in retail and corporate segment - Updated and tightened KPIs 	<ul style="list-style-type: none"> - Set up strategic teams to integrate climate-related risks, opportunities and targets in the strategy of the most carbon-intensive sectors and to further develop the methodologies used in this respect - Start mapping our portfolio in line with the EU Taxonomy - Further work on customer engagement, starting in Belgium with the training of all relationship managers at Corporate Banking and preliminary dialogues with corporate customers - New KPIs linked to the KBC SFP will be proposed and decided upon in the coming period
Risk	<p>a. Describe the organisation's processes for identifying and assessing climate-related risks</p> <p>b. Describe the organisation's processes for managing climate-related risks</p> <p>c. Describe how processes for identifying, assessing, and managing climate-related risks are integrated in the organisation's overall risk management</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Climate-related risks are gradually being embedded in existing risk management processes, through the KBC Risk Management Framework defining group-wide standards for risk management of all risks - Group-wide risk identification process to ensure we cover all material risks to which we are, or may become, exposed to, with specific actions to ensure proactive, climate-related risk identification in an integrated environment - Regular reporting to senior management of climate-related risk signals in response to risk scan exercises and insights from ongoing methodological pilots - Climate change identified as a top risk for KBC, which is used as input in other risk management exercises and tools, such as risk-appetite setting, stress testing and the aligned planning cycle - Risk-appetite objectives to help the group realise its strategic sustainability goals (to be gradually improved based on new insights) - Active role of risk and credit risk in the SFP - Specific due diligence process at client and transaction level with respect to our sustainability policies, including procedures to deal with any infringements that are detected 	<ul style="list-style-type: none"> - Further integrate climate change in KBC's risk management processes and our internal and external risk reporting based on insights gained from the ongoing methodological pilots (metrics and targets) - Stress testing will be a key tool to identify climate-risk-related vulnerabilities - Highlight risks of stranded assets in various sectors
Metrics and targets	<p>a. Disclose the metrics used by the organisation to assess climate-related risks and opportunities in line with its strategy and risk management process</p> <p>b. Disclose Scope 1, Scope 2, and, if appropriate, Scope 3 greenhouse gas (GHG) emissions</p> <p>c. Describe the targets used by the organisation to manage climate-related risks and opportunities and performance against targets</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Launch of three pilot projects (PACTA, PCAF and UNEP FI) working on a series of tools and methodologies to: i) enhance our ability to identify and measure climate-related risks and guide and inform our strategy; and ii) quantify the indirect impact of our most carbon-intensive sectors and business lines - Evaluate and publish first results of these pilots - Scope 1, 2 and 3 (business and commuter travel, paper and water consumption and waste generation) GHG emissions reported and externally verified in accordance with ISO 14064-3 - Reporting against targets set (both internally and externally in our annual reporting): <ul style="list-style-type: none"> - Direct: 65% reduction in direct GHG emissions by 2040 and 90% green electricity share by 2030 - Indirect: 50% share of renewables in the total energy credit portfolio by 2030, reduce financing of coal sector and coal-fired power generation to zero by 2023 and 20 billion euros in SRI funds by 2025 	<ul style="list-style-type: none"> - Continue the development of the methodological pilots (PACTA, UNEP FI, PCAF), in co-operation with other banks and stakeholders and expand the scope of the pilots in a subsequent phase - Monitor and evaluate alternative and potential methodologies - Evaluate current targets and possibly propose additional ones for reducing direct GHG emissions, possibly related to specific underlying activities

Bonne pratique 35: Progrès réalisés et plan d'action au regard des recommandations du TCFD

KBC Group, Sustainability Report 2019, p. 29

7.5.2.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- d'expliquer les politiques environnementales qu'elles mènent.
- de décrire leurs politiques en réponse au changement climatique, tenant compte des recommandations des lignes directrices Climat.
- de décrire les procédures de diligence raisonnable qu'elles mettent en œuvre afin d'éviter que les risques identifiés ne se matérialisent ou d'atténuer leurs effets.⁸⁶
- de décrire à la fois, selon l'approche des deux dimensions de l'importance relative
 - les conséquences sur le changement climatique et l'environnement de leurs activités ou de leurs relations d'affaires et de l'utilisation de leurs produits et services par leurs clients, ainsi que
 - la manière dont le changement climatique et les autres enjeux environnementaux influent sur l'évolution de leurs affaires, de leurs résultats et de leur situation. Les

⁸⁶ En expliquant en particulier les plans d'actions qu'elles adoptent afin d'éviter et d'atténuer les conséquences négatives associées au risque d'une augmentation des températures moyennes dans le monde au-dessus de 1,5°C ou de 2°C.

sociétés veilleront à décrire les conséquences réelles ou potentielles tant opérationnelles que financières.

- d'évaluer et de décrire les risques de transition ainsi que les risques physiques liés au changement climatique.
- de tenir compte de différents horizons de temps dans leur processus d'évaluation de ces risques et opportunités.⁸⁷
- de décrire les objectifs qu'elles se fixent.
- de définir précisément les KPI utilisés, en expliquant leur méthodologie de calcul et ceci particulièrement pour des KPI plus complexes tels que l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre.

7.5.3 Questions sociales

Les sociétés sont tenues de décrire les éléments significatifs relatifs non seulement aux questions liées au personnel mais également aux questions sociales. Il s'agit d'aspects qui ne touchent pas directement leur propre personnel. Les questions sociales sont plus vastes que les questions de personnel et sont plutôt de nature *sociétale*.

Elles ont par exemple trait à la santé, la sécurité, le bien-être, le développement des clients, des consommateurs, des fournisseurs, des acteurs de la chaîne d'approvisionnement ou des communautés résidant ou travaillant aux alentours des sites des sociétés.

Un petit nombre d'émetteurs confond questions sociales et questions de personnel.⁸⁸ Ce point a déjà été soulevé lors de la précédente étude. Bien qu'ils mentionnent le thème « social », ces émetteurs se limitent essentiellement à décrire des aspects relatifs à leur personnel.

7.5.3.1 Constatations et bonnes pratiques

7.5.3.1.1 Politiques appliquées et procédures de diligence raisonnable

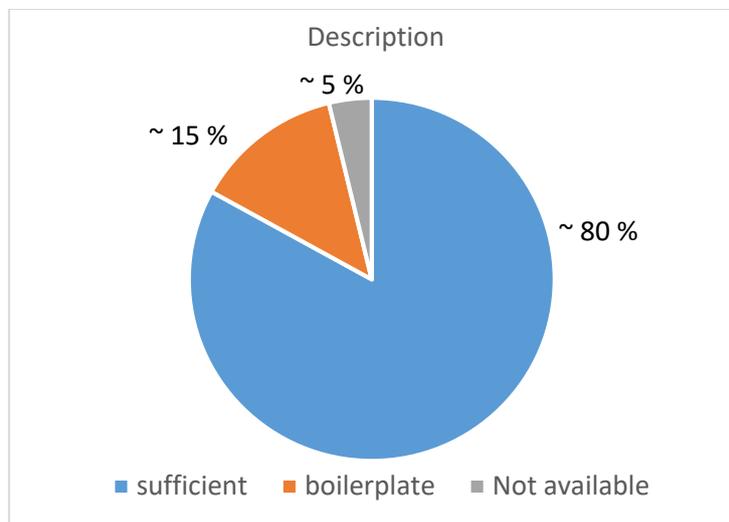
Presque tous les émetteurs décrivent les *politiques sociales menées*. Ceci reflète une amélioration car quelques 90 % le faisaient dans l'étude précédente. Toutes les sociétés du BEL 20 les décrivent en outre de manière suffisamment spécifique. Ceci n'est pas encore le cas pour les autres sociétés.

Environ un cinquième de ces sociétés fournit une description très générale ou très brève de leurs politiques sociales. Une société du segment continu inclut une section commune pour les questions sociales et de personnel mais n'y développe que les aspects relatifs à ce dernier.

⁸⁷ Ceci afin de refléter les incertitudes à court, et surtout à moyen et long terme, ainsi que leurs implications potentielles sur les activités de la société dans différentes conditions.

⁸⁸ Les lignes directrices NFI développent les aspects thématiques relatifs à ces deux questions dans une même section (4.6, b).

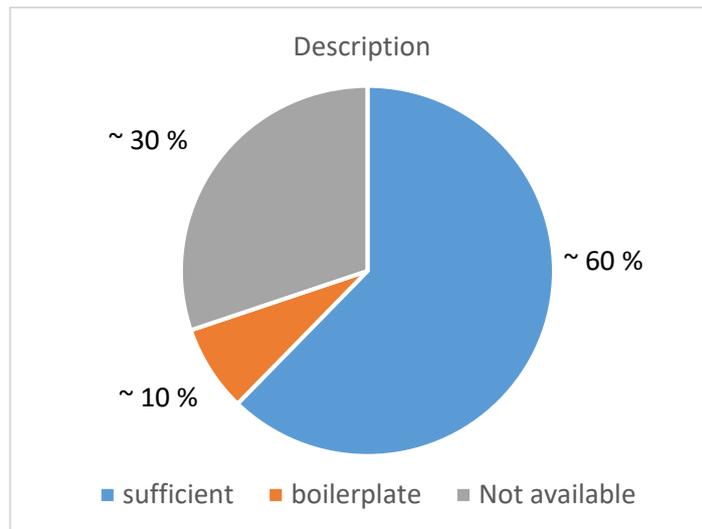
Une autre société du segment continu mentionne un risque lié à la santé mais ne fait nulle part mention d'une politique sociale spécifique. D'autres sociétés consacrent également une section commune pour les questions sociales et de personnel dans leur déclaration NFI. Il est alors important qu'elles développent suffisamment les éléments essentiels relatifs aux questions sociales. Cela n'est pas systématiquement le cas.



Graphique 16 : Politiques sociales - ensemble des sociétés étudiées

Les *procédures de diligence raisonnable* mises en œuvre sont décrites moins fréquemment que les politiques.⁸⁹ Quelque 70 % des sociétés seulement donnent des renseignements à leur sujet, soit presque toutes les sociétés du BEL 20, mais environ 60 % seulement des autres sociétés. Ceci représente toutefois une amélioration par rapport à la première étude. La moitié environ de l'ensemble des sociétés décrivait alors ces procédures. L'étude actuelle montre que, lorsqu'elles sont disponibles, les procédures de diligence raisonnable sont décrites de manière suffisamment spécifique dans la plupart des cas.

⁸⁹ Ceci vaut pour l'ensemble des questions non financières.



Graphique 17 : Procédures de diligence raisonnable sociales - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés traitent des thèmes sociaux suivants : (i) de la santé, (ii) de la sécurité, (iii) de l'éducation, (iv) de la formation et du bien-être des consommateurs, de leurs clients ou de groupes spécifiques, (v) des activités de mécénat/sponsoring ou (vi) de mesures prises afin d'assurer la protection et le développement des communautés locales.^{90,91}

⁹⁰ La Bonne pratique 36 donne une description de la politique sociale menée par un émetteur.

⁹¹ La Bonne pratique 37 fournit un bref aperçu des procédures de diligence raisonnable appliquée par un autre émetteur et de leurs résultats en matière de politique sociale.

SIPEF creates value for society

SIPEF's plantation operations in Indonesia, Papua New Guinea and Ivory Coast create a lot of value for the production countries, whose economic development is accelerated.

- To optimise the management of the plantations, a lot of attention is given to training the employees in agricultural and management methods and general aspects.
- SIPEF works closely with smallholders, who are able to expand their activities together with the Group.
- Expansion in remote areas is always linked to investments in infrastructure, housing and facilities that the Company puts at the disposal of the workers.

- SIPEF actively consults with public and private stakeholders. It believes that, by working with customers, social and environmental NGOs, governments and industry bodies, civil society, producers, researchers and other willing stakeholders, it can maintain its social and legal support, and so bring about and promote the introduction of safe, sound and sustainable standards and practices.

A few examples of value creation are briefly described. For more detailed insight into how the Group creates value at various levels, see Part 3 of the Sustainability report of this Annual report.

Bonne pratique 36 : Politiques sociales

SIPEF, Annual Report 2019, p.30

416-2 COMFORT, QUALITY AND SAFETY OF OUR MEDICAL AND INDUSTRIAL SOLUTIONS

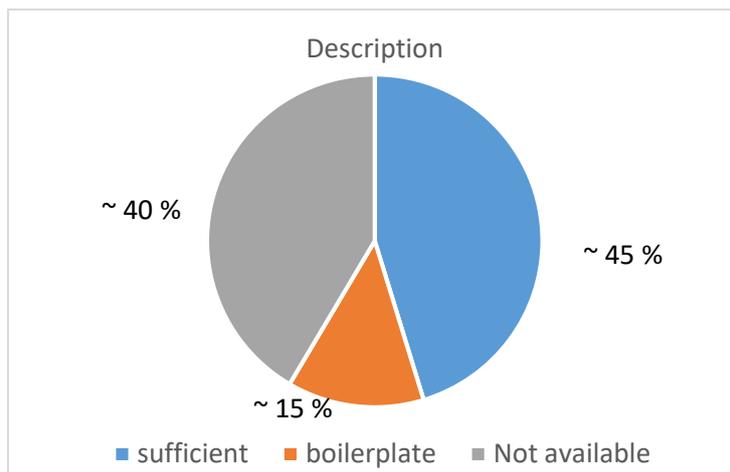
At IBA, we are constantly improving our products and quality management processes in order to offer the market complete, safe and efficient solutions. We train our clients and help the medical community to provide users and patients with reliable and safe treatments. In order to raise the quality of the product IBA delivers on the market we are ISO13485:2016, ISO9001:2015, MDSAP certified. There have been no material incidents of non-compliance with regulations and voluntary codes concerning health and safety impacts of IBA's products and services

Bonne pratique 37: Procédures de diligence raisonnable liées aux questions sociales

IBA, Annual Report 2019, p. 180

7.5.3.1.2 Risques

Quelque 60 % des sociétés décrivent leurs *principaux risques liés aux questions sociales*, ce qui représente une légère augmentation par rapport aux résultats de la première étude. Plus de quatre cinquièmes des sociétés du BEL 20 fournissent une description suffisamment spécifique des risques liés aux questions sociales, contre seulement un tiers environ des autres sociétés.



Graphique 18 : Risques sociaux - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés développent les risques sociaux liés (i) à la santé, (ii) à la sécurité et au bien-être des consommateurs, de clients ou de groupes spécifiques, ainsi que les risques de réputation et financiers dans le cas d'incidents dans ces domaines.⁹²

⁹² La Bonne pratique 38 illustre les différents aspects liés aux questions sociales et commence par une description des principaux risques sociaux.

7.4 Community engagement

Our material issues: main risks

One of the key material issues for Telenet is the topic of 'digital inclusion and skills development'. Building a digital-savvy workforce is crucial to executing the Company's corporate strategy as outlined in section 2 of the present statement. However, the Company's responsibility goes beyond its own direct business needs. It touches on the key role that stakeholders expect Telenet to take as it comes to creating a digital society that is accessible to all and that stimulates the digital skills development of citizens across the local communities. Not actively responding to these societal needs may present a reputational risk for the Company.

How we address them: policies and due diligence

As a leading telecommunications and media player in Belgium, Telenet is aware of the important role it plays in the Belgian society. The Company drives a community engagement policy that focuses on digital innovation as an engine to create a richer quality of life, sustainable economic growth, and increased education and employment opportunities. At the same time, Telenet is also aware of the societal challenges that digitization brings. The company therefore actively addresses the following digital society issues: (1) unlocking the potential of digital for all; (2) empowering future generations in the digital age; (3) accelerating digital entrepreneurship and (4) finding the right digital balance. More information on this community engagement policy can be found on the sustainability section of the Telenet corporate website.

Telenet monitors and manages its community investments on a yearly basis following the London Benchmark Group framework. In addition, the Company holds regular alignment meetings with the NGOs and community initiatives that receive structural support, in order to assess their impact, to review and - if or when necessary - adjust the investment and refine the cooperation.

Outcomes: Most important community engagement investments in the year ended December 31, 2019

In 2019, Deloitte carried out a socio-economic impact study of Telenet in the period 2014-2019: the total impact measured by gross output was €26.7 billion, and the impact measured by gross value add was €16 billion. Furthermore, Telenet actively invested in technology innovations and network improvements to the benefits of its customers and the evolution of the digital society. In 2019, these investments represented €587 million. Telenet invests €1.6 million per day.

As a committed member of the local community, Telenet continued its contribution to structural digital society initiatives and community investments. These investments aim at boosting innovation, creativity & entrepreneurship, nurturing digital skills, reducing the digital divide and promoting the right digital balance. In the period 2014-2019, the Company did invest €89 million in digital society initiatives and community engagement. In 2019, Telenet's financial contribution to charities and community initiatives totaled 2,023,405 euros. In addition, Telenet employees contributed 1,170 hours to volunteering in 2019.

In 2019 Telenet also launched a new initiative #TelenetGo that inspires consumers on the endless possibilities offered by digital through workshops in the Telenet shops, and online expert talks on the website. As a telecom and entertainment provider, Telenet wants to enable and promote a digital lifestyle, while helping people find the right balance: digital technologies should not jeopardize personal relations nor present a serious risk to people's wellbeing or health. The #TelenetGo initiative therefore raises public awareness on key issues in digital like cyberbullying and sexting, and actively promotes online safety and security.

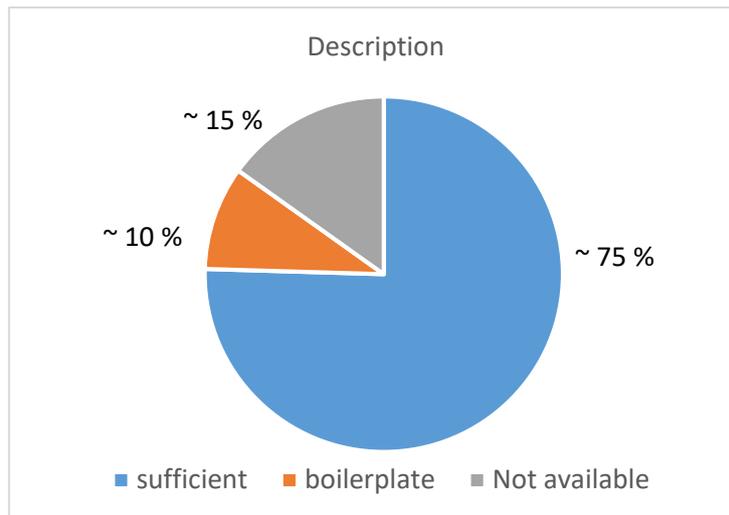
In parallel, the Telenet Business department continued its investments in the Digital Acceleration of SME entrepreneurs by providing free consultancy about e-commerce, social media and online security. The year 2019 was marked by the launch of an online matchmaking platform that connects SME entrepreneurs with digital experts and coaches. In 2019, the Digital Acceleration program reached more than 1000 SME entrepreneurs in Flanders and Brussels.

Bonne pratique 38: risques sociaux, accompagnés des politiques, procédures de diligence raisonnable et résultats

Telenet, Annual Report 2019, p. 31

7.5.3.1.3 Résultats et KPI

Environ 85 % des déclarations NFI analysées comprennent une description des *résultats d'actions liées aux questions sociales*, ce qui est un peu plus élevé que dans la première étude.



Graphique 19 : Résultats des politiques sociales - ensemble des sociétés étudiées

Cette description est le plus souvent donnée sous forme de texte. Elle est accompagnée de KPI dans environ 45 % des cas (40 % dans la première étude). Les sociétés expliquent en général à l'aide d'un texte quelles actions elles entreprennent, comme les événements ou les formations qu'elles organisent pour les communautés locales.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés utilisent les KPI sociaux suivants : (i) le nombre de stagiaires, apprentis ou personnes/jeunes en difficulté ayant bénéficié d'une formation au cours de l'année écoulée⁹³, (ii) les montants de dons à des communautés locales ou (iii) le taux de satisfaction des clients vis-à-vis des produits ou des services offerts.⁹⁴
- Certains émetteurs représentent graphiquement l'évolution de leurs KPI.⁹⁵
 - La bonne pratique 39 reprend l'ensemble des KPI mentionnés par l'émetteur au sujet des formations offertes à son personnel (questions de personnel), à des jeunes en formation, à ses clients ainsi que dans le cadre de ses projets de mécénat (questions sociales).
 - La bonne pratique 40 illustre à l'aide d'un tableau les KPI utilisés. Les résultats obtenus sont ensuite comparés aux objectifs fixés et aux références du marché.

⁹³ Bonne pratique 39.

⁹⁴ Bonne pratique 40.

⁹⁵ Bonne pratique 41.

Indicator		2018	2019
Training and education			
Investment in education and training (in million EUR)	Financial year	38,2	38,8
% Payroll invested in education and training	Financial year	3,14	3,04
# Unique participants in personal growth trainings	Financial year	1.698	1.759
# Different personal growth trainings	Financial year	51	58
# Employees involved in dual learning	Financial year	-	206
# Interns	Financial year	508	585
# Traineeship programmes	Financial year	8	8
# Participants in butcher course	Financial year	28	18
Colruyt Group Academy for consumers			
# Colruyt Group Academy centres	Financial year	10	11
# Participants in Colruyt Group Academy workshops	Financial year	37.549	52.602
# Different trainings for consumers	Financial year	-	190
Collibri Foundation			
Investment amount (in EUR)	Calendar year	647.928	808.593
# Training projects	Calendar year	13	14
# Young people directly involved in training projects	Calendar year	5.124	6.715

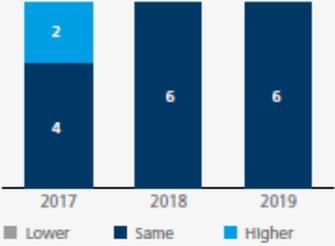
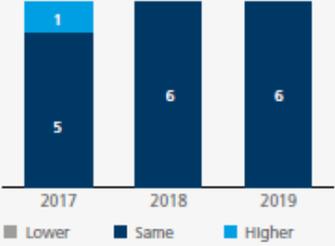
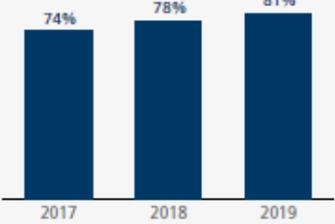
Bonne pratique 39: KPI liés aux formations en matière de questions sociales et de personnel

Colruyt, Annual Report 2019/20, p.149

OUR CSR PRIORITIES (MATERIAL TOPICS)	RELATED RISK & OPPORTUNITIES	STRATEGIC KPI	TARGET	RESULT 2019 VS TARGET	RESULT 2019 VS. EXTERNAL ENVIRONMENT
Proximity					
Proximity to our society	Proximity to society is part of bpost's mission. Forgetting the local community would be detrimental to bpost's reputation.	Amount of donations		306,000 EUR donations	
Proximity to our suppliers	Having a clear overview of our supply chain brings efficiency and helps avoid supply risks (e.g. financial or supply stability). Also, including sustainability requirements helps mitigate reputational risks linked to unethical behavior or environmental damage.	Share of significant tier 1 suppliers covered by our supplier code of conduct	100%	100%	Since 2018, 100% of bpost Belgium suppliers are covered by the supplier code of conducts (now included in our general terms and conditions for all our contracts). Ecovadis surveyed companies on their procurement practices in 2019. From this survey, it appears that not more than 45% of the companies spend 64% or more of their procurement volume on suppliers covered by their sustainable procurement policy.
Proximity to our customers through our services	Enhancing our customer experience and improving our offer improves customer retention. Moreover, developing more sustainable solutions gives an opportunity to go beyond customer expectations, thus improving our market positioning.	Customer satisfaction	To exceed or meet the level of previous year (2018 bpost Belgium: 84).	bpost Belgium:82	bpost measures customer satisfaction on a 7-point scale. Other companies tend to use a 5-point or 10-point scale. Moreover, we mix results of both residential and business customers in our approach. This makes it difficult to compare results with other companies or benchmarks.

Bonne pratique 40: KPI sociaux comparés aux objectifs propres et aux références du marché

Bpost, Annual Report 2019, p. 38

KPI	Description	Target and result																
Reputation index 	<p>The index reflects the overall public attitude towards the company and is influenced by the performance of seven manageable reputation drivers, which are also measured in the study. The survey is performed by Ipsos.</p>	<p>Target: achieve the same or a higher score than the peer group average¹ per country.</p> <p>2019 result: all countries scored in line with the peer group average.</p> <p>KBC score for reputation index (number of core countries where the KBC entity records a higher/same/lower score than/as the peer group average)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Year</th> <th>Lower</th> <th>Same</th> <th>Higher</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2017</td> <td>4</td> <td>0</td> <td>2</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>0</td> <td>6</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>2019</td> <td>0</td> <td>6</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	Year	Lower	Same	Higher	2017	4	0	2	2018	0	6	0	2019	0	6	0
Year	Lower	Same	Higher															
2017	4	0	2															
2018	0	6	0															
2019	0	6	0															
Client experience 	<p>Client experience is measured on the basis of responses to statements such as: 'offers quality products and services', 'offers transparent products and services', 'is easy to interact with', 'offers good value for money' and 'understands client needs'. The survey is performed by Ipsos.</p>	<p>Target: achieve the same or a higher score than the peer group average¹ per country.</p> <p>2019 result: all countries scored in line with the peer group average.</p> <p>KBC score for client experience (number of core countries where the KBC entity records a higher/same/lower score than/as the peer group average)</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Year</th> <th>Lower</th> <th>Same</th> <th>Higher</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2017</td> <td>5</td> <td>0</td> <td>1</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>0</td> <td>6</td> <td>0</td> </tr> <tr> <td>2019</td> <td>0</td> <td>6</td> <td>0</td> </tr> </tbody> </table>	Year	Lower	Same	Higher	2017	5	0	1	2018	0	6	0	2019	0	6	0
Year	Lower	Same	Higher															
2017	5	0	1															
2018	0	6	0															
2019	0	6	0															
Digital interaction 	<p>Proportion of clients who interact with KBC via at least one of the non-physical channels (digital or advisory centre)².</p>	<p>Target: ≥ 80% in 2020</p> <p>2019 result: 81%</p> <p>Digital interaction</p>  <table border="1"> <thead> <tr> <th>Year</th> <th>Digital interaction (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>2017</td> <td>74%</td> </tr> <tr> <td>2018</td> <td>78%</td> </tr> <tr> <td>2019</td> <td>81%</td> </tr> </tbody> </table>	Year	Digital interaction (%)	2017	74%	2018	78%	2019	81%								
Year	Digital interaction (%)																	
2017	74%																	
2018	78%																	
2019	81%																	

¹ In 2019, the financial benchmarks in Belgium were: BNP Paribas Fortis, ING, Argenta, Ethias, AG Insurance, Bellius, Baloise, Crelan; in the Czech Republic: Air Bank, Moneta Money Bank, Česká spořitelna, Komerční banka, Kooperativa pojišťovna, Česká pojišťovna, Fio banka, Česká pošta, Burinka, Modra Pyramida; in Hungary: OTP Bank, Erste Bank Hungary, Budapest Bank, CIB Bank, Raiffeisen Bank Hungary, UniCredit Bank Hungary; in Slovakia: Slovenská sporiteľňa, VÚB Banka, Tatra banka, Prima banka, Poštová Banka, Unicredit Bank, Allianz; in Ireland: Permanent TSB, Bank of Ireland, Ulster Bank, AIB, EBS; in Bulgaria: UniCredit Bulbank, DSK Bank, Allianz Bank, Central Cooperative Bank, Bulstrad Vienna Insurance, Armeec, Allianz Insurance, First Investment Bank. The scores relate to the KBC brand (banking and insurance) in Belgium, the ČSOB brand (banking) in the Czech Republic, the ČSOB brand (banking) in Slovakia, the K&H brand (banking) in Hungary, the KBC brand in Ireland and the UBB and DZI brands in Bulgaria. Limited changes in scope can occur year-on-year.

² Excluding Bulgaria and Postal Savings Bank (Czech Republic). Excluding non-active clients. Including clients who – in addition to using non-physical channels – are also in contact with KBC via the branches. Weighted by the number of active clients per country. The ratio relates to the final quarter of 2019.

Bonne pratique 41: Illustration graphique de l'évolution des KPI liés aux questions sociales

KBC Group, Annual Financial Report 2019, p. 36

7.5.3.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- de bien distinguer les informations qu'elles fournissent pour les questions sociales de celles fournies pour les questions de personnel.

- de veiller à fournir suffisamment d’informations sur les politiques et procédures de diligence raisonnable liées aux questions sociales.
- d’identifier les risques éventuels que leurs activités présentent pour (i) leurs clients, (ii) les consommateurs, (iii) les employés de leurs partenaires commerciaux et sous-traitants ou (iv) pour les communautés résidant aux alentours des sites de production.
- de décrire les résultats de leur politique de manière équilibrée, tant par des mots que de manière chiffrée au moyen de KPI.
- de comparer les résultats avec les objectifs fixés.
- de décrire de manière claire comment la crise du Covid-19 est gérée.⁹⁶

7.5.4 Questions de personnel

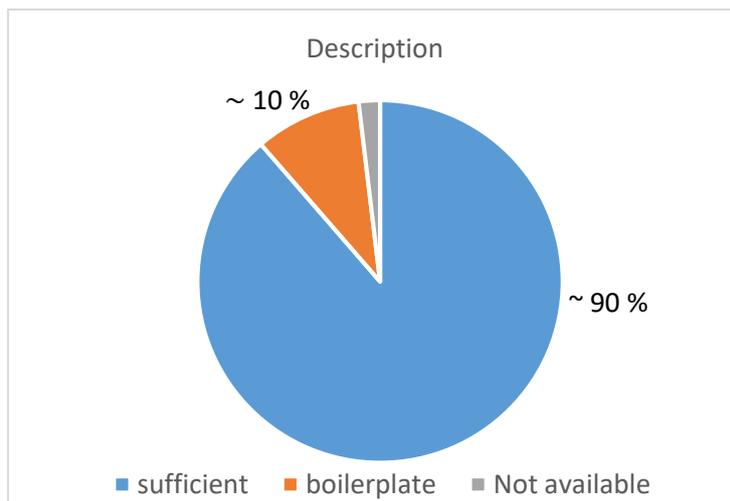
7.5.4.1 Constatations et bonnes pratiques

7.5.4.1.1 Politiques appliquées et procédures de diligence raisonnable

Hormis une société du segment continu, tous les émetteurs décrivent leurs *politiques en matière de personnel*. Ceci reflète une amélioration par rapport à la première étude dans laquelle trois émetteurs ne faisaient pas mention de politiques, parmi lesquels cette même société. Cette dernière évoque un risque lié au recrutement et à la rétention de personnel qualifié mais ne fournit pour ainsi dire aucune information utile quant à sa propre politique du personnel, si ce n’est une mesure de diligence raisonnable afin de gérer ce risque.

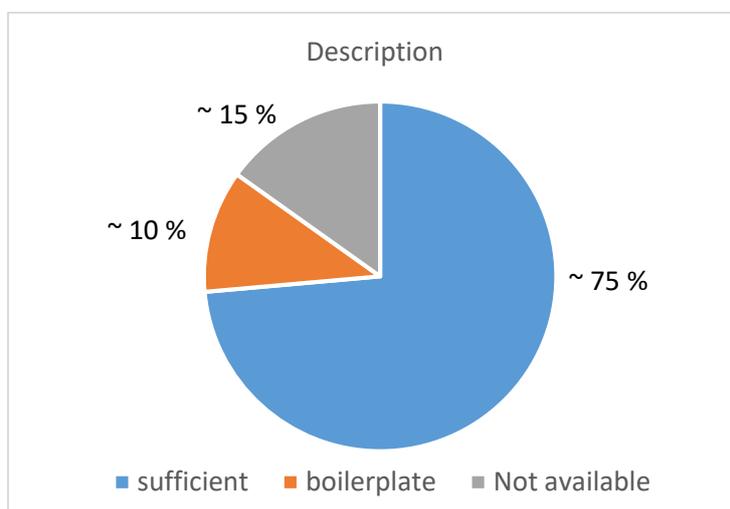
La toute grande majorité des sociétés fournissent une description suffisamment spécifique de leurs politiques du personnel, tout particulièrement les sociétés du BEL 20. Quelque 15 % des autres sociétés examinées fournissent une description très générale ou très sommaire de leur politique du personnel.

⁹⁶ En expliquant en particulier quels programmes elles ont éventuellement mis en place afin de promouvoir, dans le contexte de la pandémie, des mesures favorisant la santé et la sécurité par exemple de leurs clients, des consommateurs et de leurs fournisseurs et sous-traitants, ainsi que les résultats de ces programmes.



Graphique 20 : Politiques liées au personnel - ensemble des sociétés étudiées

Bien que les sociétés du BEL 20 fournissent en général suffisamment d'informations au sujet de leurs *procédures de diligence raisonnable*, ce point reste à améliorer pour un certain nombre de sociétés. Plus de 60 % des sociétés hors BEL 20 décrivent suffisamment ces procédures, environ 15 % les décrivent de façon très générale ou très sommaire, tandis qu'environ un cinquième n'en donne aucune description. Ceci représente malgré tout une amélioration par rapport aux résultats de l'étude précédente, tant pour les sociétés du BEL 20, qui ne décrivaient pas encore toutes leurs procédures de diligence raisonnable, que pour les autres sociétés examinées, qui n'en décrivaient que dans la moitié des cas environ.



Graphique 21 : Procédures de diligence raisonnable liées au personnel - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés fournissent des informations de qualité sur le bien-être, l'intégration et le développement des salariés.⁹⁷
- Certaines sociétés donnent des renseignements sur la sécurité de leur personnel.⁹⁸

Our 3 focus points

1. Employees first: well-being on the job and beyond

A workable job is one of the pillars of our HR policy. We organize, among others, sessions on stress prevention, emphasize the importance of ergonomic work places, stimulate a culture of physical exercise and create green zones within all of our companies. The balance between work and life also plays a major role in this. For example, we take into account the preferences of our "family members": flexible working hours, extra days off, sustainable mobility and much more.

Extra efforts in our locations overseas:

- Sioen has around 3000 employees in Indonesia, Myanmar, Tunisia and Romania. We offer them above-average working conditions. Not only in terms of wages, but also in terms of health and safety.
- Screening for breast and cervical cancer among female employees in Indonesia.

2. Inclusion: so many people, so many differences, so many possibilities

Sioen is a modern and progressive company with equal opportunities for everyone. The numbers and facts speak for themselves. For example, women represent more than 60% of our workforce. In addition, every morning we welcome dozens of nationalities and people of all world religions to our companies.

Outside of the company walls, our focus on inclusion takes shape in various actions, such as:

- Support for the Maggie program in disaster areas.
- Annual donations to the King Baudouin Foundation.
- An active participation in "The Warmest Week" of Studio Brussels.

3. Personal growth: a learning environment for our own employees and the youth

Lifelong learning is a necessity in a (business) world that is rapidly changing. Our personal training programs are therefore supplemented with campaigns such as Lunch & Learn. In those sessions, our employees receive training in a wide range of subjects, from Excel to healthy cooking. But we also want to help young people and students in the area in their search for knowledge.

A selection from our initiatives from 2019:

- Stimulation of STEM education by acting as a host company for 'Design Your City'.
- Company visits for dozens of schools each year.
- Guiding higher education students with theses, projects and internships.
- A CSR scan of Sioen in collaboration with 6 postgraduate students from Hogeschool VIVES.



Bonne pratique 42: Bien-être, intégration et développement du personnel

Sioen, Annual Report 2019, p.51

⁹⁷ Bonne pratique 42.

⁹⁸ Bonne pratique 43.

Launch of the generic risk assessment library

The overall goal of our Safety Management System is to control the risks related to a job. Based on the input from our crew, proper risk management is often time consuming and very challenging given the vessels' busy schedule with short port calls, increased administration etc. EXMAR's HSEQ department is continuously looking into ways to optimize the process and improve the Company's safety performance.

In 2019 we launched a digital generic risk assessment library on board the fleet. The library includes generic risk assessments for the jobs that frequently take place on board. Each risk assessment is the result of a team effort between vessels, marine, technical and HSEQ department. The crew on board uses the generic risk assessment as a basis to start from and adds situation and job specific risks to it.

Third parties: their safety is our business

Based on analysis of safety statistics third parties working on board our fleet were identified as a high risk, both to our crew as to third party workers' own safety.

Their safety is our business and needs a structured approach, below tools were implemented:

- 01** A new policy on the EXMAR HSEQ standard and requirements towards third parties. The policy is to be acknowledged by the third party when signing the contract.
- 02** A new tool to manage safety during third party interventions with a focus on
 - joint job preparation
 - open communication and close follow-up
- 03** New evaluation system for third parties

Safety campaign posters

Besides systems and tools, safety awareness and communication are crucial. The initiative of bi-monthly safety campaign posters was launched. Here's an overview of the 2019 campaigns:

- 01** Safety is in your hands:
8 measures to prevent hand injuries
- 02** Know how to beat the heat with tips and tricks on how to avoid heat strokes
- 03** Lift the value of safety: safety during lifting operations
- 04** Get on board with safety: safe transfer by launch
- 05** Don't be toxic to safety: safely working with chemicals



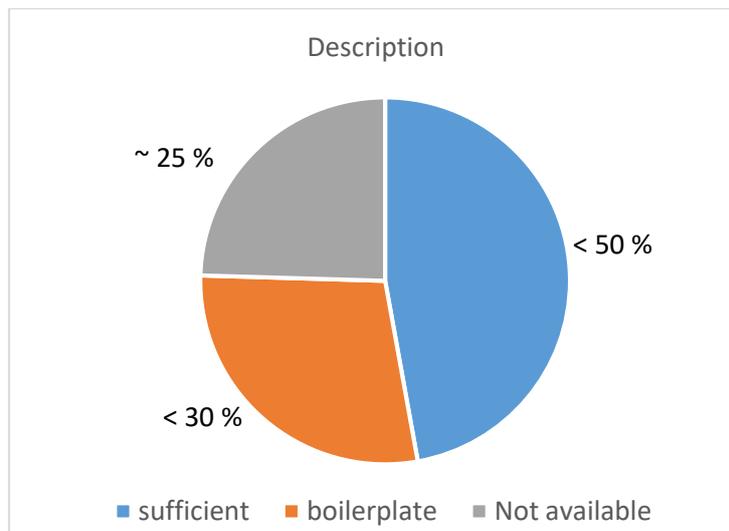
Bonne pratique 43: Sécurité du personnel

Exmar, Annual Report 2019, p.31

7.5.4.1.2 Risques

Quelque trois quarts des sociétés décrivent les *principaux risques liés à leur personnel*. Ceci est en ligne avec les résultats de l'étude précédente. Une grande majorité des sociétés du BEL 20 décrivent ces risques de manière suffisamment spécifique, tout comme un tiers environ

des sociétés hors BEL 20. Deux tiers environ les décrivent de façon trop sommaire ou ne les décrivent pas du tout.



Graphique 22 : Risques liés au personnel - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certains émetteurs donnant des informations sur les risques liés au personnel décrivent par exemple (i) les risques pour la santé, la sécurité et le bien-être de leur personnel (par exemple le risque de blessures ou d'accidents), (ii) les conséquences en termes de temps perdu et de coûts associés, (iii) le risque de réputation, (iv) le risque pesant sur le recrutement ou la rétention de personnel dû à un marché concurrentiel ou à une pénurie de profils qualifiés, ou encore (v) le risque de manque de flexibilité et de formation continue du personnel.⁹⁹

⁹⁹ Bonne pratique 44.

Anticipate HR needs

The energy transition drives us to a consumer centric model on which our strategy and ambition is based. To enable this consumer centric model the group culture and emerging changes must be fully aligned with the group strategy.

Additionally, with regard to talent management we are aware that specific technical expertise (offshore, digitalization, IP...) will be required in the future to support the achievement of the group strategy.

Responses

A reinforced focus on talent and culture led to several anticipating actions, like workshops, transparent communication, a group wide roll-out of a culture change project, as well as specific trainings, that are currently ongoing to achieve this alignment.

A succession planning is being implemented with a focus on leadership skills and an upgrade in the mapping of critical functions is also foreseen.

Health & safety accidents

Elia & 50Hz operate facilities where accidents, asset failure or external attacks may cause bodily harm to persons. As a result, the Group and its relevant affiliates may be exposed to potential liabilities that may have a material, negative impact on their financial position, require significant financial and managerial resources, or possibly harm their respective reputations.

Response

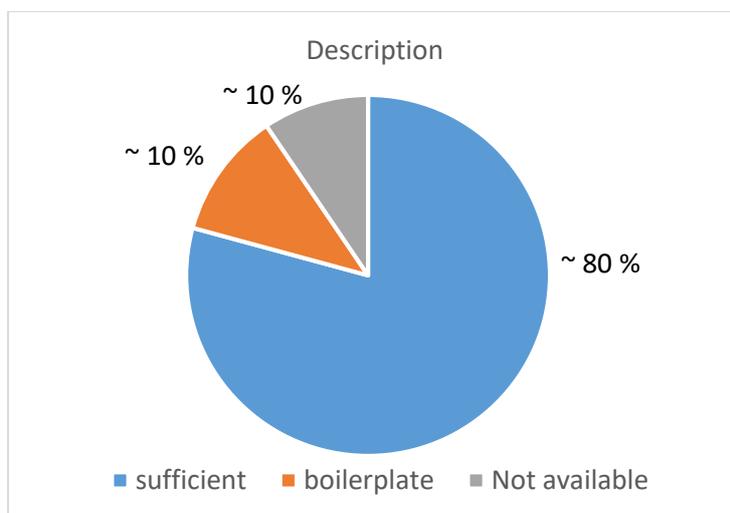
The safety and welfare of individuals (both the Group's staff, the staff of the relevant affiliates of the Group and third parties) is a key priority and a daily pre-occupation for the Group and for the relevant affiliates of the Group. The Group and its relevant affiliates have put in place a health and safety policy, undertake safety analyses and promote a safety culture.

Bonne pratique 44 : Risques liés au personnel

Elia Group, Activity Report 2019, p. 135 -137

7.5.4.1.3 Résultats et KPI

Quelque 90 % des sociétés décrivent les résultats des politiques du personnel qu'elles mènent, contre environ 80 % dans la première étude. L'ensemble des sociétés du BEL 20 donnent des informations sur leurs résultats en la matière, tandis qu'environ 85 % des autres sociétés le font. Cette description est toutefois trop générale ou trop succincte dans un nombre limité de cas. Un peu plus de 10 % des sociétés hors BEL 20 ne mentionnent aucun résultat dans le domaine.



Graphique 23 : Résultats des politiques du personnel - ensemble des sociétés étudiées

Trois quarts environ des émetteurs associent des KPI aux textes explicatifs décrivant leurs résultats. Ceci reflète une augmentation de près de 10 % par rapport à la première étude. Certaines sociétés ne fournissent cependant qu'un nombre limité de KPI ou des KPI très généraux, comme l'évolution du nombre d'employés ou leur répartition géographique.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés mentionnent les KPI suivants : (i) la sécurité du personnel en termes de fréquence et de sévérité des accidents, (ii) le nombre d'heures de travail perdues à cause de blessures ou d'accidents, (iii) le bien-être, le développement et la rémunération du personnel en termes de formations, de résultats d'enquêtes de satisfaction, de mobilité interne, de rotation du personnel ou d'absentéisme, d'écart salarial entre hommes et femmes, et (iv) la diversité du personnel en termes d'âge, de sexe et de nationalité.
- Certaines sociétés expliquent les KPI utilisés au moyen d'un tableau synoptique.¹⁰⁰ Les résultats obtenus sont comparés aux objectifs fixés et à des références du marché.
- Certaines sociétés présentent leurs résultats ou l'évolution de ceux-ci à l'aide de graphiques.^{101,102}

OUR CSR PRIORITIES (MATERIAL TOPICS)	RELATED RISK & OPPORTUNITIES	STRATEGIC KPI	TARGET	RESULT 2019 VS TARGET	RESULT 2019 VS. EXTERNAL ENVIRONMENT
People					
Employee health and safety	Cases of injury and/or illness can represent a cost for bpost as well as for the employee concerned. Also, a preventive well-being policy can help decrease stress levels and hence, absenteeism.	Absenteeism	The 2019 target for bpost Belgium was a 5% decrease compared to the 2018 result.	bpost Belgium: 7.96%	According to a Secorex study ¹ , the Belgian average absenteeism rate was 7% in 2018.
Employee training and talent development	Trained employees can demonstrate an increase in efficiency and promote employee engagement, which can improve employee retention.				
Ethics and diversity	The ethical and diversity policy affects bpost's reputation, its employees' engagement and retention.	Employee engagement	To exceed or meet the Belgian national benchmark on engagement (2018: 5.10)	Results 2019: 4.91	The company Pulse performed a study over the 2014-2017 period in which they surveyed 81,000 employees from 215 Belgian companies. The overall engagement rate was then corrected using specific criteria (e.g. work type, age) and a factor from the KUL university. This research shows that the national benchmark for employee engagement is 5.10.
Social dialogue	An effective social dialogue helps prevent possible strikes and related costs but also ensures employee satisfaction and engagement.				

Bonne pratique 45: KPI liés aux questions de personnel

Bpost, Annual Report 2019, p. 38

¹⁰⁰ Bonne pratique 45.

¹⁰¹ Bonne pratique 46.

¹⁰² Bonne pratique 47.

Measuring the effectiveness of our pledges to employees

The employee strategy starts from a continuous dialogue with and measurement of the efforts towards the employees. Two key performance indicators have been defined :

- Employee engagement survey
- Denison organisation cultural survey

The yearly employee engagement survey, organised among the employees of all consolidated entities, is based on six questions:

- Q1 I am proud to be part of this organisation.
- Q2 I recommend my organisation as a place to work.
- Q3 I enjoy the challenges my work offers me.
- Q4 I enjoy working in my team.
- Q5 I have trust and confidence in my manager.
- Q6 I am prepared to go the extra mile.

In 2019 participation rates were between 75% and 98% and generally up or in line with 2018.

The results of 2019 show a continued and growing improvement across nearly all areas measured. A significant increase and improvement in the type and range of initiatives being implemented by the individual operating companies to increase engagement and mitigate any negative impact of business change at a local level contributed to this positive evolution. Connect21 and the new values are also clearly shaping the way how Ageas is engaging with employees across the Group and a solid platform is being built to support the strategic objectives.

The best performing area continues to be "I enjoy working with my team" and the most improved area is "I am prepared to go the extra mile", a measure that is typically more challenging to improve.



Bonne pratique 46: Représentation graphique des résultats de la politique du personnel

AGEAS, Annual Report 2019, p. 21

S7 OCCUPATIONAL SAFETY

In 2019, 90 consolidated sites, of which 57 are industrial sites, are included in the safety reporting. This number also includes commercial offices.

Additional information on Umicore's approach to safety can be retrieved in the corresponding section of Management Approach, p. 78.

The Umicore information in this note only relates to Umicore employees. Data on subcontractors' occupational safety are being reported separately. Umicore strives towards an accident-free workplace.

GROUP DATA

	UNIT	2015	2016	2017	2018	2019
Fatal accidents	N°	0	1	0	0	0
Fatal accidents sub-contractors	N°	0	0	0	1	0
Lost Time Accidents (LTA)	N°	47	59	51	61	90
Lost Time Accidents (LTA) sub-contractors	N°	9	15	22	21	25
LTA frequency rate		2.66	3.34	3.01	3.36	4.6
Calendar days lost	N°	2,134	9,848	1,590	1,830	3,893
LTA severity rate		0.12	0.56	0.09	0,10	0.2
Recordable Injuries (RI)	N°	148	127	138	158	158
Recordable Injuries frequency rate		8.38	6.78	8.15	8.7	8.07
Ratio N° of sites with no LTA/total N° of sites reporting	%	84	84	84	84	83
Sites OHSAS 18001 certified	%	36.6	41.7	51	51.9	52.6

Umicore employee: a person belonging to Umicore's total workforce. A Umicore employee can be a full-time, part-time or temporary employee

Sub-contractor: a person not belonging to Umicore's total workforce, providing services to Umicore in one of its premises under terms specified in a contract

Fatal accident: a work-related accident with fatal outcome

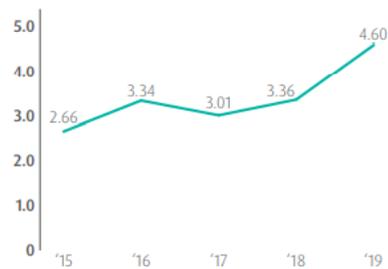
Lost time accident (LTA): a work-related injury resulting in more than one shift being lost from work

Recordable injury (RI): a work-related injury resulting in more than one first aid treatment or in a modified working program but excluding lost time accidents

Frequency rate: number of lost time accidents per million hours worked

Severity rate: number of lost calendar days due to a lost time accident per thousand hours worked. Accidents to and from work are not part of the scope of the safety data

FREQUENCY RATE



SEVERITY RATE



Bonne pratique 47: Résultats de la politique en matière de sécurité du personnel

Umicore, Integrated Annual Report 2019, p.185

7.5.4.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

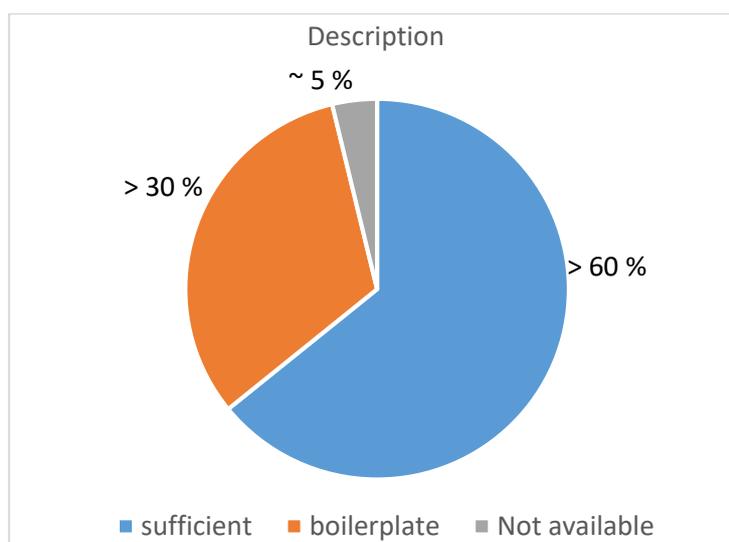
- de veiller à développer pour leur personnel des politiques et procédures de diligence raisonnable spécifiques.
- d’identifier les risques pour leur personnel qui pourraient peser sur leurs activités et leurs résultats.
- de fixer des objectifs plus clairs en matière de politique du personnel.
- de décrire les résultats tant positifs que négatifs.
- de décrire ces résultats aussi bien en mots qu’en chiffres.
- de toujours comparer ces résultats avec les objectifs fixés.
- de décrire comment elles gèrent la crise du Covid-19 et, en particulier, d’expliquer la politique menée en la matière et les résultats obtenus.

7.5.5 Respect des droits de l’homme

7.5.5.1 Constatations et bonnes pratiques

7.5.5.1.1 Politiques appliquées et procédures de diligence raisonnable mises en œuvre

Plus de 90 % des sociétés décrivent leur *politique en matière de droits de l’homme*, alors qu’elles étaient 80 % environ à le faire lors de la première étude. Toutes les sociétés du BEL 20 la décrivent. C’est aussi le cas pour la grande majorité des autres sociétés examinées. Les politiques en matière de droits de l’homme sont décrites de manière suffisamment spécifique par les sociétés du BEL 20, mais par environ la moitié seulement des autres sociétés. L’autre moitié décrit ces politiques en quelques mots très généraux ou très succinctement. Certaines ne les décrivent pas du tout, sans en justifier la raison.



Graphique 24 : Politiques liées au respect des droits de l’homme - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés décrivent leur politique en matière de droits de l'homme de façon suffisamment spécifique.¹⁰³

The nine principles of the Charter

Principle 1: No discrimination

- Gender diversity

Almost nine in ten Van de Velde employees are women. These women make our products for other women in countries where employee rights are not always self-evident. Van de Velde ensures that people are not discriminated against on the basis of their gender. That also goes for age, religion or any other factor that can be the basis of discrimination.

...

Principle 2: No child labour

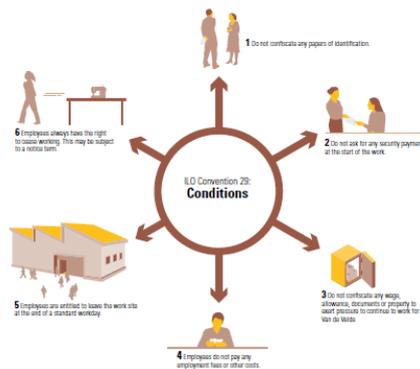
In general terms, Van de Velde does not expose children to unsafe situations at or around the workplace. The following basic principles apply at our own sites:

- Van de Velde does not employ children aged under 15 or the minimum legal age;
- Van de Velde does not employ children of school age. This does not include summer jobs that comply with local laws and customs.
- Young adults (aged under 18) can work at Van de Velde but they are protected by additional regulations:
 - Children of school age are only permitted to work outside school hours.
 - Van de Velde sees to it that young adults on the payroll go to school and encourages them to complete their education.
 - They do not work during the night.
 - They do not work more than eight hours.

Van de Velde clearly takes its chain responsibility for preventing child labour. Some of our subcontractors and raw material suppliers are active in countries where child labour is a known risk factor. By signing the Social and Ethics Charter, suppliers and subcontractors confirm they do not employ children. We check compliance during company audits.

Principle 3: No forced labour

It is our conviction that the wellbeing of our employees has a positive impact on the quality of our products. Forced labour is contrary to the philosophy of Van de Velde. We follow ILO Convention 29 to ensure that there is no forced labour anywhere in our production chain. All our suppliers and subcontractors mark their agreement with this by signing our terms and conditions.



Principle 4: Health and safety

We guarantee a safe and healthy work environment and invest efforts to ensure the general wellbeing of each and every employee. The internal prevention and protection at work service gives advice on the organisation of the workplace, the work post, environmental factors, the use of tools, equipment and hygiene.

Principle 5: No disciplinary measures

We condemn all forms of violence, be they physical, mental or verbal.

Internal prevention advisors establish Van de Velde's prevention policy with regard to safety, health, ergonomics, hygiene, making the workplaces more attractive, stress and psychosocial strain. Safety agents and wellbeing coaches at the various departments act as a sensor for the internal service.

Confidants are also available at Van de Velde in the event of interpersonal grievances at work. They inform, listen, advise and help employees to find a solution to problematical situations. They can call upon the internal service and HR in the quest for reconciliation. An external service can also be called in as needed.

Principle 6: Respect for maximum working hours

We respect the maximum working hours limits and pursue a good work-life balance. The maximum working hours are laid down by relevant local laws. Overtime is limited. It must be voluntary and infrequent.

Principle 7: A guaranteed liveable wage

We guarantee each and every employee a liveable wage. We ensure wages comply with the applicable pay scales and that employees can do more than simply meeting their most basic needs.

Principle 8: Open dialogue with social partners

All our employees have a right to join or form a union and the right to organise in such a way that effective collective negotiations are possible. They can do so without fear of repercussions in any form.

The representatives of our employees deserve special attention. Van de Velde is fully committed to enabling them to carry out their representative tasks well. They have access to employees at the workplace and are able to work without fear of negative consequences.

Discrimination, intimidation and retribution are prohibited. If the freedom of trade unions is limited by law, the employees of Van de Velde are free to organise and choose their own representatives.

Principle 9: Monitoring

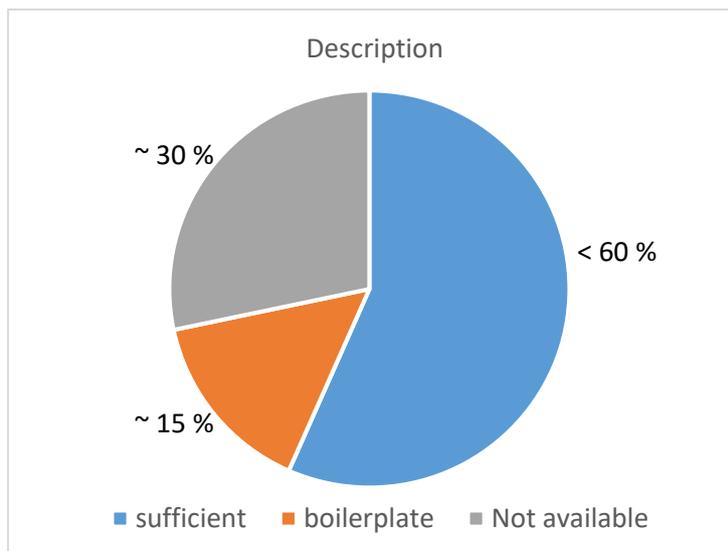
We ensure the constant monitoring of the aforementioned principles by management to be certain they are complied with by internal and external stakeholders.

Bonne pratique 48: Description des politiques relatives au respect des droits de l'homme

Van de Velde, Annual report 2019, p.86 and p.88-89

En ce qui concerne les *procédures de diligence raisonnable* mises en œuvre, plus de 70 % des sociétés les décrivent, une amélioration par rapport à la première étude où 65 % environ les décrivaient. Toutes les sociétés du BEL 20 les décrivent de manière suffisamment spécifique. Environ 40 % des autres sociétés le font également. Un cinquième environ d'entre elles en donnent une description très succincte et 40 % n'en parlent pas.

¹⁰³ Bonne pratique 48.



Graphique 25 : Procédures de diligence raisonnable liées au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés appliquent les procédures de diligence raisonnable suivantes : (i) mise en place de code(s) éthique(s) pour le personnel, les fournisseurs et les sous-traitants¹⁰⁴, (ii) contrôle du respect de ce(s) code(s), (iii) mesures prises afin d'identifier un manquement éventuel et d'y remédier, et (iv) recours à des certifications externes.¹⁰⁵
- Certaines sociétés associent leurs activités dans certains pays à un risque plus élevé d'infraction aux droits de l'homme. Elles décrivent les procédures qu'elles appliquent pour sélectionner leurs fournisseurs et leurs sous-traitants. Elles expliquent en outre comment elles les encouragent (ou les obligent) à respecter les droits de l'homme.¹⁰⁶

¹⁰⁴ Voir *supra* section 7.4.5.1.4.

¹⁰⁵ Bonne pratique 49.

¹⁰⁶ Bonne pratique 50.



Products made with respect for human rights

As an international market player, we take responsibility for ensuring the right working conditions among our producers. We want to be sure that they not only comply with their national laws, but also with international treaties and conventions.

One way in which we realise our aim of 100% responsible trade is through membership of **amfori BSCI**. This international platform helps companies achieve their goals around decent working conditions. We ask all suppliers of house-brand products to sign up to the amfori BSCI **Code of Conduct**. This code of conduct respects the following international conventions:

- The United Nations Guiding Principles on Business and Human Rights (UNGP), implemented in 2011
- Universal Declaration of Human Rights
- UN Convention on the Rights of the Child
- ILO Declaration on Fundamental Principles and Rights at Work
- OECD Guidelines for Multinational Enterprises
- UN Global Compact

The code of conduct embodies universal principles which must be respected, in relation to minimum age for employees, right to fair wages, exclusion of child and forced labour, guarantee of safe and healthy working conditions, ban on discrimination, etc. We monitor our business partners' compliance with the code of conduct closely, for instance based on **social audits** performed by recognised audit firms.

We ask any producer which does not respect the code of conduct to introduce the necessary improvements. For this, the producer can rely on **support** from us and from other BSCI members, with training, for example. If we are to continue to work together, it is essential that the producer is prepared to continuously improve. If, after a follow-up audit, we discover that no improvements at all have taken place, we terminate the cooperation. [Read more](#)

430
producers were
audited in 2019

Sustainability certificates with social added value

Certification systems play a major role in making our private-label products more sustainable. Many of these standards also offer verified social added value for producers. Examples include ASC for aquaculture, Rainforest Alliance for bananas and coffee, UTZ for coffee and cocoa, FSC for wood and paper, RSPO for palm oil and Fairtrade.

Read more about certification systems in the [Biodiversity programme](#).

Bonne pratique 49: Procédures de diligence raisonnable liées au respect des droits de l'homme

Colruyt, Annual Report, p.140

“DEME respects and protects human rights in general and the fundamental rights and freedoms as defined in the United Nations Universal Declaration of Human Rights. The group will never tolerate slavery, child labour, forced or compulsory labour, or trafficking in human beings.

The implementation of the policies ensures that all the partners are aware of the importance of respect for human rights and know when and where to report any breaches.

DEME operates in several foreign countries with different sets of laws and risk profiles in terms of human rights. The presence in countries with a higher risk profile in terms of human rights violations constitutes a threat to DEME's reputation. It is therefore particularly necessary to be vigilant when hiring temporary staff abroad or with third parties that employ personnel on our sites such as subcontractors, suppliers, freelancers, etc.

A careful selection of firms, agencies and other third parties is a precondition before doing business with them and before entering into a partnership. DEME's policy is always clearly contractually defined in the matter of respect in general and respect for human rights in particular.

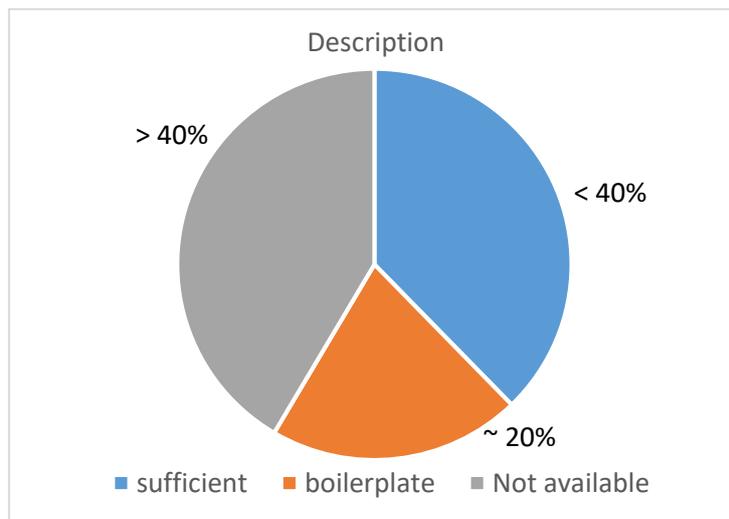
A procedure developed for those firms and agencies in the pre-recruitment and post-recruitment phases clearly highlights our standards and how they must be observed. Regular audits and inspections of the firms, agencies and other third parties employing staff on our sites guarantee that our standards are respected and effective”.

Bonne pratique 50: Procédures de diligence raisonnable liées au respect des droits de l'homme pour les activités à l'étranger

CFE, Integrated Annual Report 2019, p. 186

7.5.5.1.2 Risques

Moins de 60 % des sociétés décrivent des risques liés à la question du respect des droits de l'homme. Ceci représente toutefois une (légère) amélioration par rapport à la première étude, où elles étaient la moitié environ à le faire. Ce pourcentage grimpe à trois quarts environ si l'on ne prend en compte que les sociétés du BEL 20. Celles-ci décrivent ces risques de manière suffisamment spécifique dans plus de 60 % des cas. Environ 30 % seulement des autres sociétés examinées décrivent des risques spécifiques à leurs activités au regard de la question du respect des droits de l'homme. Par ailleurs, la moitié d'entre elles environ n'en ont pas décrit.



Graphique 26 : Risques liés au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés mentionnent les risques suivants, relatifs (i) à l'égalité des droits des employés, (ii) au non-respect des droits de l'homme sur les sites dans des pays à plus haut risque, ou (iii) aux fournisseurs et aux sous-traitants dans la chaîne d'approvisionnement.¹⁰⁷
- Certaines sociétés invoquent que leurs activités commerciales et de production sont localisées principalement ou exclusivement en Europe. Le risque d'infraction aux droits de l'homme est dès lors considéré comme moins élevé. Ceci ne les empêche cependant pas de développer des règles de bonne conduite et de veiller à ce qu'elles soient respectées.

¹⁰⁷ Bonne pratique 51.

7.5 Human rights

Telenet's material issues: main risks

Telenet's commitment to human rights does not limit itself to its own operations but applies to the different stakeholder groups across the value chain. The Company has identified the most material human rights risks through the materiality assessment, as well as through an assessment of the implications of the UN Framework and Guiding Principles on Business and Human Rights:

Employees: 100% of Telenet's business operations are located in Belgium and The Grand Duchy of Luxembourg and are covered by stringent local legislation and regulation. In addition to legal obligations, the main human rights risks for Telenet's employees are equal opportunity, privacy and health & safety.

Customers: 100% of Telenet's customer base is located in Belgium and The Grand Duchy of Luxembourg and is covered by stringent local legislation and regulation. In addition to legal obligations, privacy and freedom of expression were identified as key human rights risks for the Company's customers.

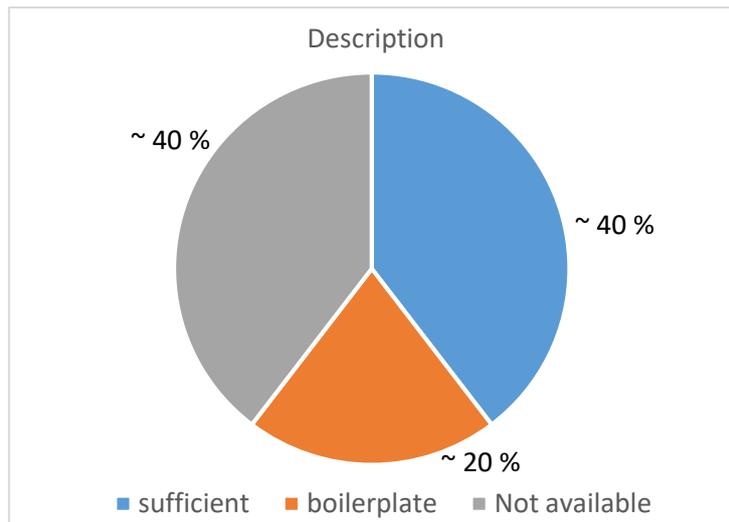
Suppliers: An assessment of the implications of the UN Framework and Guiding Principles on Business and Human Rights on Telenet's business found that there is a significantly higher risk of disrespect and abuse of human rights in its supply chain. Key human rights risks in the supply chain include child labor, forced labor, working hours and wages, discrimination, freedom of association and health & safety.

Bonne pratique 51: Description des risques en matière de droits de l'homme

Telenet, Annual Financial Report 2019, p. 31-32

7.5.5.1.3 Résultats et KPI

Plus de la moitié des sociétés décrit les résultats des *politiques en matière de respect des droits de l'homme*. Ceci correspond aux résultats de l'étude précédente. Dans environ un cinquième des déclarations, ces résultats sont cependant décrits de manière sommaire. Ils ne sont dans ce cas que rarement accompagnés de KPI. L'on remarque de nouveau que le pourcentage de sociétés du BEL 20 qui fournissent des résultats plus détaillés est plus élevé que celui des autres sociétés. La moitié environ de ces autres sociétés ne mentionnent pas les résultats de leurs politiques en matière de respect des droits de l'homme.



Graphique 27 : Résultats des politiques liées au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés communiquent les *résultats* des formations du personnel incluant le respect des droits de l'homme, indiquent si elles ont reçu au cours de l'année écoulée des plaintes pour comportement contraire à l'éthique, précisent si elles ont dû demander à des fournisseurs ou sous-traitants de se mettre en règle, voire si elles ont dû mettre fin à certaines relations commerciales pour cause de manquement éthique ou de violation des droits de l'homme.
- Certaines sociétés se fixent des *objectifs* tels que (i) déployer des formations pour l'ensemble du personnel sur une ou plusieurs années, (ii) ne recevoir aucune plainte pour, ou notification de, manquement éthique ou infraction à une législation en cette matière, (iii) faire en sorte que l'ensemble des fournisseurs et sous-traitants s'engagent à respecter un code de bonne conduite¹⁰⁸, et (iv) procéder à un certain nombre d'audits de fournisseurs et sous-traitants sur une période définie.
- Certaines sociétés utilisent dans ce domaine les *KPI* suivants: (i) nombre ou pourcentage de travailleurs ayant suivi une formation relative à un code éthique et s'étant engagé à le respecter, (ii) nombre de fournisseurs (à risque) s'étant engagés à respecter un code de conduite, (iii) pourcentage de fournisseurs répondant à certains principes préétablis en

¹⁰⁸ Le code de conduite aborde également d'autres questions que celles relatives au respect des droits de l'homme. Voir *supra* section 7.4.4.2.2.

matière de respect des droits de l'homme. Certaines sociétés indiquent l'évolution de leurs résultats et mentionnent les objectifs qu'elles se sont fixés.¹⁰⁹

- Certaines sociétés indiquent par ailleurs (i) le nombre de sites de production du groupe, (ii) le pourcentage de fournisseurs à risque répondant de manière satisfaisante à une inspection ou un audit, (iii) le nombre de fournisseurs ayant été contrôlés par un organisme indépendant, (iv) le nombre d'incidents de non-respect rapportés, ainsi que les mesures prises en conséquence.¹¹⁰



Communities (key) performance indicators

	INDICATOR	UNIT	TARGET	2019	2018	2017	2016	2015
CUSTOMER SATISFACTION	Customer loyalty index	#		NA	83	NA	83	NA
ETHICS & COMPLIANCE	% of employees ⁽¹⁾ trained in Barco's Standards@Work ⁽²⁾	%	100%	99%	94%	92%	92%	NA
	% employees covered by collective agreements	%		100%	100%	100%	100%	100%
SUPPLIER ASSURANCE ON SUSTAINABILITY	% key and core suppliers ⁽³⁾ that signed declaration of compliance with RBA Code of Conduct ⁽⁴⁾	%	100%	98%	95%	100% core	100% core	100% core
	% in-scope ⁽⁵⁾ suppliers that responded to Conflict Minerals Reporting Template (CMRT)	%		100%	NA	NA	NA	NA
COMMUNITY ENGAGEMENT	Community investment	€		163,400	102,000	125,000	NA	NA
	Community involvement	# heads		+230	+100	+600	NA	NA

(1) White-collar employees

(2) Standards@Work modules covered in 2019: Ethics, Cybersecurity, Quality

(3) Core supplier: supplier of strategic importance to Barco in terms of quality criticality, technology and annual spend. Key supplier: supplier that has a major annual spend, is important for its technology or requires special focus due to quality criticality.

(4) The Responsible Business Alliance (RBA) Code of Conduct establishes standards to ensure that working conditions in the electronics industry supply chain are safe, that workers are treated with respect and dignity, and that business operations are environmentally responsible. We use the RBA Code of Conduct to serve as the sustainability standard for our suppliers.

(5) In-scope suppliers are suppliers that deliver products or components containing tungsten, tantalum, tin or gold.

¹⁰⁹ Bonne pratique 52.

¹¹⁰ Bonne pratique 53

Bonne pratique 52: KPI liés au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et aux questions sociales

Barco, Annual Financial Report 2019, section B, p. 53

Indicator		2018	2019	Target
Human rights				
# Producers monitored in at-risk countries	Calendar year	524	430	
% Producers in at-risk countries receiving at least one audit	Calendar year	100	100	
% Producers in at-risk countries with acceptable result after social audit	Calendar year	94,5	90,0	100
# Producers improved from poor to acceptable result compared with previous year	Calendar year	11	31	
# Producers with which cooperation was terminated due to a violation of the Code of Conduct	Calendar year	7	9	0

The scope of these indicators is Colruyt Group Belgium, unless indicated otherwise.
The figures for human rights relate to producers of our house-brand products.

Bonne pratique 53 : KPI en matière de respect des droits de l'homme (chaîne d'approvisionnement)

Colruyt, Annual Report 2019/20, p.141

7.5.5.2 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés

- de décrire de manière suffisante leurs politiques en matière de respect des droits de l'homme.
- de présenter leur plan d'action et les procédures de diligence raisonnable associées.
- d'expliquer clairement les risques liés à leur chaîne d'approvisionnement et de sous-traitance.¹¹¹
- de présenter clairement les résultats de leurs politiques en matière de respect des droits de l'homme, tant à l'aide de textes explicatifs que de KPI.
- de toujours comparer les résultats obtenus aux objectifs fixés.

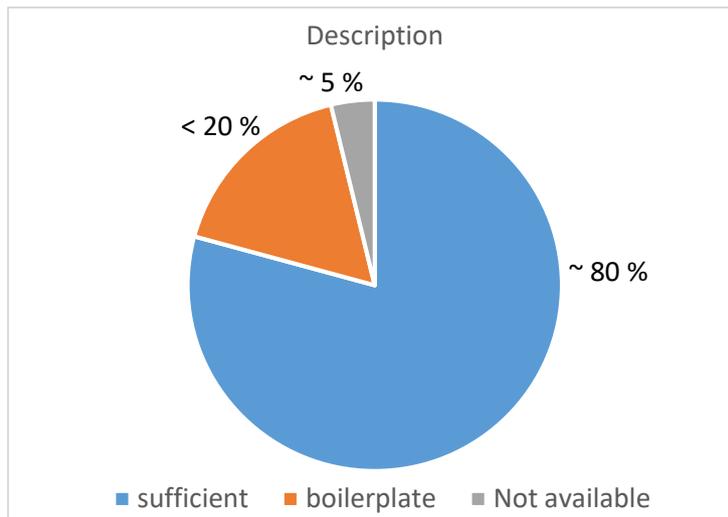
7.5.6 Lutte contre la corruption

7.5.6.1 Constatations et bonnes pratiques

7.5.6.1.1 Politiques appliquées et procédures de diligence raisonnable mises en œuvre

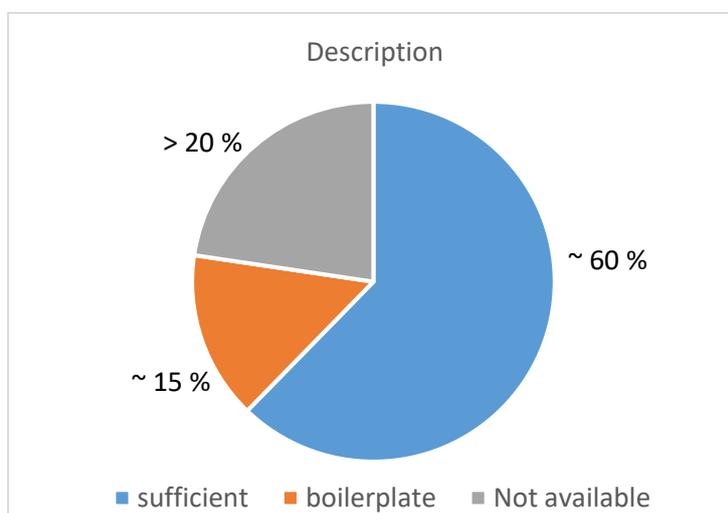
La toute grande majorité des sociétés, dont l'ensemble des sociétés du BEL 20, décrivent leurs *politiques de lutte contre la corruption*. Il s'agit là d'une amélioration par rapport à l'étude précédente, où le pourcentage atteint était d'environ 85 %. Environ 30 % des sociétés hors BEL 20 décrivent cependant leurs politiques de manière très brève ou n'en parlent pas. Dans ce dernier cas, elles n'expliquent pas non plus les raisons de cette absence d'informations.

¹¹¹ Voir *supra* la section 7.4.5.1.4.



Graphique 28 : Politiques liées à la lutte contre la corruption - ensemble des sociétés étudiées

Environ trois quarts des sociétés décrivent les *procédures de diligence raisonnable* qu'elles ont mises en œuvre pour lutter contre la corruption, une amélioration par rapport à la première étude, où le pourcentage atteint était d'environ 70 %. La toute grande majorité des sociétés du BEL 20 ainsi que la moitié environ des autres sociétés décrivent ces procédures de manière suffisamment spécifique. Les autres incluent soit une description trop générale ou trop sommaire. Certaines n'en donnent aucune.



Graphique 29 : Procédures de diligence raisonnable liées à la lutte contre la corruption - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Les procédures de diligence raisonnable les plus fréquemment mises en œuvre par les sociétés en matière de lutte contre la corruption consistent en la mise en place d'un code éthique.¹¹² Ceci inclut une mention de l'engagement des employés à le respecter et des mesures prises afin d'identifier un manquement éventuel et d'y remédier.¹¹³
- Certaines sociétés considèrent que le risque de corruption est plus élevé pour certaines de leurs activités étrangères ou dans les relations avec les pouvoirs publics locaux ou avec des sous-traitants. Elles mettent alors en place des procédures de diligence raisonnable spécifiques.¹¹⁴

c. Preventing conflicts of interest

Ageas has put in place a far-reaching policy on conflicts of interest as part of the sound and qualitative governance of the company and its business activities. A series of legal and regulatory provisions impose clear obligations in this respect. A conflict of interest is any situation with competing interests, compromising the ethical realization of the legitimate purposes of Ageas and/or its stakeholders, or any appearance of such situation.

In this context, Ageas prohibits its employees or agents to make direct or indirect contributions to political parties, organisations or individuals engaged in politics (including election committees, party affiliated organisations, party aligned research bodies, pressure or lobby groups, causes that are politically aligned, party officers and candidates), as a way of obtaining advantage in business transactions.

Political and Social elected mandates are not submitted to any prior authorization of the employer but must nevertheless be declared. Ageas is recorder in the EU Transparency Register.

Fit and Proper principles are also essential to Integrity. The Fit and Proper policy describes the rules and processes to ensure that Board members and Management Committee members, Head of Independent Control functions and designated key managers, at all times meet the Fit and Proper requirements. The principles of being fit for the function in terms of skills, experience and professional behaviour, and proper, i.e. demonstrating integrity and honesty, and having no history of offences or convictions, are also applied to all staff members and verified in the recruitment process.

d. Preventing criminal activities

The Compliance function endeavours always to remain fully connected to the current and expected major trends at work and organises brainstorming and knowledge sharing sessions around dominant topics. In 2018 this included a focus on Transparency through the End-

to-End Customer Journey and in 2019 on The (Compliance) Impact of Cognitive Systems on the Customer Relationship. Creating and maintaining awareness, through training and information sessions, is also one of the ways that the Compliance function supports Integrity.

Preventing fraud, corruption, money laundering, terrorist financing, and respecting rules on Sanctions and Embargoes are supporting processes of Integrity.

More specifically, fighting against corruption contributes to Integrity, to a sounder and more trustworthy economic, social and green environment, and to supporting the human rights. This is why the Anti-Bribery and Corruption Policy is a major pillar of the prevention of corruption, to which Ageas firmly applies the zero-tolerance principle.

It describes the frame of mind in which Ageas intends to operate and to do business, and sets out the principles and rules to abide by to avoid committing or seeming to commit an act of active or passive corruption, in particular the way to handle towards gifts, advantages, invitations and hospitalities.

The policy includes the definitions, criteria, rules, processes and expected behaviour to ensure that the zero-tolerance principle is effectively respected. It also describes the minimum standards of the anti-bribery programme to be in place in all Ageas entities.

This is strictly controlled by the obligation to notify gifts or advantages, whether given or received, to Compliance and by the prerogative of Compliance to ask to decline a gift or advantage deemed non acceptable.

e. Training and awareness

Maintaining awareness towards Integrity in its various forms is the purpose of the regular and compulsory training programme managed by the Compliance department. This programme comprises inception meetings for newcomers and regular refresh sessions for all staff members on important compliance topics, expected behaviours and notifications due. It also encompasses specific thematic sessions on major actual subjects presented both to the Board and the top management, as well as to the relevant staff members.

¹¹² Voir également *supra* section 7.4.4.2.2.

¹¹³ Bonne pratique 54.

¹¹⁴ Bonne pratique 55.

f. **Monitoring processes**

A series of processes are in place at Ageas to control the effective implementation of the rules set out in the policies.

- Due diligences are performed on customers, third parties namely as part of the procurement and contractual process, as well as in Merger and Acquisition files.
- Contracts with suppliers, vendors and consultants are subject to a compulsory legal sign-off prior to their signing.
- All expenses must be evidenced and the four-eye check applies on expense acceptance and payments.
- A control process is in place on remunerations and inducements to and from distributors of products.
- Notification duties of staff members are monitored on a continual basis: notification of gifts and advantages, external mandates and personal transactions in Ageas securities or any other restricted security. Notifications are cross-checked by a questionnaire sent to all staff at the end of each year to verify that due notifications were done.

- An internal procedure is in place to report wrongful situations without being subject to retaliation.
- The Fit and Proper status of the designated Board and Management members is checked each year and there is process for these people to notify immediately any change in their Fit and Proper status in the meantime.

Key performance indicators

- Notifications are followed up on a quarterly basis for assessment and reporting.
- The yearly compliance questionnaire is followed up with an outcome of 100%, with exceptions being documented.
- Attendance to training sessions is compulsory and followed-up on a yearly basis.

On all these controls, there is a reporting up to the Executive Committee and the respective Board Committees, potentially triggering subsequent actions.

Bonne pratique 54: Politiques et procédures de diligence raisonnable liées à la lutte contre la corruption

Ageas, Annual Report 2019, p. 32-33 ¹¹⁵

FIGHT AGAINST FRAUD AND CORRUPTION

“DEME has a clear policy to carry out its activities with integrity and fights against all forms of corruption. In addition to the corporate Code of Ethics and Integrity, DEME has implemented a fully-fledged corporate compliance programme which also defines anti-corruption policies. In the context of this compliance programme, those anti-corruption policies also form part of the annual employee awareness programme. In addition, this policy is in turn accompanied by specific procedures to guarantee its day-to-day effectiveness. The third-party due diligence policy, the policy on the integrity of outgoing payments, the supply-to-payment policy for key third parties, and a training programme for staff members involved in this kind of procedure constitute an effective instrument in the fight against fraud and corruption.

The activities are deployed worldwide and therefore also in countries that have a higher score in the perception of corruption index. Potential situations of corruption are a risk to the group’s reputation. For that reason, DEME has set up a due diligence procedure, not only for those high-risk countries, but also for all situations where there appears to be a high risk of fraud and corruption.

First of all, DEME advises against using sponsors or agents. If there is no way to do otherwise, those parties must first be screened; this screening will be more or less extensive depending on the level of risk. The group also monitors the third parties it does business with. Specific clauses are included in the contracts, under which the parties agree to always act in accordance with the standard of conformity required by DEME. Finally, DEME ensures that those parties effectively comply with the policies and procedures in the area of corruption.

Moreover, DEME reduces those risks as much as possible through policies and procedures that are well known to everybody and implemented throughout the organization. In this respect, the group offers a special training programme to instruct management staff and teach them how to manage the risks of corruption with full knowledge of the facts”.

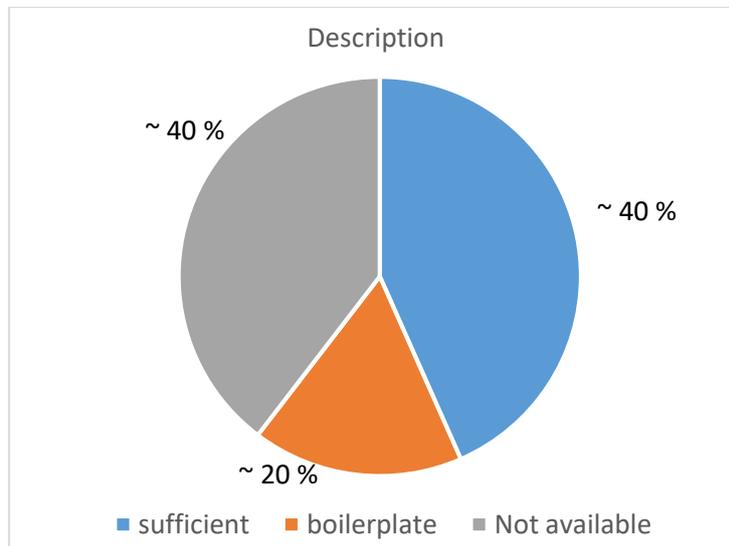
Bonne pratique 55: Politiques et procédures de diligence raisonnable liées à la lutte contre la corruption (activités à l'étranger)

CFE, Integrated Annual Report 2019, p. 186-187

¹¹⁵ Cet émetteur décrit également son cadre de politiques d'intégrité à la p.31 de son rapport financier annuel 2019, que nous n'avons pas repris dans cet exemple de bonne pratique.

7.5.6.1.2 Risques

Quelque 60 % des sociétés décrivent le *risque de corruption*, soit une légère augmentation par rapport aux résultats de la première étude. Plus des deux tiers des sociétés du BEL 20 décrivent en outre ce risque de manière spécifique. Il en va de même pour un tiers environ des autres sociétés. La moitié environ ne fournit toutefois aucune description de ce risque.



Graphique 30 : Risques en matière de corruption - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés mettent en évidence des risques potentiels de corruption inhérents à leur secteur d'activités¹¹⁶ ou plus fréquents dans les relations d'affaires dans certains pays à plus haut risque.¹¹⁷

“In the construction business, the financial stakes are often high, competition is sometimes fierce, and many projects require the conclusion of joint ventures and the placing of orders with a large number of subcontractors and suppliers. Furthermore, relations with clients may involve offering or receiving gifts, hospitality, invitations to various events, etc. This may give rise to situations where there is a risk of ‘losing control’ due to corruption. To mitigate those risks, CFE pursues a strict policy of prevention. An Anti-Corruption Code has been implemented at the subsidiaries, setting out the basic principles and the specific rules to be applied in the various high-risk situations. This is complemented by various concrete measures taken by the entities to ensure the application of those rules”.

Bonne pratique 56: Description des risques liés à la corruption

CFE, Integrated Annual Report 2019, p. 188

¹¹⁶ Bonne pratique 56.

¹¹⁷ Bonne pratique 57.

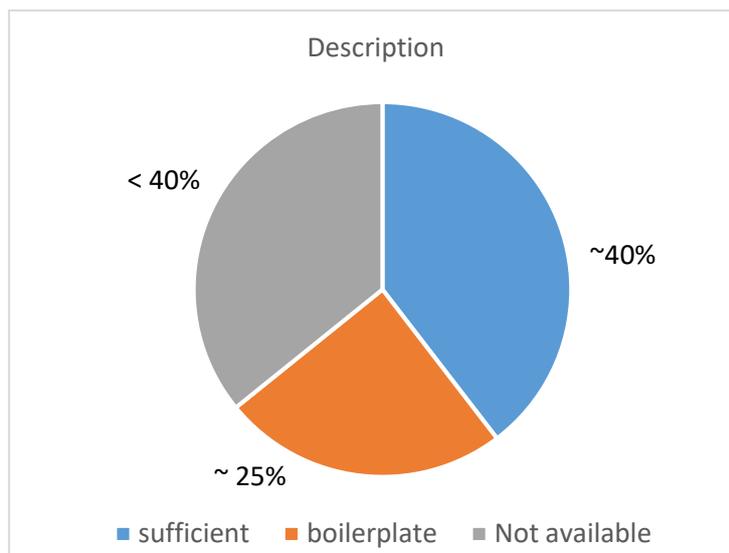
AB InBev operates its business and markets its products in emerging markets that, as a result of political and economic instability, a lack of well-developed legal systems and potentially corrupt business environments, present it with political, economic and operational risks. Although AB InBev is committed to conducting business in a legal and ethical manner in compliance with local and international statutory requirements and standards applicable to its business, there is a risk that the employees or representatives of AB InBev's subsidiaries, affiliates, associates, joint ventures/operations or other business interests may take actions that violate applicable laws and regulations that generally prohibit the making of improper payments to foreign government officials for the purpose of obtaining or keeping business, including laws relating to the 1997 OECD Convention on Combating Bribery of Foreign Public Officials in International Business Transactions such as the U.S. Foreign Corrupt Practices Act and the U.K. Bribery Act.

Bonne pratique 57: Description des risques liés à la corruption pour les activités à l'étranger

AB InBev, Annual report 2019, p. 73

7.5.6.1.3 Résultats et KPI

La plupart des déclarations NFI analysées comprennent une description des résultats des politiques de lutte contre la corruption, soit une faible augmentation par rapport aux résultats de la première étude. Ce pourcentage s'améliore toutefois significativement lorsque seules les sociétés du BEL 20 sont prises en compte. Dans un certain nombre de cas, ces résultats sont rapportés de manière peu spécifique ou trop sommaire. Les informations ne sont dans ces cas que rarement accompagnées de KPI. Un peu moins de la moitié des sociétés hors BEL 20 ne mentionne aucun résultat en la matière.



Graphique 31 : Résultats en matière de lutte contre la corruption - ensemble des sociétés étudiées

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés indiquent en la matière (i) si leurs salariés ont suivi une formation relative à la lutte contre la corruption, ou (ii) si elles ont reçu au cours de l'année écoulée des plaintes pour fraude, ou (iii) si des enquêtes anti-corruption ont été menées¹¹⁸ ou (iv) si elles ont dû mettre fin à des relations commerciales pour cause de corruption.

¹¹⁸ Bonne pratique 58.

- Certaines sociétés indiquent s’être fixé des objectifs spécifiques dans ce domaine, comme former le personnel sur ce thème ou ne recevoir aucune notification d’incidents.
- Certaines sociétés fournissent les KPI suivants : (i) le nombre de travailleurs ayant suivi une formation sur ce thème, (ii) le nombre de travailleurs s’étant engagés à respecter un code de conduite incluant les aspects de lutte contre la corruption¹¹⁹, (iii) le nombre de plaintes reçues ou d’incidents identifiés¹²⁰, (iv) le nombre de signalements reçus de la part de lanceurs d’alerte, (v) le nombre de cas de violation du code de conduite investigués¹²¹, (vi) le nombre de fournisseurs et sous-traitants soumis à un audit par un organisme indépendant reconnu.

“On 20 March 2018, a search was conducted at the offices of DEME in Zwijndrecht (Belgium) in connection with the role that a former employee had played in the award of a dredging contract in Sabetta (Russia) in 2014. The investigation, in which DEME lends its full cooperation, is still in progress. So far, no one is under suspicion. Since the investigation is strictly confidential, no details can be given about the case or the trial. This incident was an additional reason to further refine and formalize the existing procedures”.

Bonne pratique 58: Résultats des politiques de lutte contre la corruption

CFE, Integrated Annual Report 2019, p. 187

Melexis has seen no incidents of corruption in the 2019 reporting period. Melexis remains vigilant, engaged and willing to deal with all significant risks that might present themselves.

Bonne pratique 59: Résultat des politiques de lutte contre la corruption

Melexis, Annual Report 2019, p. 47

Page	Strategic pillar	Highly material topics	Theme/KPI*	Target 2019	Result 2019	Result 2018	Target 2020 & beyond	GRI KPI/ref	Impact/ SDG
Caring for our stakeholders									
p.41	Ethical business conduct	Business conduct and ethics	Number of cases investigated by the Investigations department for violation of policies/code of conduct	Not available	38	29	Not available	Anti-corruption	8. Decent Work and Economic Growth
			Number of whistleblowing cases	Not available	7	7	Not available		

Bonne pratique 60: KPI liés à la lutte contre la corruption

Proximus, Annual Report 2019, p. 106

¹¹⁹ Le code de conduite aborde également d’autres questions que les questions de lutte contre la corruption comme il est mentionné *supra* à la section 7.4.4.2.2.

¹²⁰ Bonne pratique 59.

¹²¹ Bonne pratique 60.

7.5.6.2 *Recommandations*

La FSMA recommande ainsi aux sociétés

- de décrire leurs politiques de lutte anti-corrupcion de manière suffisamment spécifique.
- d’expliquer leur plan d’action et les procédures de diligence raisonnable y associées.
- d’expliquer si elles ont analysé les risques de corruption liés à leurs activités domestiques et internationales.
- de communiquer les résultats de leur plan d’action, au moyen à la fois de textes explicatifs et de KPI.
- de toujours comparer les résultats aux objectifs fixés.

7.6 COMPLY OR EXPLAIN

7.6.1 Cadre réglementaire

Lorsque la société ne mène pas de politique en ce qui concerne un ou plusieurs thèmes non financiers, il convient que la déclaration NFI comprenne une explication claire et motivée des raisons pour lesquelles elle n’en mène pas.¹²² Les autres exigences en matière d’établissement de rapports restent bien entendu applicables.

7.6.2 Constatations

La plupart des sociétés développent une politique pour chaque question non financière. Un petit nombre d’émetteurs ne décrit pas de politique en ce qui concerne une ou plusieurs questions non financières. Ces émetteurs n’indiquent pas toujours pour quels motifs ils ne traitent pas ces questions.

La majorité de ces émetteurs se contente de mentionner la question non financière sans décrire concrètement les politiques qu’ils appliquent, les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre et les autres éléments requis. Si un émetteur ne fait que de mentionner une question non financière, il ne satisfait pas aux obligations légales.

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés décrivent chaque élément requis par question non financière mais justifient le fait qu’elles développent moins certains thèmes que d’autres. Ceci peut résulter de l’analyse de matérialité à laquelle elles ont procédé.¹²³

¹²² Article 3:6, § 4, alinéa 7, du CSA.

¹²³ Voir *infra* section 7.8.1.

7.6.3 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- lorsqu’une question non financière n’est pas qualifiée de significative – et que les sociétés ne développent par conséquent pas de politique spécifique en la matière, de le mentionner clairement. Les autres exigences en matière d’établissement de rapports, telles que la description des principaux risques, restent bien entendu applicables.
- de mettre au point des lignes directrices internes en matière d’application du principe *complain-or-explain*.¹²⁴

¹²⁴ Voir *supra* section 7.4.4.2.2.

7.7 REFERENTIELS

7.7.1 Cadre réglementaire

Les sociétés doivent s'appuyer sur un ou plusieurs référentiels européens ou internationaux reconnus afin d'établir leur déclaration NFI. Elles indiquent sur quel(s) référentiel(s) elles se sont appuyées.^{125,126} Les sociétés doivent en principe traiter de tous les thèmes non financiers requis. Lorsqu'elles s'appuient sur un référentiel qui ne couvre pas tous ces thèmes, les sociétés sont tenues de fournir également les informations requises pour les autres thèmes.

7.7.2 Constatations et bonnes pratiques

7.7.2.1 Absence de référentiel

Quelque 10 % des sociétés ne mentionnent pas qu'elles utilisent un référentiel reconnu. Il s'agit là d'une amélioration par rapport au pourcentage – légèrement inférieur à 20 % – relevé lors de l'étude précédente. Tous les émetteurs du BEL 20 ont déclaré s'être basés sur un référentiel reconnu. Ce n'était pas encore le cas de l'un d'entre eux il y a deux ans.

Cinq émetteurs cotés sur le segment continu^{127,128} et un sur le marché du fixing n'indiquent pas de référentiel. Ils étaient respectivement huit sur le segment continu et deux sur le marché du fixing lors de la première étude.

7.7.2.2 Nombre de référentiels mentionnés :

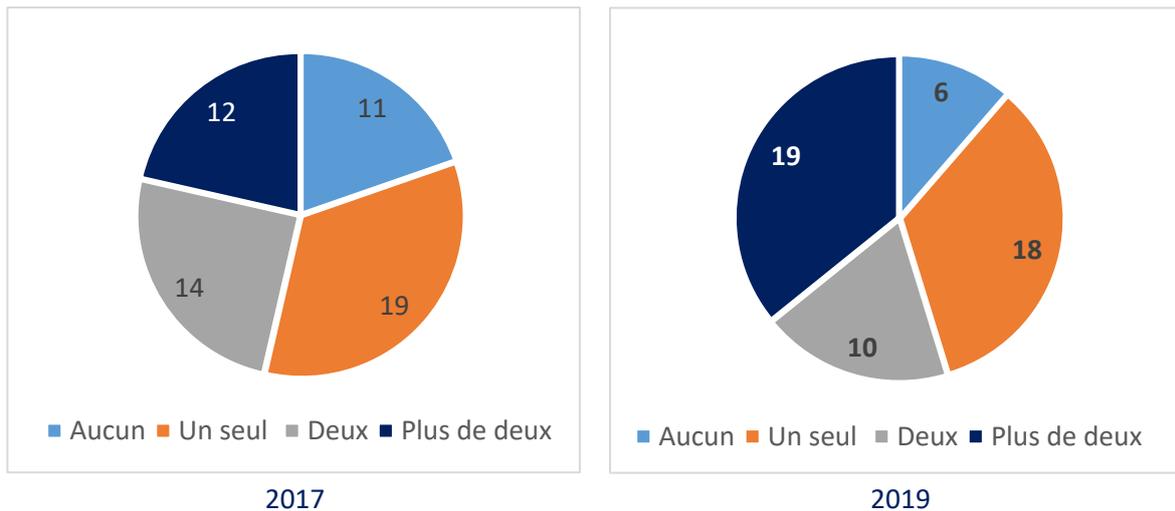
Tous les émetteurs autres que ceux qui ne déclarent pas utiliser un référentiel en citent au moins un.

¹²⁵ Article 3:6, § 4, alinéa 4 CSA. Le Roi peut dresser une liste de référentiels européens et internationaux, et des procédures de diligence raisonnable, sur lesquels les sociétés peuvent s'appuyer. A la date de la présente étude, aucun arrêté royal n'a encore été publié. Les lignes directrices NFI et l'exposé des motifs de la loi du 3 septembre 2017 énumèrent toutefois, de façon non exhaustive, une série de référentiels et de normes reconnues au niveau international.

¹²⁶ Lignes directrices NFI, pp. 3 et 4.

¹²⁷ Un émetteur se réfère de nouveau à un référentiel non reconnu par la Commission européenne comme référentiel pour la déclaration d'informations non financières. Cet émetteur a donc été classé dans le groupe des sociétés qui n'établissent pas leur déclaration NFI sur la base d'un référentiel reconnu.

¹²⁸ Le commissaire d'un émetteur coté sur le segment continu a signalé que cette société s'était basée sur les GRI Standards, alors que l'émetteur lui-même ne le mentionne nulle part.



Graphique 32 : Nombre de référentiels mentionnés par déclaration NFI

7.7.2.3 Référentiels les plus utilisés

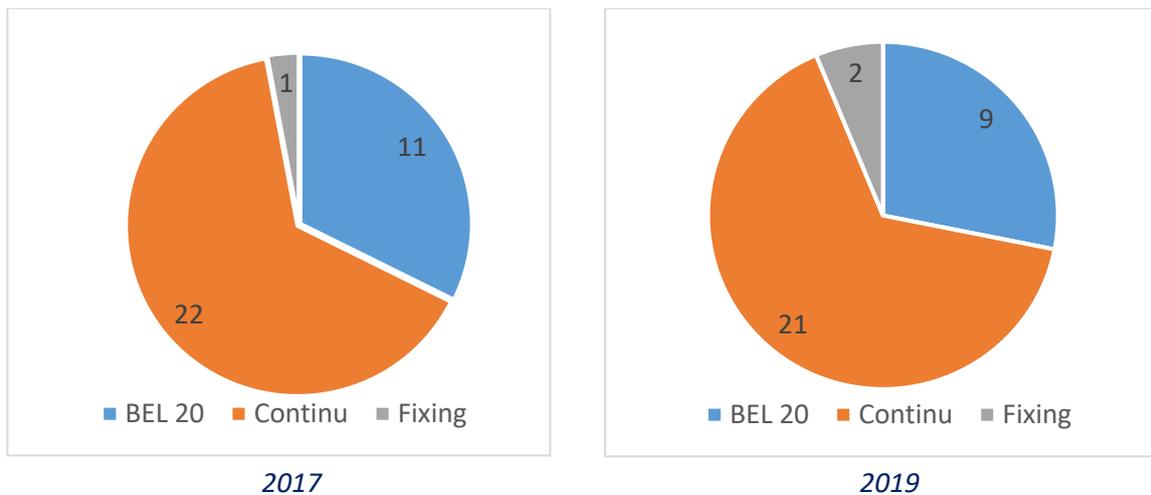
Les deux référentiels les plus utilisés sont les SDG et les GRI Standards. Ils sont mentionnés dans 70 % environ des déclarations NFI d'émetteurs indiquant s'appuyer sur un référentiel au moins.¹²⁹

Les **SDG** sont plus appliqués que lors de l'étude précédente. Ils sont mentionnés dans quelque 70 % des déclarations en 2019 contre approximativement 40 % en 2017. Deux tiers environ des émetteurs ont choisi les **GRI Standards** comme référentiel principal¹³⁰. Environ un quart des émetteurs sélectionnent les SDG comme référentiel principal. Les GRI Standards constituent le référentiel d'établissement de presque 70 % des émetteurs du BEL 20, alors que les autres 30 % s'appuient sur les SDG.

¹²⁹ Dans le présent chapitre, les pourcentages se rapportent au nombre de déclarations se reposant sur un référentiel au moins.

¹³⁰ Pour identifier le référentiel principal, l'étude se base sur l'opinion des commissaires. Ces derniers indiquent en effet dans leur rapport sur quel référentiel un émetteur s'est basé. Voir à ce sujet la section 7.9.

7.7.2.4 GRI Standards



Graphique 33 : Référence aux GRI Standards par segment de marché

Tout comme il y a deux ans, les émetteurs du BEL 20 se basent principalement sur les **GRI Standards**. Quelque 70 % de ces émetteurs y font référence, contre presque 80 % lors de la première étude. Sur le segment continu, ce pourcentage tombe à 60 % environ des déclarations étudiées. Ceci rejoint le pourcentage de la première étude. Sur le marché du fixing, les GRI Standards sont mentionnés dans deux déclarations contre une dans la première étude.

Se conformer ou s'inspirer

La rédaction des rapports suivant les GRI Standards se fait suivant deux options: l'option « *Core* » et l'option « *Comprehensive* ». L'on a constaté lors de l'étude précédente que les émetteurs n'indiquaient pas toujours dans leur déclaration NFI s'ils s'étaient conformés à l'option *Core* ou l'option *Comprehensive*, ou s'ils s'en étaient simplement inspirés. Cette étude de suivi a révélé que la majorité des émetteurs indiquent désormais s'ils se contentent de s'inspirer des GRI Standards ou s'ils se conforment à l'une ou l'autre de ces options.

Trois quarts des émetteurs qui mentionnent les GRI Standards indiquent qu'ils utilisent l'option *Core* alors qu'ils étaient un peu moins de 40 % à le faire lors de l'étude précédente. Les autres sociétés se sont inspirées des GRI Standards sans s'y conformer.

Index du contenu

Comme déjà signalé dans l'étude précédente, un émetteur se basant sur les GRI Standards doit prévoir un **index du contenu GRI**¹³¹. Celui-ci précise chacune des normes utilisées et répertorie l'ensemble des éléments d'information inclus dans le rapport.

¹³¹ GRI 102-55.

Tout comme lors de la première étude, les émetteurs qui se sont basés sur les GRI Standards n'ont pas tous inséré un index du contenu GRI dans leur déclaration NFI. Plus de 80 % d'entre eux l'ont fait, contre 60 % environ il y a deux ans. L'on a par ailleurs constaté dans quelques cas que l'index de contenu GRI était fourni séparément sur le site web de l'émetteur plutôt que directement dans la déclaration NFI.

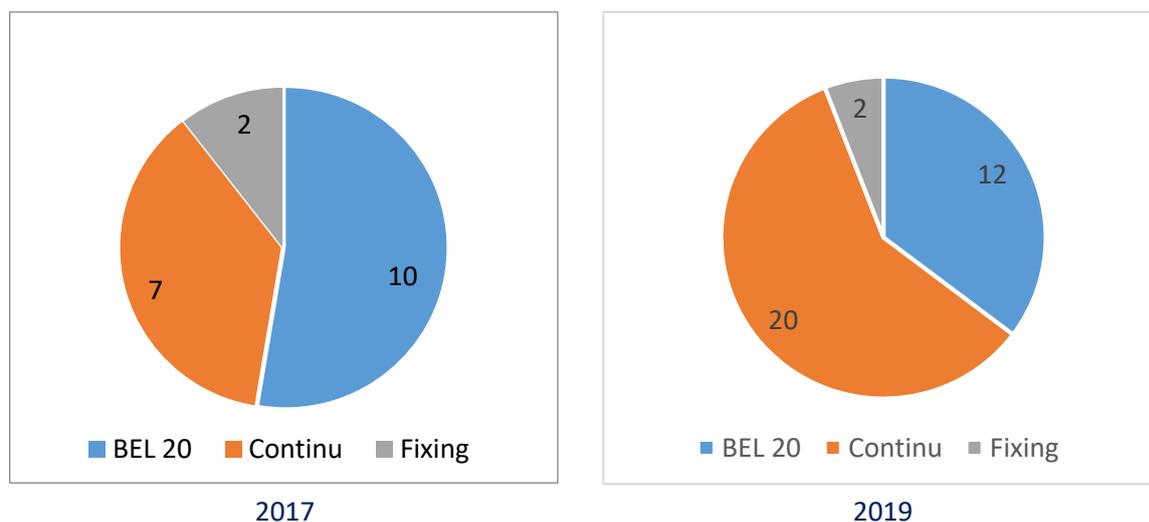
Bien que les index du contenu GRI n'aient pas été contrôlés en détail, l'on peut, tout comme dans la première étude, déduire qu'un certain nombre d'émetteurs n'ont pas listé dans leur index de contenu tous les indicateurs prévus dans l'option *Core*.

Vérification externe

Les émetteurs qui appliquent les GRI Standards doivent inclure une description de leur politique et de la manière dont ils organisent la **vérification externe** (« assurance ») de leur rapport. Un émetteur ayant eu recours à une vérification externe afin de contrôler la conformité de sa déclaration NFI aux GRI Standards doit y faire référence. L'on remarque que huit sociétés s'étant basées sur les GRI Standards ont mandaté une telle vérification externe d'un nombre limité d'indicateurs.¹³²

7.7.2.5 Objectifs de développement durable des Nations Unies

Les SDG sont cités dans quelque 70 % des déclarations NFI d'émetteurs mentionnant un référentiel au moins, alors qu'ils l'étaient dans plus de 40 % des déclarations NFI 2017.



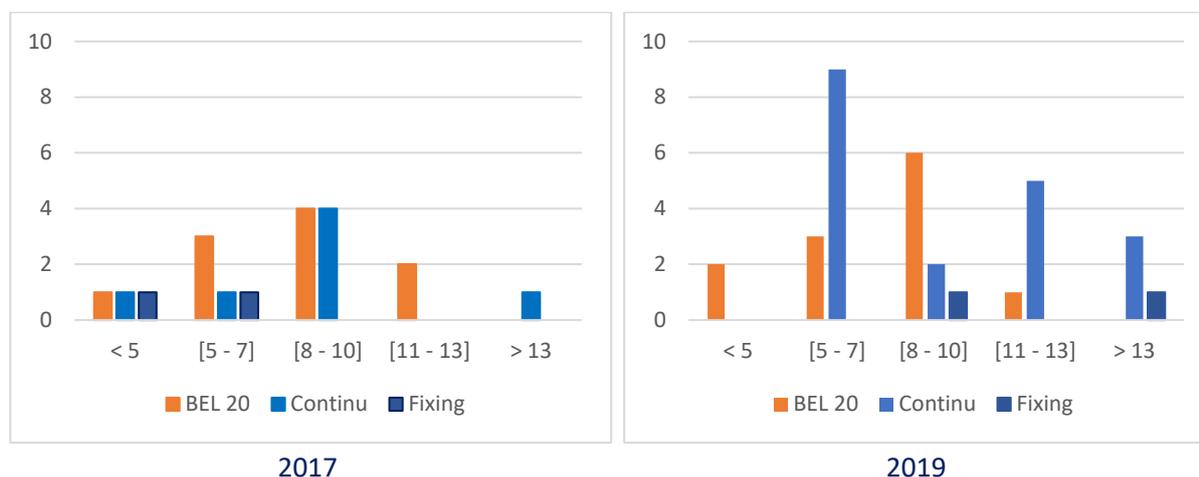
Graphique 34 : Référence aux SDG par segment de marché

Un peu plus de 90 % des émetteurs du BEL 20 y font référence. Ce pourcentage est plus élevé que celui de l'étude précédente. C'est également le cas pour 65 % environ des émetteurs du segment continu qui indiquent un référentiel au moins. Il s'agit là d'une forte hausse en

¹³² Voir *infra* la section 7.8.3.2.

comparaison de quelque 15 % lors de la première étude. Comme en 2017, deux sociétés cotées sur le marché du fixing mentionnent les SDG.

À l'exception d'une société, qui fait référence aux SDG sans plus entrer dans les détails, les émetteurs ont sélectionné entre 4 et 17 objectifs. C'est plus qu'il y a deux ans. Ils en avaient choisi alors entre 4 et 14.



Graphique 35 : Nombre d'objectifs des SDG par segment de marché

Le tableau ci-dessous permet de comparer le nombre de fois que chaque objectif des SDG a été mentionné dans les déclarations NFI de 2017 et dans celles de 2019.

							
Nombre de déclarations NFI	2019	5	5	28	16	18	11
	2017	3	2	14	10	9	4
Nombre de déclarations NFI	2019	21	28	18	11	14	27
	2017	13	16	8	7	5	15
Nombre de déclarations NFI	2019	26	3	9	13	19	
	2017	13	1	4	7	11	

Nombre de déclarations NFI	2017	18	0	7	6	10	
----------------------------	------	----	---	---	---	----	--

Tableau 2 : Sélection des SDG dans les déclarations NFI

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés présentent un tableau ou une liste explicative décrivant brièvement chaque objectif sélectionné des SDG.¹³³
- Certaines sociétés expliquent chaque objectif sélectionné des SDG dans le passage où elles décrivent leur approche et leurs actions par rapport à chaque question non financière.¹³⁴
- Certaines sociétés accompagnent leur explication textuelle d'un graphique grâce auquel elles montrent visuellement à quels objectifs des SDG leurs actions contribuent.¹³⁵

¹³³ Bonne pratique 61.

¹³⁴ Bonne pratique 62.

¹³⁵ Bonne pratique 63.

SDG	SDG target	Strategic relevance for Agfa-Gevaert	Material topic
	<p>Good health and well-being Ensure healthy lives and promote well-being for all at all ages</p>	<p>Agfa invests in sustainable employment and wants to offer a safe, healthy and ethical working environment to 10,000 employees worldwide. Moreover, we must ensure that our products are socially responsible and sustainable for all our customers.</p> <p>In order to respond to the important demographic challenges in modern society and to keep healthcare sustainable, Agfa strives to play an important role in the emergence of integrated healthcare systems.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Respect for Human Rights • Health & Safety • Sustainable business solutions and production • Product Stewardship & Service Quality
	<p>Quality education Ensure inclusive and quality education for all and promote lifelong learning</p>	<p>Agfa is convinced that continuous learning and development are essential for individual and organizational growth. Each employee must therefore be able to further develop his or her unique talents and skills or to acquire new and advanced skills, knowledge and points of view.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Employee well-being, Human Capital, Learning & Development
	<p>Gender equality Achieve gender equality and empower all women and girls</p>	<p>Within the diversity policy, Agfa wants to promote or recruit more female employees in senior management positions. In addition, a gender-neutral remuneration policy is pursued. In the coming years, even more focus will be put on this.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Employee well-being, Human Capital, Learning & Development
	<p>Industry, innovation and infrastructure Build resilient infrastructure, promote inclusive and sustainable industrialization and foster innovation</p>	<p>In addition to developing new products, Agfa is constantly looking for solutions that not only reduce its own ecological footprint, but also that of its customers.</p> <p>The Innovation Office was launched in January 2019.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Sustainable business solutions and production • Innovation and investments

Bonne pratique 61: Contribution spécifique aux objectifs sélectionnés des SDG (tableau)

Agfa Gevaert, Annual Report 2019, p. 20-21

In Asia, more particular in China, Ageas's joint venture Taiping Life launched in 2012 the Serious Illness Insurance that investigates market conditions and serious illness needs of urban and rural residents, developing exclusive serious illness products and supporting local governments' project developments. Up till now, over 7.5 million urban and rural residents have been covered by the inpatient and outpatient medical care by serious illness insurance through cooperation with Guangxi Province government.

In Malaysia via its joint venture Etiqa, Ageas and its local partner Maybank commercialized two life and death insurance products sold via the local partner POS, the National Post company, POS Khairat and POS Tenang. The first product provides cash pay outs in the event of the death of an individual, to his/her spouse and their children. This product was created to prevent low income families from going deeper into poverty in the event of mishaps, and is made extremely affordable. The second product offers a similar protection in case of the death of an individual and medical reimbursements for accidents at an affordable price.

In both countries these products are meant to significantly reduce the poverty caused by illness and inequality and hence offer a solution in line with SDGs 1 and 10.

Bonne pratique 62: Contribution spécifique aux objectifs sélectionnés des SDG (texte)

AGEAS, Annual Report 2019, p. 15

We support the United Nations 2030 Agenda for Sustainable Development and the 17 Sustainable Development Goals. We are working to contribute directly to many of these goals through our 2025 Sustainability Goals, Smart Drinking Agenda, Road Safety initiatives, volunteering programs, small retailer develop-

ment and disaster relief efforts. During the development of the Sustainability Goals, each goal was evaluated against the 17 Sustainable Development Goals (SDGs) to identify how they impacted each SDG. According to our 2017 Materiality Assessment the most material issues of these goals are water, agriculture, and responsible drinking. A new assessment is currently being developed and will be released in 2020.



Bonne pratique 63: Illustration de la contribution spécifique aux objectifs sélectionnés des SDG

AB Inbev, Annual Report 2019, p. 36

7.7.2.6 Changement de référentiel

Un cinquième des sociétés utilisent en 2019 un référentiel différent de celui sur lequel elles se sont basées en 2017. Une société du BEL 20 et un émetteur du segment continu ont pour la première fois choisi un référentiel.

Six émetteurs s'appuient désormais sur les SDG plutôt que sur les GRI Standards. Deux émetteurs du BEL 20, qui s'étaient inspirés des GRI Standards en 2017, ont à présent opté pour les SDG. L'un de ces émetteurs explique ce changement. Quatre émetteurs du segment continu ont également choisi les SDG plutôt que les GRI Standards, mais seul l'un d'entre eux explique ce changement.

Un émetteur du BEL 20 se base désormais sur les GRI Standards plutôt que sur le Global Compact des Nations Unies. Deux émetteurs du segment continu sont passés du Global Compact aux SDG et aux GRI Standards respectivement. Ils ne donnent cependant aucune explication à ce sujet.

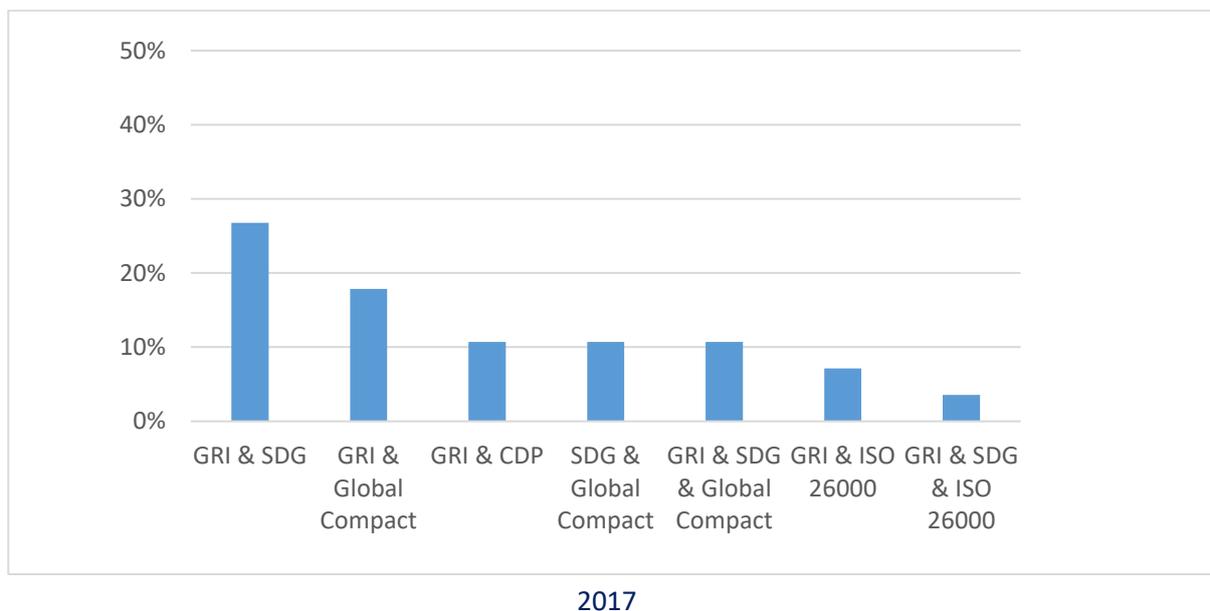
7.7.2.7 Combinaison de référentiels:

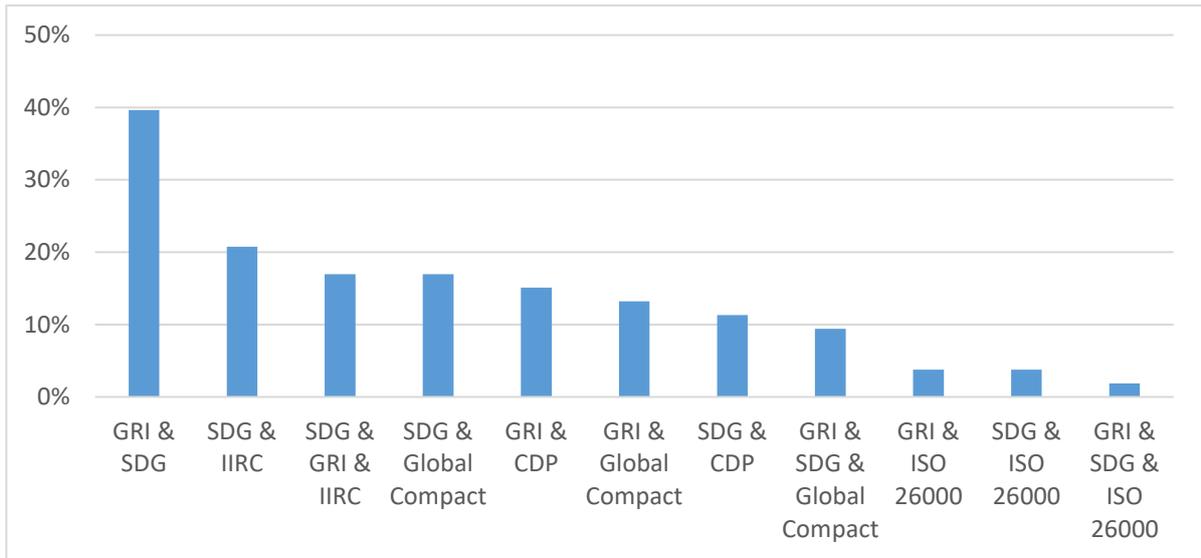
Vingt-neuf émetteurs, contre vingt-six en 2017, citent deux référentiels au moins dans leur déclaration NFI.

La combinaison la plus fréquente est celle des *GRI Standards* avec les *SDG*. On la retrouve dans 40 % environ des déclarations NFI, contre plus de 25 % lors de la première étude. Cette combinaison semble logique. Les *SDG* fournissent, d'une part, des objectifs généraux et des cibles quantifiées et les *GRI Standards* fournissent, d'autre part, une méthodologie de rapportage concrète.

Lorsque les émetteurs se basent sur différents référentiels, ils omettent souvent de préciser quelle partie de leur déclaration NFI est établie sur base de quel référentiel.

Le graphique ci-dessous compare les combinaisons les plus fréquentes observées dans l'étude actuelle et dans l'étude précédente.





2019

Graphique 36: Combinaisons de référentiels

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Quelques émetteurs résument dans un tableau la correspondance entre les informations contenues dans la déclaration NFI et les référentiels utilisés.¹³⁶

¹³⁶ Bonne pratique 64.

Table de correspondance des indicateurs de performances non-financières au 31 décembre 2019

	UN Sustainable Development Goals (référentiel)	Engagements Global Compact	Global Reporting Initiative (GRI)	Indicators used	Referencing
General information about the Company					
			GRI 101	General reporting principles	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 102	General information about the structure	2019 annual report - Chapter 1, Presentation of the Group
			GRI 102 - 1 à 102-13	Profile of the structure	2019 annual report - Chapter 1, Presentation of the Group
			GRI 102-14	Strategy	2019 annual report - Chapter 1, Presentation of the Group
			GRI 102-16	Ethics and integrity	2019 Annual report - Chapter 4, Corporate governance statement
			GRI 102-18	Governance	2019 Annual report - Chapter 4, Corporate governance statement
			GRI 102-40 à 102-44	Stakeholders	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 102-45 à 102-56	Reporting practices	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
Governance					
			GRI 102 - 18; 22; 32	Composition and role of governance structures	2019 Annual report - Chapter 4, Corporate governance statement
Remuneration					
			GRI 102 - 35; 36	Remuneration policy	2019 Annual report - Chapter 4, Corporate governance statement
People & Talents					
			GRI 401 - 1	Total employees	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 401 - 1	Total employees by type of job	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 401 - 1	Total employees by type of contract	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 405-lb.	Total employees by age group	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	5 - gender equality		GRI 405-lb.	Total employees by gender	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 404	Employee training: policy and hours of training	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	5 - gender equality	4- Combatting discrimination		Anti-discrimination and diversity policy	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	8 - inclusive growth and decent work for all	4- Combatting discrimination		Recruitment and integration of disabled persons	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	8 - inclusive growth and decent work for all		GRI 404-3	Performance reviews and internal mobility	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	8 - inclusive growth and decent work for all	3. Freedom of association		Compliance with collective bargaining agreements	AKKA Code of Conduct
Health & Safety at Work					
	3- promotion of health and well-being		GRI 403	Workplace accidents	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	3- promotion of health and well-being			Absenteeism	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	3- promotion of health and well-being		GRI 403-6	Quality and well-being at work	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
	3- promotion of health and well-being		GRI 404 - 1	Training policy and hours of training	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
Climate, Energy and Environment					
	7 - Sustainable and modern energy	9- Encouraging green technologies		Innovation in clean mobility	see 2019 annual report - section on R&D and chapter on CSR
	7 - Sustainable and modern energy	9- Encouraging green technologies		Eco-design and recycling solutions	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
		7- Environmental responsibility	GRI 302 - 1	Energy consumption	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
		7- Environmental responsibility	GRI 305 - 1	Greenhouse gases (scope 1)	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
		7- Environmental responsibility	GRI 305 - 2	Greenhouse gases (scope 2)	"2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement For internal referencing reasons, scopes 1 and 2 are undifferentiated for France and Germany"
		7- Environmental responsibility	GRI 305 - 3	Greenhouse gases (scope 3)	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
		7- Environmental responsibility		Waste; management of water and food waste	Given its business model, the AKKA Group does not consider this point strategic.
		7- Environmental responsibility		Prevention and remedying of emissions into the air, water and soil	Given its economic activities and business model, the AKKA Group does not consider this point strategic.
		7- Environmental responsibility		Protection of biodiversity	Given its economic activities and business model, the AKKA Group does not consider this point strategic.
Business Ethics, Data protection and certifications					
	16- Accountable institutions and justice	10- Combatting corruption	GRI 205	Anti-corruption - managerial approach and targets for 2020	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement
			GRI 204	Purchasing practices	Reinforcement of the current purchasing policy
			GRI 414	Supply chain management and supplier monitoring (social and environmental)	Because of the nature of its activities and its business model, the AKKA Group does not consider this point strategic.
			GRI 206	Anticompetitive behaviour	see 2019 annual report - Chapter 3, Management Report - section on risks
	16- Accountable institutions and justice	"1- Compliance with international human rights laws 2- Monitoring of human rights violations"		Compliance with human rights and prevention of forced labour	The AKKA Group is committed to combatting all forms of human exploitation. However, because of the nature of its economic activities and its business model, AKKA does not consider the risk of human rights violations strategic within the Group. See Group Code of Conduct on the website.
	16- Accountable institutions and justice			Declaration of commitment to promote the 10 principles of the Global Compact	2019 annual report and AKKA Group Code of Conduct. The AKKA Group's 2019 Global Compact Report is the CSR Report (www.unglobalcompact.org)
			GRI 418	Confidentiality of customer data	no complaints have been recorded
				Certification and protection of sensitive data and cybersecurity	2019 Annual report - chapter 5, Non-financial Statement

Bonne pratique 64: Concordance de la déclaration NFI avec le(s) référentiel(s) utilisé(s)

AKKA Technologies, Integrated Report 2019, p.80-83

7.7.3 Recommandations

La FSMA recommande aux émetteurs :

- d'indiquer sur quel(s) référentiel(s) ils se basent.
- de donner des explications sur le choix de ce ou ces référentiels.

- d’indiquer dans quelle mesure des efforts ont été consentis pour respecter les référentiels¹³⁷.
- lorsque plusieurs référentiels sont cités, d’expliquer si, et dans quelle mesure, ils se sont basés sur chacun de ces référentiels pour établir (certaines parties de) leur déclaration.
- d’utiliser systématiquement les mêmes référentiels chaque année afin que les informations soient aisément comparables.
- d’expliquer sur quelle base un autre référentiel a été choisi et pourquoi le précédent a été abandonné. Il convient de le faire tant lorsque la décision est prise de changer de référentiel que lorsqu’il est décidé d’utiliser un référentiel additionnel.
- lorsqu’il est fait appel à un référentiel mentionnant des objectifs précis en matière de durabilité, d’expliquer de quelle manière les activités de la société contribuent à leur réalisation et quels progrès ont été réalisés en la matière.

Plus spécifiquement, lorsque la société a opté pour les **GRI Standards** :

- d’expliquer quelle option elle a choisie¹³⁸, ou d’indiquer que ce référentiel n’est utilisé que comme source d’inspiration.
- d’inclure un index de contenu GRI en adéquation avec l’option, *Core* ou *Comprehensive*, choisie.
- de prévoir un lien clair vers l’index de contenu GRI lorsque celui-ci n’est pas inclus dans la déclaration NFI même.
- de mentionner s’il est ou non fait appel à une vérification externe.

Plus spécifiquement, lorsque les **SDG** ont été choisis comme référentiel :

- de décrire de quelle manière les sociétés mesurent leurs performances à l’aune des SDG, comment elles définissent des objectifs, tant textuellement que quantitativement, et quels progrès ont été accomplis année après année.
- d’illustrer, à l’aide d’un tableau ou d’une liste, de quelle façon leurs actions tiennent compte des SDG et à quels résultats elles aboutissent.
- d’expliquer pourquoi elles n’ont pas choisi les autres objectifs des SDG, à l’aide par exemple des résultats d’une analyse de matérialité.¹³⁹
- de fournir des explications lorsqu’un émetteur décide de ne plus poursuivre un objectif donné des SDG ou de souscrire à un nouvel objectif.

¹³⁷ Les émetteurs indiquent si les référentiels constituent une source d’inspiration ou s’ils s’y sont conformés intégralement. Dans le premier cas, quelles parties ou quels éléments des référentiels n’ont-ils pas appliqués et pour quelles raisons?

¹³⁸ A savoir *Core* ou *Comprehensive*.

¹³⁹ Voir *infra* la section 7.8.1.

7.8 CONCORDANCE AVEC LES PRINCIPES CLÉS

Les sociétés font bien de tenir compte de certains principes clés de communication lorsqu'elles rapportent les informations non financières. Selon ceux-ci, une information de qualité est (i) significative et tournée vers les parties prenantes, (ii) complète, mais concise, (iii) fidèle, équilibrée et compréhensible, (iv) stratégique et prospective, (v) logique et cohérente.

Cette section examine dans quelle mesure les sociétés appliquent ces principes clés.

7.8.1 Informations pertinentes et tournées vers les parties prenantes

7.8.1.1 Principes

Les sociétés ne doivent pas communiquer un rapport détaillé sur chaque thème non financier. Seules les informations nécessaires afin de comprendre l'évolution, les performances et les incidences de leurs activités sur les questions non financières doivent être fournies.¹⁴⁰

Les émetteurs décrivent tant la manière dont ils impactent leur environnement que, inversement, comment ils sont eux-mêmes impactés par les thèmes non financiers. Ceci correspond aux deux dimensions de l'importance relative.

Les sociétés font bien de prendre en compte les besoins en information de l'ensemble des parties prenantes concernées.¹⁴¹ Au vu de la diversité des thèmes non financiers, elles doivent toujours garder à l'esprit le caractère significatif de l'information rapportée.

Une bonne analyse de matérialité tient compte de la situation contextuelle de l'émetteur et des particularités du secteur dans lequel il évolue.¹⁴² Elle permet aux sociétés de mieux identifier les risques et les opportunités qui en découlent, et d'ainsi définir les plans d'action.

7.8.1.1 Constatations et bonnes pratiques

Quelque trois quarts des émetteurs indiquent avoir analysé les thèmes non financiers significatifs. C'est le cas pour l'ensemble des sociétés du BEL 20 et pour plus de la moitié des autres sociétés. Ceci reflète une amélioration. Dans l'étude précédente, c'était le cas de 70 % environ des sociétés du BEL 20 et d'un peu moins de la moitié des autres sociétés.

¹⁴⁰ Lignes directrices NFI, p. 2.

¹⁴¹ Lignes directrices NFI, p. 9.

¹⁴² Lignes directrices NFI, paragraphe 3.1.

7.8.1.1.1 Réalisation de l'analyse de matérialité

L'étude examine si les émetteurs décrivent le processus qui mène à la réalisation de leur analyse de matérialité. Il s'agit de la question si les sociétés rapportent les différentes étapes auxquelles elles ont procédé afin d'identifier les thèmes significatifs pour leurs activités et pour leurs parties prenantes. C'est le cas pour plus de la moitié des émetteurs dans cette étude, qui reprennent une description qualitative. Il s'agit de quelque 90 % des émetteurs du BEL 20 et environ 40 % des autres sociétés.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains émetteurs décrivent le processus de réalisation de leur analyse de matérialité textuellement¹⁴³, et d'autres au moyen d'un graphique.¹⁴⁴
- Certaines sociétés identifient leurs parties prenantes principales et les thèmes les plus importants.¹⁴⁵ Elles montrent la manière dont elles identifient leurs besoins et intérêts dans un tableau ou visuellement.¹⁴⁶
- Certains émetteurs indiquent prendre en compte différents horizons de temps dans leurs interactions avec leurs parties prenantes, étant donné que l'impact des problématiques non financières abordées peut varier à court, moyen et long terme.¹⁴⁷
- Certains émetteurs affinent régulièrement leur analyse de matérialité. Les thèmes significatifs restent ainsi alignés à l'évolution de la société et aux attentes des parties prenantes. Quelques sociétés vont jusqu'à indiquer à quelle fréquence ou à quelle échéance elles actualisent leur analyse de matérialité.¹⁴⁸

¹⁴³ Bonne pratique 65.

¹⁴⁴ Bonne pratique 66.

¹⁴⁵ Bonne pratique 67.

¹⁴⁶ Bonne pratique 68.

¹⁴⁷ Bonne pratique 69.

¹⁴⁸ Bonne pratique 70.

Materiality determination

In 2018, we proceeded to a materiality assessment process with external expert assistance, enabling us to further report on the most relevant topics. The assessment concluded in a materiality matrix, which was also validated by our Board of Directors. The process consisted of four steps:

1

External analysis

First an external materiality view was taken not only capturing Proximus' sustainability issues but also the ones of the industry as a whole. A media analysis as well as a peer review and reputation survey were taken into account.

Relevant topics, on which Proximus can have an impact in society were identified. Based upon this subsequently a shortlist could then be validated with internal stakeholders.

2

Internal materiality workshop

We organized a well prepared, semi-structured and facilitated workshop thereby mapping our stakeholders and highly material topics. The workshop included representatives of all the business units, management and support functions of Proximus.

We started from the aforementioned long list of highly material topics and stakeholders obtained in the external analysis, which we then plotted to define those that are truly key.

3

Integrated materiality matrix

The integrated materiality matrix combines the external analysis and the results of the internal materiality workshop into one materiality matrix. It provides a comprehensive overview of the most highly material topics taken from both views.

The combination of the horizontal axis and the vertical axis determines the degree of impact that Proximus has with the topic on society. In a simplification exercise to ensure we direct our strengths where most needed, we decided to focus our actions & reporting on the topics of the upper right quadrant, which are most material for our stakeholders and the impact Proximus can have. The definition of those highly material topics as well as their boundary can be found on the next page.

4

Implementation

Based on this analysis, we implemented our new contribution framework in 2019 and pursued actions to serve our main ambition. The results of those actions are shown throughout the report.

Bonne pratique 65: Description textuelle du processus d'analyse de matérialité

Proximus, Annual Report, p. 116

Materiality

SETTING THE COURSE WITH OUR STAKEHOLDERS FROM 2015 THROUGH 2020



Bonne pratique 66: Illustration du processus d'analyse de matérialité

Umicore, Integrated Annual Report 2019, p. 21

Stakeholder	Key concerns	Communication	Strategy and actions
Internal stakeholders			
Shareholders and investors	Economic outcomes	Investor relations meetings and calls	Stable profit generation
	Risk management	General shareholder meetings	Sustainable business future
	Information sharing		
Employees	Workplace health and safety	'One Balta for Safety' campaign	Reduce workplace incidents with the goal of zero accidents
	Diversity and equal opportunity	Intranet for employees and digital information screens for production staff	Centralised formal training
	Training and career development		Talent management assessment
	Employee rights and benefits	CEO lunches	Flexible working and working from home schemes
	Labour relations	Balta Talks SENSOR survey with over 2,600 employees	Strengthening the presence of women in the workforce and on the Board of Directors Why Not 'You?' social project
External stakeholders			
Customers	Product quality and sustainability	Websites for all business units	Develop products to meet quality and sustainability expectations
	Service quality	Communication through service teams	Dedicated service teams for business customers
	Correct information	Open week including workshops and factory tours	Digital transformation
	Communication	Technical downloads for commercial customers	ISO 14001 certification
	Transparency		Relevant 3rd party environmental certifications
Suppliers	Fair trade	Code of Conduct in development	C-TRAT membership
	Shared growth	Child Labour Policy	Yearly supplier audits (high risk countries)
	Human rights protection		Partnerships to develop new materials and technical innovation
	Sustainable materials and production		
Local communities	Local recruitment	Social media, online and offline media activity	New 'Grow your Talent' recruitment campaign
	Local economy	Local government consultation	Sound wall installation in Telt
	Local environment protection		Roundabout installation in Sint-Boots-Vijve Oudenaarde water buffer basin 'De Warmste Week' charity events Clean-up campaigns
	Charitable and social giving activities		Partial funding of Uşak Organised Industrial Zone Textile Technology Vocational Technical Anatolian Secondary School (Turkey) Carpet donations to local charities (USA)
Regulator and authorities	Indirect economic effects	Participate in consultative bodies	Building of compliance culture, with several policies and trainings
	Climate change		2030 climate actions
	Health and safety		'One Balta for Safety' campaign
	Compliance		

Bonne pratique 67: Tableau des interactions avec les parties prenantes

Stakeholder engagement is a five-step ongoing process:



Engaging with stakeholders

Stakeholder engagement is a five-step ongoing process as illustrated in the diagram on the left. The feedback we receive from our stakeholders acts as a compass for our continuous improvement on all fronts.

We build trust with our stakeholders by being open, transparent and consistent in our communication. At Group level, we report our sustainability performance to stakeholders annually, including the outcomes of an independent assurance.

Acknowledging that local stakeholders are important for both our local and our Group operations, as of 2018 we report our sustainability performance in six countries following the same high standards, and have these independently verified.

In 2008, TITAN Usje in North Macedonia was our first subsidiary to apply this practice. In 2019, TITAN Albania, TITAN Bulgaria, TITAN Egypt, TITAN Kosovo, TITAN North Macedonia and TITAN Serbia reported their sustainability performance following materiality assessment outcomes and feedback they received from key local stakeholders through their systematic dialogue.

Bonne pratique 68: Illustration de l'interaction avec les parties prenantes

Titan Cement, Integrated Annual Report 2019, p. 17

Developments in 2019

A variety of problems and challenges are discussed with and raised by various stakeholders in the course of the year. A growing interest in climate-related topics was apparent in 2019 on the part of clients, investors, NGOs and the broader community. Key stakeholder interactions last year included:

- Concerns raised by several NGOs (organisers of the 'Move Your Money' campaign) regarding the financing of coal-fired plants and new fossil fuel extraction, as well as energy-sector firms that do not demonstrably subscribe to the Paris climate goals or will not achieve those goals by 2050. KBC responded to these concerns by reaffirming its commitment to align its policy guidelines and business approach with the Paris climate goals. More information can be found in the 'Sustainable finance' section in this report.
- The 'Horizon 2050' lecture series – a cooperation between KBC and Cera – contributes to the social debate and shares inspiring insights and knowledge with a broad group of stakeholders. This year, two lectures were organised: one on 'Sustainable mobility' and the challenges faced by the transport sector and possible solutions and the other on the 'Labour market 2050', which focused on the rapid development of our economy and jobs market.

Bonne pratique 69: Prise en compte d'horizons de temps dans le cadre des interactions avec les parties prenantes

KBC Group, Sustainability Report, p. 41¹⁴⁹

¹⁴⁹ Une partie de l'extrait a été enlevée. Seul le texte ayant trait à l'évaluation sur le long terme, et plus spécifiquement dans ce cas à l'horizon 2050, a été conservé.

Materiality assessment

Many different social, environmental and ethical issues impact our business, either directly or through our global value and supply chains. Consequently, we must manage a continually evolving set of issues.

Every three years, we conduct a materiality assessment to help ensure that our strategy focuses on the right areas. We subsequently tailor our reporting to align with the interests and needs of our stakeholders and the company itself.

Materiality assessment

Our last materiality assessment was conducted in 2017. We analyzed a range of internal and external data, including trend reports and other documents created by peers, sector associations and sustainability networking organizations (CDP, SASB, GRI, Sustainalytics, United Nations Sustainable Development Goals), as well as internal documents. This research resulted in a list of over 50 topics.

Based on a survey of a select group of Barco employees (sustainability ambassadors) and an assessment of the impact of each topic on Barco's success (as determined by the executive sustainability steering committee) and on our stakeholders, we selected 11 topics. These 11 topics – which we call our 'focus areas' – stand out as 'material' and determine our current sustainability strategy.

2018: determining priorities

In 2018, we surveyed Barco's global leadership team (about 100 people) to assess the importance of each of the 11 focus areas to Barco and define their maturity levels. Topics with both high importance and a low maturity level were flagged as priorities. Those topics are the main focus in 2019-2020

2019: new insights from ESG ratings

There is an upcoming number of external ratings that measure the corporate Environmental, Social and Governance (ESG) performance of our company. Their goal is to assess our resilience to long-term, financially relevant ESG risks.

In 2019, Barco was evaluated by several agencies, including ISS-oekom for the first time. ISS ESG's rating concept places a sector-specific focus on the materiality of extra-financial information. Their findings provided us with additional insights into the key issues of our sector.

→ For more information about how Barco engages with its stakeholders to determine risks and points of attention, please refer to the 'Stakeholder engagement' segment on pages B/75 and B/76 of this report.

Bonne pratique 70: Fréquence d'actualisation de l'analyse de matérialité

Barco, Annual Financial Report 2019, section B, p. 12

7.8.1.1.2 Résultats de l'analyse de matérialité

Les émetteurs peuvent décrire textuellement les résultats de l'analyse de matérialité et les illustrer visuellement au moyen d'un tableau ou d'une matrice de matérialité. Celle-ci reflète, sur un axe, les sujets pertinents sur lesquels une société exerce un impact significatif et, sur l'autre axe, l'importance de ces thèmes pour ses parties prenantes. Une matrice de matérialité permet également aux émetteurs de refléter d'une manière claire la probabilité d'occurrence de l'impact financier et non financier.

Environ la moitié des émetteurs, dont la grande majorité des émetteurs du BEL 20, décrivent le résultat de leur analyse de matérialité. Ceci représente une légère amélioration par rapport aux résultats de la première étude.

Le tableau ci-dessous fournit une comparaison du pourcentage d'émetteurs, par segment de marché, qui utilisent une matrice de matérialité, dans la première et la deuxième étude.

	Total		BEL 20		Segment continu et marché du fixing	
	2019	2017	2019	2017	2019	2017
Présence d'une matrice de matérialité	~ 45 %	~ 25 %	~45 %	~ 35 %	~ 40 %	~ 20 %

Tableau 3: Comparaison - matrice de matérialité

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains émetteurs illustrent les résultats de leur analyse des thèmes significatifs au moyen d'une matrice de matérialité.¹⁵⁰
- Certains émetteurs commentent également leur matrice de matérialité de manière narrative. Ils expliquent les raisons pour lesquelles ils considèrent certains thèmes comme significatifs ou non.¹⁵¹

¹⁵⁰ Bonne pratique 71.

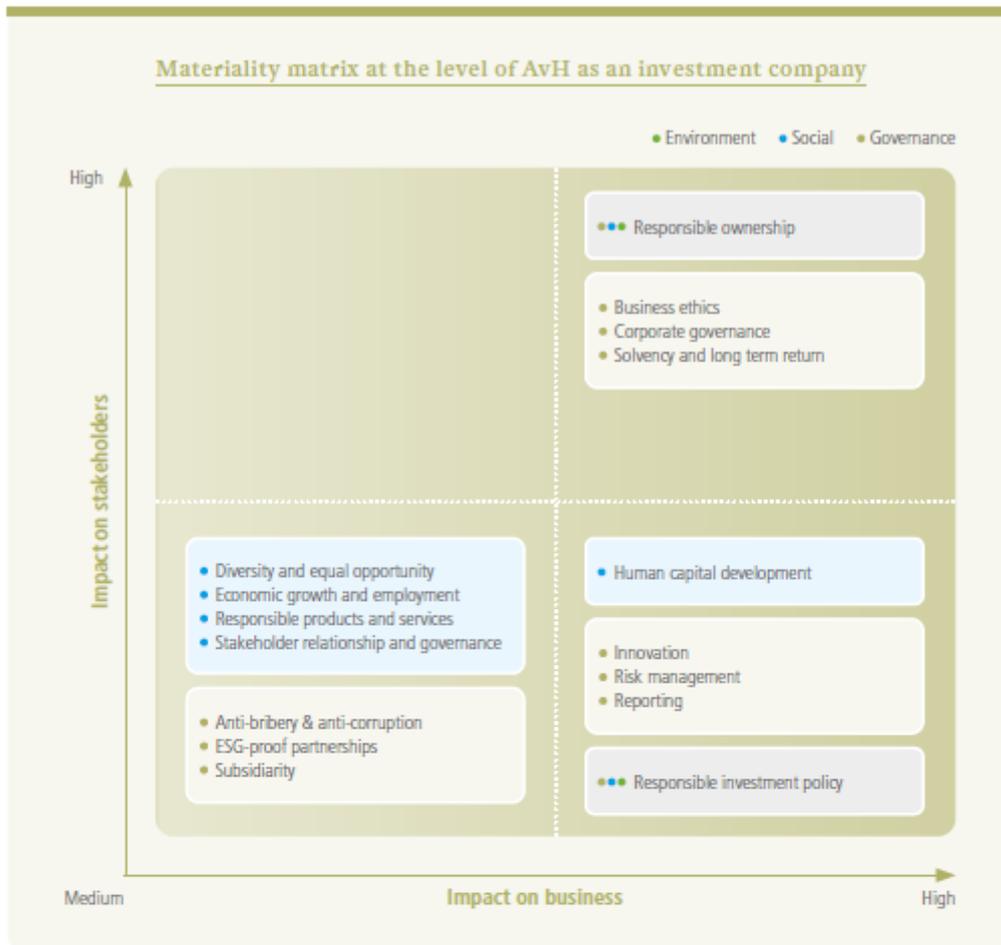
¹⁵¹ Bonne pratique 72.

UCB's Sustainability Materiality Matrix



Bonne pratique 71: Matrice de matérialité

UCB, Integrated Annual Report 2019, p. 33



Materiality analysis

Only the **ESG risks and opportunities that are material** at the level of **AvH as an investment company** are discussed in this chapter. An element is considered material (i) if it can have a material positive or negative impact on the group's shareholders' equity or recurring net profit over a 5- to 10-year horizon, (ii) if a shareholder or stakeholder expects it to be carefully managed and (iii) if he/she gives it high priority. This approach is in line with the recommendations of the market authorities and Euronext (January 2020) in this regard.

In 2019, AvH performed an analysis to determine its material ESG risks and opportunities. 23 points of attention were thereby scored. More information about the methodology can be found on the next page.

Based on this analysis, the materiality matrix of AvH as an investment company was drawn up. This revealed 4 themes that have a great impact on the group's business and at the same time are rated high by the stakeholders. AvH therefore then identified these as a **priority**:

- 1) **responsible ownership**: interaction with the participations in order to increase the ESG impact;
- 2) **business ethics**: compliance with the applicable laws and regulations (including the legal framework in the matter of anti-corruption), internal guidelines,

group values such as long-term vision, entrepreneurial spirit, integrity, partnership, sustainability, respect, independence and teamwork;

- 3) **corporate governance**: organised control and monitoring of the strategy pursued; and
- 4) **solvency and long term return**: focus on financially sustainable business models with appropriate balance sheet structures.

A number of ESG aspects scored lower with the stakeholders, but potentially have an important impact on the business model. AvH therefore wishes to pay **special attention** to these:

- 1) **human capital development**: the development of personnel and team-related skills and personal development;
- 2) **innovation**: a policy that stimulates innovation, and therefore also sustainable solutions and opportunities;
- 3) **risk management**: monitoring the potential ESG and other risks;
- 4) **reporting**: a relevant manner of reporting, with accompanying substantiation; and
- 5) **responsible investment policy**: a (dis)investment policy in which ESG is a decision criterion.

Bonne pratique 72: Matrice de matérialité avec description textuelle

AvH, Annual Report 2019, p. 41

7.8.1.2 *Recommandations*

La FSMA recommande aux sociétés:

- de décrire les processus qui ont permis d’identifier les sujets significatifs.
- de toujours contextualiser l’analyse des thèmes significatifs, en faisant particulièrement attention aux deux dimensions de l’importance relative.¹⁵²
- d’envisager les perspectives à court, moyen et long terme des thèmes non financiers et de leur impact.
- d’expliquer quels horizons de temps sont sélectionnés dans l’analyse de matérialité.
- de mentionner quelles sont les parties prenantes principales et les interactions avec celles-ci.
- d’illustrer les résultats de l’analyse de matérialité de manière claire et concise, de préférence au moyen d’une matrice de matérialité.
- de réexaminer l’importance significative à intervalles réguliers.

7.8.2 Information complète mais concise

7.8.2.1 *Principes*

Les émetteurs rapportent l’information requise pour chaque thème non financier. Ils doivent rester concis et éviter les répétitions.

7.8.2.2 *Constatations et bonnes pratiques*

La toute grande majorité des émetteurs décrivent les politiques qu’ils appliquent pour les questions non financières.¹⁵³ Toutefois, les descriptions des risques et des procédures de diligence raisonnable, les résultats et les KPI pertinents manquent pour quelques sociétés.

La FSMA met en évidence les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains sociétés traitent chaque élément requis par question non financière de façon systématique. Elles évitent de cette manière d’oublier un élément et fournissent une structure claire à leur rapport.¹⁵⁴
- Certains émetteurs incluent une table des matières. Ceci donne un aperçu clair de l’ensemble des thèmes abordés et de leur emplacement.¹⁵⁵

¹⁵² Voir *supra* section 7.4.5.1.3.

¹⁵³ Voir *supra* section 7.4.3.

¹⁵⁴ Bonne pratique 73.

¹⁵⁵ Bonne pratique 74.

- Certains émetteurs incluent un tableau reprenant les renvois vers leur rapport de gestion ou leur rapport financier annuel.¹⁵⁶ D'autres incluent ces renvois directement dans la déclaration NFI quand les différentes questions ou leurs éléments spécifiques sont abordés. Ces deux approches permettent aux utilisateurs d'identifier si tous les éléments requis sont présents et où ils se trouvent.
- Certains émetteurs renvoient vers des informations sur leur site internet ou vers des documents spécifiques.¹⁵⁷ De cette manière, ils gardent leur déclaration NFI concise, tandis que les utilisateurs qui le souhaitent peuvent obtenir plus de détails.

¹⁵⁶ Bonne pratique 75.

¹⁵⁷ Bonne pratique 76.

> Employee Development and Well-Being

WHY IS IT MATERIAL?

In an evolving sector, staff need to be ready to tackle new and future challenges. Preparing for these challenges begins with encouraging a learning mindset among staff and then providing them with the facilities with which to exploit it. D'Ieteren Auto wants to help employees develop their skills and ensure they have job satisfaction. The efficiency of the business ultimately relies on the employees and their commitment to improving both their personal and collective performances.



KEY INDICATOR

Hours and days of training:

- 2017: 39,605 hours
or 3 days/employee
- 2018: 41,916 hours
or 3.15 days/employee
- 2019: 42,700 hours
or 3.20 days/employee

THE WAY FORWARD

New campaigns will promote the training offered by MySkillCamp to help employees to pursue their personal and professional growth. In terms of well-being, new training programmes will include workshops on sleep quality and an introduction to mindfulness. A workshop on load carrying is also under consideration.

MANAGEMENT APPROACH

> Training and personal development

On arriving at the company, new employees are invited to take part in a morning welcome and integration session that offers a fun look at the history and strategy of the company. They are also given practical information about life in the company, their rights and duties and the possibilities for career development. They also receive specific training on logistics that includes a tour of company buildings and an information session about safety rules.

D'Ieteren Auto encourages the personal and professional development of its employees through appraisals and coaching sessions. Jobs in the car sector rely on very specific technical skills, so the company encourages participation in dedicated training sessions and workshops.

A training programme designed specifically for managers provides an opportunity to revisit the in-house values and to apply them company-wide. In place since 2018, this internal collaboration is helping to build a company culture that is at once innovative and inspiring. D'Ieteren Auto hopes that the process will assist the company's transformation and make it better equipped to meet sector challenges and its own objectives for 2025.

> Careers and succession

The company respects the principles of good governance in terms of equity, transparency and dialogue. In particular, the CaReer Model was set up to improve transparency in terms of employee expectations, skills and results, while offering opportunities for career development within the company. A succession plan is also in place to guarantee a reserve of potential replacements for key positions within the company.

> Burnout prevention

In terms of stress and burnout management, employees can receive external counselling or follow learning programmes (burnout prevention, time management, breathing and relaxation techniques, etc) Individual coaching is provided to help employees coping with psycho-social issues. Close monitoring of long-term illnesses has also been implemented. D'Ieteren Auto uses a case-by-case approach to facilitate the reintegration of personnel who have been absent through sickness or injury.

OUR 2019 ACHIEVEMENTS

MySkillCamp is a learning platform that puts employees in the driving seat of their own personal development, encouraging them to train continuously and autonomously. It offers e-learning sessions (including on LinkedIn), webinars and access to a library containing 10,000 e-books and audio-books.

On the issue of well-being, in addition to workshops on digital detoxing, healthy eating and cardiopulmonary resuscitation techniques (CPR), including how to use an external defibrillator, D'Ieteren Auto has been offering since 2018 a free medical check-up every three years to employees aged 50 and above. In 2019, 75 employees took advantage of the offer.

UN sustainable development agenda



D'Ieteren Auto is committed to the personal and professional development of its employees and the creation of a decent working environment.

> Employee Safety

WHY IS IT MATERIAL?

D'leteren Auto operates in the field of car & spare parts distribution and car maintenance and repair. The majority of the work entails the use of potentially dangerous tools, machinery and chemical products and the lifting of heavy loads. Guaranteeing that employees are protected from all hazards in their daily work is a priority. In addition, by promoting safe working practices, D'leteren Auto can reduce costs arising from staff injuries and absenteeism.

KEY INDICATORS

Number of workplace accidents

- 2016: 50
- 2017: 43
- 2018: 29
- 2019: 41

Number of lost working days

- 2016: 2,085
- 2017: 776
- 2018: 742
- 2019: 1103

Hours of training on safety

- 2016: 667
- 2017: 530
- 2018: 1,724
- 2019: 3,979

MANAGEMENT APPROACH

Whether it be company employees or outside contractors working on D'leteren installations, there is a zero-tolerance policy towards non-respect for safety standards. The prevention department conducts risk assessments, proposes preventive measures and organises workshops on fire prevention and safety.

OUR 2019 ACHIEVEMENTS

The initiatives launched in 2019 include risk assessments of electrical installations, training open to all staff members in the use of automated external defibrillators as well as annual training courses in first aid and fire prevention and control. In 2019, maintenance workshops also trained personnel in the risks related to high-voltage batteries.

THE WAY FORWARD

While recognising that eliminating all risk is an unattainable goal, D'leteren Auto aims to get as close possible to zero incidents. The objective is to stay below the overall frequency and average seriousness of accidents in the automobile sector. It also wants to get absenteeism as low as possible and certainly to keep it below the level seen in Belgium's private sector (7% in 2018 in Belgium, according to a survey by Securex).

After a high number of workplace accidents in 2019, D'leteren's Health & Safety team plans to analyse the causes and examine the trends in order to take the appropriate measures.

UN sustainable development agenda



D'leteren Auto is committed to the safety of its employees and the creation of a decent working environment.

Bonne pratique 73: Description structurée

D'leteren Group, Financial and Directors' Report 2019, p. 133-134

The four priority topics and material CSR aspects that we put forward are:

	<p>Improving people's lives</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Science and innovation management ■ Building partnerships to bring innovation to patients ■ Access to our candidate medicines <p>Go to chapter, page 74</p>
	<p>Our employees are the strength behind Galapagos</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Building a strong corporate culture ■ Human capital management ■ Employees engagement <p>Go to chapter, page 80</p>
	<p>Conducting business ethically and responsibly</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Manage our operations with ethics and integrity ■ Our Code of Business Conduct and Ethics <p>Go to chapter, page 87</p>
	<p>We care about the environment, health and safety</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Environmental policy ■ Eco-efficient operations ■ Employee well-being <p>Go to chapter, page 90</p>

Bonne pratique 74: Aperçu de la déclaration NFI dans une table des matières

Galapagos, Annual Report 2019, p. 72

Transparence

À propos de ce rapport annuel

Portée des informations en matière de durabilité

Le présent rapport annuel a pour but d'informer nos parties prenantes sur notre contribution à la société, en lien avec notre ambition, notre mission et nos objectifs. Nos parties prenantes regroupent tous les individus et organisations influencés par nos activités ou avec lesquels nous entretenons des relations. Il s'agit notamment de nos clients (résidentiels et professionnels), collaborateurs, actionnaires et fournisseurs, de la presse, des représentants du gouvernement, des institutions publiques, de nos partenaires et des organisations sociales. Pour plus d'informations sur nos relations avec nos parties prenantes, voir la section "Dialogue avec nos parties prenantes".

Le présent rapport porte sur le Groupe Proximus, en ce compris les filiales dont Proximus est actionnaire majoritaire. Sauf mention contraire, les références à Proximus sont à considérer comme des références au Groupe Proximus, à l'exception des sections "Notre contribution à la société belge", "Aperçu des informations non financières" et "Index du contenu GRI" qui, sauf mention contraire, se concentrent sur Proximus en Belgique.

Dans ce rapport (y compris toutes ses annexes), Proximus SA fait référence aux activités du Groupe Proximus en Belgique. Notre filiale aux Pays-Bas s'appelle Teindus Netherlands. Au Luxembourg, nous sommes actifs sous le nom de Proximus Luxembourg, qui réunit les marques Tango et Teindus Luxembourg. À l'international, nous exploitons nos activités via notre filiale BICS. Nous avons également intégré d'autres filiales dans notre Business Unit Entreprise, notamment Be-Mobile, Davinci Labs, Umbrio et Codit.

Nous intégrons nos nouvelles acquisitions dans notre rapport financier dès la première année complète de détention.

Critères de publication d'informations non financières

Le rapport annuel est publié en mars 2020. Les informations en matière de durabilité contenues dans le présent rapport se fondent sur les indications du guide GRI (Global Reporting Initiative). Nous respectons la directive européenne sur la publication d'informations non financières (transposée dans la loi belge du 3 septembre 2017) et avons intégré tous les éléments dans notre rapport annuel.

Directive européenne 2014/95/UE : tableau de référence d'informations non financières et d'informations relatives à la diversité, transposé dans la loi belge du 3 septembre 2017

Exigences de la directive européenne	Sous-thème	Chapitre / page de référence
Brève description du modèle d'entreprise	L'environnement d'entreprise	Avant-propos de notre Administrateur Délégué et de notre Président, p.5-7 Réalizations clés, p.16-19
	Organisation et structure	Proximus en bref, p.8-11 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59
	Marchés d'activité de l'entreprise	Proximus en bref, p.8-11
Principaux facteurs et tendances susceptibles d'influencer le développement futur de l'entreprise	Objectifs et stratégies	Avant-propos de notre Administrateur Délégué et de notre Président, p.5-7 Proximus en bref, p.8-11 Réalizations clés, p.16-19 Contribuer à la société tout en créant de la valeur pour nos parties prenantes, p.22
	Principaux facteurs et tendances susceptibles d'influencer le développement futur de l'entreprise	Rapport de gestion des risques, p.79-87 Avant-propos de notre Administrateur Délégué et de notre Président, p.5-7 Rapport de gestion (disponible sur notre site web)

Exigences de la directive européenne	Sous-thème	Chapitre / page de référence
Questions sociales et de personnel pertinentes (HR, sécurité, etc.)	Description des politiques menées, y compris la due diligence	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Rapport de gestion des risques, p.82-83 Rapport de rémunération, p.88-96
	Résultat de ces politiques	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40
	Risques de principe dans nos propres activités et la chaîne de valeur	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Chiffres sociaux, p.121-124 Rapport de gestion des risques, p.82-83
	Gestion des risques	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Rapport de gestion des risques, p.82-83
Questions environnementales pertinentes (p. ex. impacts liés au climat)	Key Performance Indicators non financiers	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Chiffres sociaux, p.121-124 Rapport de gestion des risques, p.82-83 Aperçu des informations non financières, p.106-107
	Description des politiques menées, y compris la due diligence	Respecter notre planète, p.51-56 Rapport de gestion des risques, p.85-86
	Résultat de ces politiques	Respecter notre planète, p.51-56 Chiffres environnementaux, p.125-127
	Risques de principe dans nos propres activités et la chaîne de valeur	Respecter notre planète, p.51-56 Chiffres environnementaux, p.125-127 Rapport de gestion des risques, p.85-86
	Gestion des risques	Respecter notre planète, p.51-56 Chiffres environnementaux, p.125-127 Rapport de gestion des risques, p.85-86
Key Performance Indicators non financiers	Respecter notre planète, p.51-56 Chiffres environnementaux, p.125-127 Aperçu des informations non financières, p.108	

Exigences de la directive européenne	Sous-thème	Chapitre / page de référence
Questions pertinentes liées aux droits de l'homme (p. ex. protection du travail)	Description des politiques menées, y compris la due diligence	Chaîne d'approvisionnement durable, p.56 Sens éthique des affaires, p.41 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59 Rapport de gestion des risques, p.85 Rapport de rémunération, p.88-96
	Résultat de ces politiques	Chaîne d'approvisionnement durable, p.56 Sens éthique des affaires, p.41 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59 Rapport de gestion des risques, p.85 Rapport de rémunération, p.88-96
	Risques de principe dans nos propres activités et la chaîne de valeur	Chaîne d'approvisionnement durable, p.56 Sens éthique des affaires, p.41 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59 Rapport de gestion des risques, p.85 Rapport de rémunération, p.88-96
	Gestion des risques	Chaîne d'approvisionnement durable, p.56 Sens éthique des affaires, p.41 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59 Rapport de gestion des risques, p.85 Rapport de rémunération, p.88-96
Key Performance Indicators non financiers	Sens éthique des affaires, p.41 Rapport de gestion des risques, p.85 Chaîne d'approvisionnement durable, p.56 Aperçu des informations non financières, p.106	

Exigences de la directive européenne	Sous-thème	Chapitre / page de référence
Questions pertinentes en matière de lutte contre la corruption et les pots-de-vin	Description des politiques menées, y compris la due diligence	Sens éthique des affaires, p.41 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59
	Résultat de ces politiques	Sens éthique des affaires, p.41
	Risques de principe dans nos propres activités et la chaîne de valeur	Sens éthique des affaires, p.41 Rapport de gestion des risques, p.79-87
	Gestion des risques	Sens éthique des affaires, p.41 Rapport de gestion des risques, p.79-87
Aperçu en matière de diversité	Key Performance Indicators non financiers	Sens éthique des affaires, p.41 Rapport de gestion des risques, p.79-87 Aperçu des informations non financières, p.106 Index du contenu GRI, p.133
	Description des politiques menées	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.59 Rapport de rémunération, p.88-96
	Objectifs en matière de diversité	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.73-74 Rapport de rémunération, p.88-96
	Description du mode de mise en œuvre de la politique	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.73-74 Rapport de rémunération, p.88-96
Résultats de la politique en matière de diversité	Se soucier de nos collaborateurs, p.36-40 Le modèle de gouvernance de Proximus, p.73-74 Rapport de rémunération, p.88-96 Chiffres sociaux, p.121-124	

Proximus respecte les indications du guide GRI, en ce sens qu'elle rend compte de tous les éléments généraux d'information relatifs à des enjeux pertinents identifiés.

La section "Détermination de la matérialité" (cf. infra) décrit la manière dont nous avons défini nos enjeux pertinents, et par conséquent le contenu du présent rapport intégré. L'aperçu du GRI lié au présent rapport figure dans l'Index du contenu GRI. Cet index précise les limites de chaque enjeu pertinent ainsi que les indicateurs GRI non repris dans le présent rapport (y compris des clarifications).

Proximus a préparé ce rapport intégré conformément aux indications du guide GRI. Elle a intégré toute donnée pertinente ou disponible pour 2019.

Méthodes de détermination de la portée et de calcul des chiffres environnementaux

Exactitude

Depuis de nombreuses années, nous adoptons le principe de la meilleure qualité de données disponible.

Émissions de CO₂ des scopes 1 et 2

La mesure des émissions de CO₂ du Groupe repose sur les directives du Greenhouse Gas Protocol.

Nous mesurons toutes les activités soumises à un contrôle opérationnel. Il ne s'agit pas seulement des émissions en Belgique : depuis 2010, nous calculons également les émissions de CO₂ des filiales du Groupe Proximus à l'étranger. La consommation de ces dernières représente 7 % de la consommation totale d'énergie du Groupe.

Les statistiques environnementales des filiales du Groupe sont communiquées en fonction de la disponibilité et de la qualité des données. Cela évolue positivement au fil des ans, en ce sens que de plus en plus de filiales mesurent leur impact environnemental.

L'empreinte carbone des filiales TeleSign, Davinci Labs et Unbrace, toutes acquises en 2017, et Codit, acquise en 2018, n'est pas matérielle et n'est pas incluse dans les chiffres.

La consommation de CO₂e décrit un chiffre d'émissions de CO₂ équivalent à l'ensemble des gaz à effet de serre, soit CO₂, CH₄, N₂O, HFC, PFC et SF₆. En ce qui concerne Proximus, le CO₂ est les HFC prédominants, mais le CH₄ et le N₂O sont également pris en compte dans le calcul.

Bonne pratique 75: Tableau de références

Proximus, Annual Report 2019, p. 109-111

The 2019 Telenet Sustainability Report will provide deeper insights in the Company's structural approach to sustainable development with focus on the progress made during the year ended December 31, 2019.

¹ Final environmental data for the year ended December 31, 2019 will be reported in Telenet's 2019 Sustainability Report, to be released in June 2020. This report will also contain more elaborate GRI Standards disclosures.

Bonne pratique 76: Renvois vers un rapport de durabilité séparé

Telenet, Annual Report 2019, p. 28 en p. 34

7.8.2.3 *Recommandations*

La FSMA recommande aux sociétés:

- de fournir un aperçu aussi clair que possible du contenu de la déclaration NFI.
- de traiter les différents thèmes non financiers de manière structurée, afin d'éviter d'oublier un élément.
- de veiller à la concision en ne décrivant que les éléments significatifs.
- d'inclure des renvois vers le site internet ou le rapport de gestion où plus de détails sont fournis.

7.8.3 Une information fidèle, équilibrée et compréhensible

7.8.3.1 *Principes*

L'information fournie est fidèle, équilibrée et compréhensible.¹⁵⁸ Les sociétés veillent à refléter objectivement les données disponibles et fiables. Elles expliquent également le périmètre couvert par leur rapport.¹⁵⁹ Les sociétés prennent en considération l'information au niveau de leur groupe.¹⁶⁰

7.8.3.2 *Constatations et bonnes pratiques*

La moitié des émetteurs environ décrivent le périmètre des activités couvert par leur rapport.¹⁶¹ C'est le cas pour plus de 60 % des sociétés du BEL 20, mais pour moins de la moitié des autres émetteurs seulement.

Lorsque les filiales *établissent elles-mêmes une déclaration NFI*, la société mère inclut un résumé des informations dans un certain nombre de cas. Elle renvoie ensuite vers la déclaration NFI de la filiale pour des informations plus détaillées.

Dans le cas où les filiales *ne sont pas elles-mêmes soumises à l'obligation d'établir une déclaration NFI*, les sociétés mères ne fournissent dans de nombreux cas pas les informations significatives concernant leurs filiales.

¹⁵⁸ Lignes directrices NFI, p. 7.

¹⁵⁹ FEB, IRE, Association belge des sociétés cotées et Eubelius, <https://www.feb.be/globalassets/publicaties/niet-financieel-informatie-en-informatie-inzake-diversiteit/brochure-inf-fr-final-2-3-2018-print.pdf>, 2018, p. 15.

¹⁶⁰ Article 3:32, §2, CSA.

¹⁶¹ Bonne pratique 77.

About this Report

This is Greenyard's third annual Sustainability Report, covering the 2019-2020 financial year. It relates to the company as a whole and all its subsidiaries, with the exception of subsidiaries divested (Greenyard Frozen Hungary, Greenyard Flowers UK) or started (Bakker Belgium) in the course of the financial year, as well as those subsidiaries in which the company has only minority shareholdings. Non-financial figures in the report refer to the 2019 calendar year, unless otherwise specified. The report has been prepared in accordance with the core option of the Global Reporting Initiative Standard and meets the requirements of the EU Directive on non-financial reporting. The most recent previous report was published in October 2019.

Regulated information - 5 November 2020

Bonne pratique 77: Périmètre de la déclaration NFI

Greenyard, Sustainability Report 2019-2020, back cover

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes:

- Certaines sociétés élargissent le périmètre couvert par leur rapport à des entités qu'elles ne consolident pas mais qu'elles considèrent comme significatives pour le groupe.¹⁶²
- Certaines sociétés motivent les raisons de l'élargissement du périmètre de leur déclaration NFI.¹⁶³
- Certaines sociétés décrivent dans une note méthodologique quel périmètre d'activités leur déclaration NFI couvre. Elles indiquent entre autres s'il y a des exclusions et, le cas échéant, les justifient. Elles expliquent à quelle période les données non financières – en particulier les KPI - se rapportent, sur quel référentiel elles se basent et si les données sont certifiées.¹⁶⁴

Scope of portfolio review applicable to the reporting period ending on December 31, 2019

Companies taken into account in the scope of portfolio review for 2019 are:

- the following portfolio companies: adidas, Pernod Ricard, SGS, LafargeHolcim, Umicore, Imerys, GEA, Ontex and Parques Reunidos;
- Sienna Capital (taking into account the exclusions detailed in section 1.9.).

Specificities related to 2019:

- **Total:** In March and April 2019, GBL entered into forward sales related to 15.9 million Total shares (representing 0.60% of the capital). At maturity of these sales, on January 24, 2020, GBL's ownership in Total was reduced to 0.01%. GBL has thus finalised its exit from the Total group. On that basis, Total has been excluded (i) from the ESG risk assessment and (ii) from the following section dedicated to the ESG commitments of the portfolio companies (those commitments being prospective). For information purposes, the KPIs related to GBL acting as a responsible investor are presented for 2019 by including Total and excluding Total.
- **Webhelp:** The acquisition of the Webhelp group has been finalized in November 2019. GBL specifies the fact that (i) a due diligence notably covering social and data protection aspects has been carried out in the context of the acquisition process and (ii) Webhelp will be included in the ESG risk assessment process from 2020 onwards.

Bonne pratique 78: Description d'un périmètre élargi pour la déclaration NFI

GBL, Annual Report 2019, p. 69

¹⁶² Bonne pratique 78.

¹⁶³ Bonne pratique 79.

¹⁶⁴ Bonne pratique 80.

Reporting scope of the ESG policy

As a responsible shareholder, AvH has analysed its portfolio of participations on the basis of various **parameters that may indicate a potentially material ESG impact for AvH**. Examples of this are the relative investment value in relation to all the assets that AvH manages, whether or not they are listed on the stock exchange, or special attention by stakeholders to a specific problem or company.

Based on this analysis, **DEME, CFE, Delen Private Bank, Bank J.Van Breda & C° and SIPEF** are considered to be material for AvH. In 2019, projects were started with these participations aimed at bringing their ESG policy and associated reporting in line with the renewed ESG policy of the group. The participations were asked to perform or update a materiality analysis. They were provided with assistance in identifying their main ESG risks and opportunities, and linking them to a policy vision, KPIs and objectives. Their respective governing bodies approved these for these participations in 2019 or early 2020.

The renewed ESG approach was also explained to other participations. Three participations (**Extensa, Leasinvest Real Estate and Anima Care**) are thereby given more attention. This is illustrated by a number of examples in the 'AvH as a responsible shareholder' section. As a result of this approach, 83% of the consolidated shareholders' equity (net assets managed by AvH, as reflected from an accounting perspective in the consolidated equity of the group) of the AvH group receives specific ESG attention.

The scope and the renewed **ESG policy will be systematically expanded** over the period 2019-2022. The intention is that a full ESG policy, with accompanying reports and actions, will be finalised for the 8 major participations by 2022. Their reporting in terms of the potential impact on the environment, as well as in terms of the impact of ESG factors on their business operations (double impact analysis), gets priority, in line with the recommendations of the regulators and Euro-next (January 2020). The other participations are being encouraged and supported to reach that level in 2022. All participations are invited to the ESG workshops organised by AvH, so that they can share their experiences. Progress in this regard, in line with UN PRI, will be reported annually by AvH.

The processes related to conducting an **ESG due diligence** by AvH and incorporating it into new investment files have been reviewed in the same vein. This allows the group to better manage major risks in this area, to respond to major opportunities more quickly and to communicate better about them.

The ESG perimeter, consisting of the 8 aforementioned participations, **differs from the accounting consolidation perimeter** used by AvH. Some participations are not fully consolidated (Delen Private Bank, SIPEF). On the other hand, the fully consolidated participations Rent-A-Port, Green Offshore, Agidens and Bioelectric are not specifically reported in this chapter, as they are not considered material from an ESG perspective. The above and the other participating interests will discuss the ESG topics that are material for them in their activity report.

Within the group, CFE, SIPEF and Delen Private Bank are themselves required to draw up a statement in accordance with Article 3:32 of the CCA. Their individual statements can be consulted via their websites (www.cfe.be, www.sipef.com, www.delen.be).

Given the importance that certain ESG risks may have, it has also been opted to mention them in the chapter on risks and uncertainties from page 20 of this annual report.

Bonne pratique 79: Description du périmètre choisi pour la déclaration NFI

AvH, Annual Report 2019, p. 43

Report scope

The Sustainability section of the 2019 Annual Report provides information about the progress towards our 2025 Sustainability Goals launched in March of 2018. Together with our corporate website, they provide an update of Anheuser-Busch InBev's performance on key metrics during the 2019 calendar year.

This chapter, along with the sections on Smart Drinking & Road Safety, Dream-People-Culture (including D&I), Better World, Community Engagement, Workplace Safety and the Business Ethics Description on page 53, as well as the risks on environmental, social, personnel, human rights and anti-bribery matters that are described in the Risks and Uncertainties section of the Management Report section of the 2019 Annual Report, have been established in accordance with the law of September 3, 2017 implementing Directive 2014/95/EU of October 22, 2014 amending Directive 2013/34/EU regarding disclosure of non-financial and diversity information by certain large undertakings and groups. Together, they form the non-financial statement required under the referred law and include an overview of our environmental, social and personnel related matters, as well as human rights and anti-bribery matters. Some of the SDGs in relation to our goals refer to Improved Healthcare, Clean Water and Sanitation, Renewable Energy, Reducing Waste generation, Reduction of GHG Emissions and energy consumption, among others.

Alongside our environmental sustainability, information on Smart Drinking and Road Safety, Workplace Safety, and Business Ethics can be found on pages 39, 40, 41, 52 and 53 of this report. Additional information on volunteering and disaster response is also included in this report (page 42). These sections are intended to provide updates to stakeholders, including investors, employees, governments, NGOs, costumers, and consumers in countries where we operate in.

AB InBev prepared the 2019 report (these chapters and website) using the Global Reporting Initiative's (GRI) Standards as a guide. To help determine the content developed, a materiality assessment was conducted, which

helped identify the key issues that are of most importance to our stakeholders and our company. For more information on our materiality assessment, including Boundary Analysis Table, and GRI Index for this year's report can be found at www.ab-inbev.com.

Our 2025 Sustainability Goals and overall sustainability agenda aligns with several of the UN Sustainable Development Goals (SDGs) established by the United Nations in 2015. Activities throughout our operations and supply chain are aligned to the metrics that are considered the most material to our business and critical to our stakeholders. We are focused on areas where we can make the most significant positive impact.

The data and stories presented on this report were gathered and verified with the assistance of content owners across all functions and geographic zones.

AB InBev has established processes to ensure accurate and consistent reporting of Smart Drinking and Safety, 2025 Sustainability Goals, and Safety performance data, as well as key performance indicators. In the Assurance Report of the Independent Auditor (page 56), and in key places along the report, we have identified which metrics have been externally assured by KPMG. Financial information included has also been audited by PricewaterhouseCoopers (PwC).

Environmental data from newly acquired operations are excluded from the running cycle. These facilities will be included in future reporting. Safety data is immediately tracked and monitored for all sites and included unless otherwise stated in text or footnotes. For all environmental and safety data, divestitures and closures are removed from the scope for the reporting year, but prior years are not adjusted.



For more information on our materiality assessment, including Boundary Analysis Table, and GRI Index for this year's report can be found at www.ab-inbev.com.

Global goals on water, energy purchased, and greenhouse gas emissions presented in this section, as well as key performance indicators such as energy usage, include AB InBev's wholly-owned operations unless stated otherwise in text or footnotes. Energy usage and purchased excludes the energy exported to third parties and certain projects under construction. The excluded energy use and purchase does not reflect the amount of energy used in our beer brewing processes.

For recycled content calculation, a weighted average of recycled content is calculated based on purchases for each supplier and recycled content in the material. Data on recycled content percentage is provided by suppliers and tracked on a regular basis. Packaging purchases are derived from AB InBev's owned procurement system. Recycled content percentages are obtained from our suppliers. In 2019 we started with suppliers audits to assess reliability of the provided data. In the following years, we will enhance the number of supplier audits to guarantee reliability of the data.

In the scope of our reported Sustainability goals, both our beverage and vertical operations are included in addition to our Scope 3 emissions regarding information beyond our operations and that impact our supply chain with exception of the KPIs on energy and water usage and the KPI on Scope 1+2 emissions per hectoliter of production (in kg CO₂/hl)", as the relative KPI regarding scope 1 and 2 emissions also excludes vertical operations. For our beverage and vertical operations, including malting and packaging facilities use our Voyager Plant Optimization (VPO) global management system. This data is reported annually to the Carbon Disclosure Project (CDP). Specific data tables contain footnotes for additional data. Scope 3 emissions are estimated values based on a mix of own and third party data and total percentage follows the Science Based Target Initiative, where at least 66% of emissions are to be included in target scope. Approximately 50% of Scope 3 data is own data and data provided by suppliers via the Carbon Disclosure Project (CDP). CDP data is used to calculate supplier-based emissions of raw and packaging materials used in the manu-

facturing of beer. A hybrid approach, that has been validated by the Science Based Target Initiative and the Carbon Disclosure Project is used, which entails a mix of own data, supplier data, and market estimates. Scope 3 includes the following out of the 15 categories: Purchased Goods and Services, Upstream and Downstream Distribution, Use of Product (Product Cooling including on and off premise but excluding home cooling), and End of Life. Categories excluded include: Capital Goods, Waste generated in operations (more than 98% of waste generated is recycled), Business Travel, Employee Commuting, Upstream and Downstream leased assets, Processing of sold products, Franchises, Investments. These categories represent approximately less than 20% of total Scope 3 emissions.

This report contains forward-looking statements regarding estimations into the future. These generally include words and/or phrases such as "will likely result", "aims to", "will continue", "is anticipated", "it is estimated", "anticipate", "estimate", "project", "result", "is predicted", "may", "might", "could", "believe", "expect", "plan", "potential", or other similar expressions. These statements are subject to uncertainties. Actual results may differ from those stated in this report due to, but not limited, impact to climate change, water stress, financial distress, negative publicity, our availability to hire and/or retain the best talent, emerging regulations, and reputation of our brands, the ability to make acquisitions and/or divest divisions, access to capital, volatility in the stock market, exposure to litigation, and other associated risks not mentioned as well as risks identified in our Form-20 led with the US Securities and Exchange Commission. Additional information about AB InBev's climate and water risks, management and performance of such is available through CDP.

Bonne pratique 80: Note méthodologique pour la déclaration NFI

AB InBev, Annual Report 2019, p. 54-55

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes en matière de KPI :

- Certaines sociétés indiquent expressément que certains KPI non financiers couvrent un périmètre d'activités différent. Ceci peut être dû au fait que certaines données ne sont pas disponibles pour toutes les entités ou que la société doit encore mettre en place les outils de mesure, de collecte et de traitement de ces données au sein de certaines entités. Ces

émetteurs expliquent alors les différences de périmètre des activités couvertes par les KPI.¹⁶⁵

- Le périmètre couvert par certains KPI peut varier d’une année à l’autre, particulièrement lors de l’intégration dans le groupe de sociétés nouvellement acquises. Certaines sociétés expliquent ces variations de périmètre. D’autres retraitent les résultats communiqués par le passé afin de tenir compte du nouveau périmètre.¹⁶⁶

Indicator		2018	2019	Target	
% Recycling rate	Calendar year	83,17	83,98	2021	At least 85%
% Products sold (fresh and frozen)	Calendar year	97,38	97,21		
% Food waste to incineration and fermentation	Calendar year	69,2	69,0	2023	Maximum 60%
Food donated to social organisations (in tonnes)	Calendar year	3.297	4.262		

The scope of these indicators is Retail Belgium and Luxembourg. Thus the waste streams from our store formats in both countries, our distribution centres and the Fine Food production centres, as well as the (small) waste streams from our office buildings in Halle. We do not include construction waste in this. For surplus food and food donations, the Colruyt, Bio-Planet and OKay food stores are in scope. For (household) packaging, we only consider our own brands, on which we have a direct impact.

Bonne pratique 81: Périmètre spécifique pour les KPI

Colruyt, Annual report with sustainability reporting 2019/20, p. 169

¹⁶⁵ Voir le texte sous le tableau de la Bonne pratique 81 concernant la gestion des déchets et le texte sous "Assured Metric" dans la Bonne pratique 82 relative à la consommation d'eau et d'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre.

¹⁶⁶ Bonne pratique 83.

Metric	2019	2017
Total water use (in billion hl)	1.642 [Ⓐ]	1.775 [Ⓐ]
Water use by hectoliter of production (hl/hl)	2.80 [Ⓐ]	3.09 [Ⓐ]
Total GJ of energy (in millions)	61.4 [Ⓐ]	61.4 [Ⓐ]
Total GJ of energy purchased (in millions)	59.4 [Ⓐ]	-
Energy usage per hectoliter of production (in MJ/hl)	104.6	111.6 [*]
Energy purchased per hectoliter of production (in MJ/hl)	101.2 [Ⓐ]	-
Total direct and indirect GHG emissions (Scopes 1 and 2 in million metric tons of CO ₂ e)	5.36 [Ⓐ]	6.18 [Ⓐ]
Total direct and indirect GHG emissions (Scopes 1,2, and 3 in million metric tons of CO ₂ e)	31.8 [Ⓐ]	32.35
Scope 1 and 2 GHG emissions per hectoliter of production (in kg CO ₂ e/hl)	6.92 [Ⓐ]	8.55 [Ⓐ]
Scopes 1,2, and 3 GHG emissions per hectoliter of production (in kg CO ₂ e/hl)	55.3 [Ⓐ]	59.4
% Renewable Electricity	20% [Ⓐ]	--
% Returnable Packaging	40.9% [Ⓐ]	46%
% Recycled Content in primary packaging		
Glass	42.3% [Ⓐ]	37%
Cans	59.1% [Ⓐ] **	59%
PET	22.8% [Ⓐ]	21%
Direct farmers skilled, connected, and financially empowered***		
Skilled	50%	--
Connected	45%	--
Financially Empowered	35%	--

We updated our materiality assessment in 2017, identifying key environmental and social issues for our company and stakeholders and aspire to update and localize the assessment in 2020. More information on our materiality assessment, including Boundary Analysis Table, and GRI Index for this year's report can be found at www.ab-inbev.com

[Ⓐ] Assured Metric

(please refer to External Assurance Report on page 56)

- Our goals on water, GHG emissions per hectoliter of production and energy pertain to our beverage facilities only and do not encompass our vertical operations such as malt plants and packaging facilities.
- Total direct and indirect GHG emissions data encompass beverage facilities and most vertical operations, including malt plants and packaging facilities.
- Scope 1 accounts for 67% of our operational emissions and includes CO₂ equivalent (CO₂e) from fuel used in our manufacturing processes and in cogeneration plants that generate on-site electricity. Scope 2 accounts for about 33% and represents emissions from purchased electricity.
- Scope 3 emissions constitute estimates based on a mix of supplier-based numbers, global emission factors and assumptions. Data's main categories include, Purchased Goods and Services, Upstream and Downstream Distribution, Product Cooling (including on and off premise but excluding at home cooling), and End of Life. Around 50% of emissions are calculated with own data or data reported by suppliers through the Carbon Disclosure Project (CDP).

* In line with our new sustainability goals, energy reporting will shift to energy purchased versus energy usage. Energy purchased per hl aligns with our RE100 sustainability goal of offsetting 100% of our purchased electricity with electricity sourced from renewable resources. Energy purchased per hl was not reported for breweries acquired from SABM in 2017.

** 2018 Recycled content percentage in primary packaging for cans has been updated. The data correction has been done following the external supplier audits.

*** Smart Agriculture data is based on up-to-date estimates.

Bonne pratique 82: Périmètres spécifiques pour les KPI

AB Inbev, Annual Report 2019, p. 37

In 2019, the CO₂ footprint scope 1, 2 and 3 for bpost remained stable compared to 2018, and decreased with 7% compared to 2017.



		2019	2018	2017 (RESTATED) ¹	
	UNIT	BPOST GROUP			TREND
SCOPE 1	t CO₂ eq	88,996	87,848	82,826	
Natural gas & heating oil	t CO ₂ eq	20,986	22,442	21,786	↘
Postal "fleet" diesel & petrol (incl. service vehicles)	t CO ₂ eq	60,340	57,266	53,193	↗
Fuel company cars	t CO ₂ eq	7,642	8,117	7,847	↘
Oil for generators	t CO ₂ eq	28	23	n/a	↗
SCOPE 2 (NET)	t CO₂ eq	30,266	28,619	31,569	
Electricity (market-based) ²	t CO ₂ eq	29,794	28,156	30,938	↗
District Heating	t CO ₂ eq	472	463	631	↗
Scope 1 & 2	t CO₂ eq	119,262	116,467	114,395	↗
SCOPE 3	t CO₂ eq	189,320	192,390	218,016	
Employee commuting	t CO ₂ eq	32,977	34,147	36,320	↘
Business travel	t CO ₂ eq	1,374	1,349	1,844	↗
Subcontracted road transport	t CO ₂ eq	113,440	111,939	117,699	↗
Subcontracted air transport ³	t CO ₂ eq	37,597	38,944	55,459	↘
Waste	t CO ₂ eq	3,932	6,011	6,694	↘
TOTAL CO₂ EMISSIONS (SCOPE 1+2+3)	t CO₂ eq	308,582	308,856	332,411	↘

- 1 The restated 2017 CO₂ footprint is based on 100% accounts for Radial's activity data (compared to 16.7% in 2017), and uses actual 2017 consumption for its electricity (instead of an estimation). In addition, retroactively, Ubiway data on company cars has been added.
- 2 The market-based method reflects bpost's choices in terms of electricity supply, such as the purchase of electricity from renewable energy sources. This is set out in detail in contracts between bpost and its energy suppliers.
- 3 Subcontracted air transport figures for subsidiaries were excluded

Bonne pratique 83: Variation du périmètre des KPI et retraitement

Bpost, Annual Report 2019, p. 50

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes en matière de mesurabilité et de fiabilité des données non financières :

- Certaines sociétés veillent à la fiabilité de leurs données non financières en les passant au crible de leurs systèmes de contrôle interne.¹⁶⁷
- Certaines sociétés soumettent leurs informations non financières clés pour validation à leur comité exécutif ou à leur conseil d'administration.
- Certaines sociétés font, sur base volontaire, certifier (certaines de) leurs informations non financières par un expert indépendant. Ce type d'attestation peut procurer différents niveaux d'assurance.

¹⁶⁷ Bonne pratique 84.

Indicators and objectives

In 2019, 34% of Solvay employees took part in projects related to Solvay Way action plans. This strong involvement demonstrates that employees are committed to Solvay's sustainable development ambitions.

34%

of employees involved

In 2019, all GBUs and corporate functions carried out self assessments involving 127 industrial sites and 9 R&I sites. The Solvay Way spider chart below shows the results of these self-assessments.

Solvay Way process and results are reviewed by the Internal Audit based on a risk-based approach consistent with Group strategy, sustainability materiality and priorities.

For sites included in the 2019 Audit Plan, a review of Solvay Way self-assessment mandatory practices linked to the Group five sustainability targets (safety, greenhouse gas emissions, people engagement, sustainable business solutions and societal actions) and sampling review of additional practices selected by the GBUs have been performed.

25%

of improvement in CSR practices

Internal Audit Results

Internal Audits have reviewed Solvay Way on 121 sites in 2019, with 94% Solvay Way self-assessment accurate.

- 94% of practices correctly self-assessed (vs 84% in 2018),
- 6% of practice with a gap identified (vs 11% in 2018).

2020 action plan

We noticed that 6% of the self-assessment were not accurate. The correct assessments have been taken into account. A review of the gaps will be done with the sites to ensure a proper progress and assessment by 2020.

Bonne pratique 84: Contrôle des procédures et données par l'audit interne

Solvay, 2019 Annual Integrated Report 2019, p.109

Si elle ne se concentre que sur des éléments favorables, le caractère équilibré de la déclaration NFI est compromis.

Environ 40 % des émetteurs fournissent une description suffisamment équilibrée des risques et opportunités liés aux questions non financières, des résultats de leurs procédures ou des actions qu'ils ont entreprises. C'est le cas pour plus de la moitié des émetteurs du BEL 20 mais pour environ un tiers seulement des autres. Il s'agit toutefois d'une amélioration par rapport à il y a deux ans : le pourcentage global atteignait alors 25 % environ.

Environ un tiers des émetteurs du BEL 20 donne une description suffisamment équilibrée de l'ensemble des questions non financières. Un autre tiers ne le fait que pour certaines questions. Parmi les autres émetteurs, seule une petite minorité présente un rapport suffisamment équilibré sur toutes les questions non financières. Environ un quart d'entre eux font des rapports sélectifs sur certaines questions.

En matière de caractère équilibré de la déclaration NFI, la FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains émetteurs décrivent non seulement leurs résultats positifs mais aussi les défis auxquels ils sont confrontés.

- Certains émetteurs se fixent des objectifs au niveau, par exemple, de la production de déchets¹⁶⁸, de la consommation d'énergie¹⁶⁹, des émissions de gaz à effet de serre, de la sécurité et de la rotation du personnel, etc. Lorsque ces objectifs ne sont pas atteints (au vu des KPI utilisés), ils en expliquent les raisons.

Recycling effort in 2019

Overall, Deceuninck Group recycled 20,000 tonnes of post-industrial and post-consumer rigid PVC waste in 2019, preventing approximately one million windows from landfill. However, this is below the ambition of 25,000 tonnes we set in the beginning of the year. The ramp-up phase of our recycling plant took slightly longer than expected due to technical difficulties. Nevertheless, we are confident we will reach 25,000 tonnes in 2020 as the ramp-up phase of our recycling plant is finalized and the inflow of new material is secured. The total recycled content of Deceuninck Group amounted to approximately 30,000 tonnes including the scrap regrind on local production sites.

  RECYCLING	
DECEUNINCK GROUP'S POLICY	Deceuninck is committed to prevent as many materials from landfill or incineration and to process those at high quality so they can be used 1 on 1 in the production of new window profiles.
DECEUNINCK GROUP'S ACHIEVEMENTS IN 2019 AND AMBITION IN 2020	In 2019 we recycled 20,000 tonnes of post-industrial and post-consumer material. Our objective for 2020 is to increase this volume towards 25,000 tonnes.

Bonne pratique 85: Objectif de recyclage - Contretemps rencontrés

Deceuninck, Annual Report 2019, p. 73

¹⁶⁸ Bonne pratique 85.

¹⁶⁹ Bonne pratique 86.

Reducing energy consumption

We set ourselves the target of consuming 14% less energy by the end of 2020 compared with revenue in the base year of 2009. To achieve this, we drew up an energy reduction plan. By the end of the year, we had achieved a reduction of 8,7% and it was clear that we would not reach our target. This is because electricity consumption is temporarily rising faster than revenue. The main reasons for this are the continuing automation, the strongly growing sales of chilled fresh products and the bringing of several external activities such as cold storage in house. Since we are no longer able to reach our current objective, we have already set ourselves a new, **more ambitious target** for 2030. We aim to achieve this in four ways:

- **Infrastructure:** reducing energy consumption of buildings via energy upgrades with improved insulation and airtightness.
- **Heating:** via heat recovery as standard in new and renovated food stores, combined with further rollout of heat pumps. This means that a new gas connection is no longer required or we can even disconnect existing stores from the gas grid.
- **Mobility:** focus on lower fuel consumption and switch to renewable fuels.
- **Lighting:** further rollout of LED lighting, as well as measures such as automatic switching on and off and lighting control in smaller zones.

Bonne pratique 86: Réduction de la consommation d'énergie - Contretemps rencontrés

Colruyt, Annual report with sustainability reporting 2019/20, p. 173

La FSMA relève la **bonne pratique** suivante :

- Certaines sociétés incluent à la fois des descriptions narratives et des informations quantitatives et graphiques. La compréhensibilité des informations fournies s'en trouve améliorée.

7.8.3.3 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- de prendre en considération les informations significatives et pertinentes pour l'ensemble de leur groupe.
- d'expliquer, le cas échéant, les raisons pour lesquelles certaines entités ne sont pas incluses dans le périmètre de la déclaration NFI.
- de réévaluer régulièrement si ces entités ne devraient tout de même pas être incluses dans le périmètre de leur déclaration NFI.
- de décrire le périmètre de leur déclaration NFI dans une note méthodologique.
- d'expliquer, lorsque la déclaration NFI ou certains KPI ne couvrent pas une partie des activités de la société, pourquoi tel est le cas. Par exemple si les sociétés excluent certaines entités de leur bilan des émissions de gaz à effet de serre, elles l'indiqueront.

- de commenter les variations de périmètre de données reprises dans la déclaration NFI de l'année précédente ou des KPI en particulier, ainsi que l'impact sur ces KPI.
- de passer les données non financières au crible de leurs systèmes de contrôle interne ou de faire appel à un expert indépendant, soit pour une évaluation spécifique, soit pour une certification de leurs données non financières dans un rapport d'assurance.

En ce qui concerne le caractère équilibré de leur déclaration NFI, les émetteurs veilleront :

- à décrire, lors de l'analyse du caractère significatif des questions non financières¹⁷⁰, les tendances principales en termes d'opportunités pour leur stratégie opérationnelle et commerciale, mais également les menaces/risques actuels et potentiels pesant sur leurs activités et leurs performances, ainsi que ceux que leurs activités font courir à leur environnement ou à la société.
- à décrire tant les progrès réalisés que les contretemps rencontrés.
- à trouver un équilibre dans la présentation d'informations qualitatives et quantitatives.
- lorsque, dans des cas exceptionnels, la divulgation de certaines informations pourrait nuire gravement à la position commerciale de la société, à publier néanmoins un rapport juste et équilibré sur l'évolution de leurs affaires, leurs résultats, leur situation et sur les incidences de leurs activités. Les informations pertinentes pourront, le cas échéant, être décrites en termes plus généraux.

7.8.4 Vision stratégique et prospective

7.8.4.1 Principes

La société donne un aperçu de son modèle commercial de la société, de sa stratégie et de la mise en œuvre de celle-ci, et explique les implications à court, moyen et long terme des informations fournies.¹⁷¹ La prise en compte par les sociétés des différents éléments significatifs pour leurs activités, leur environnement et leurs parties prenantes s'inscrit dès lors dans une démarche stratégique.

7.8.4.2 Constatations et bonnes pratiques

Quelque 60 % des émetteurs associent explicitement leurs stratégies à des objectifs non financiers.¹⁷² Ceci représente une légère amélioration par rapport à la première étude, où ce pourcentage atteignait 50 % environ. Les objectifs sont souvent définis au regard de certaines questions non financières mais pas de toutes. Si l'on ne considère que les sociétés du BEL 20,

¹⁷⁰ Voir *supra* la section 7.8.1.

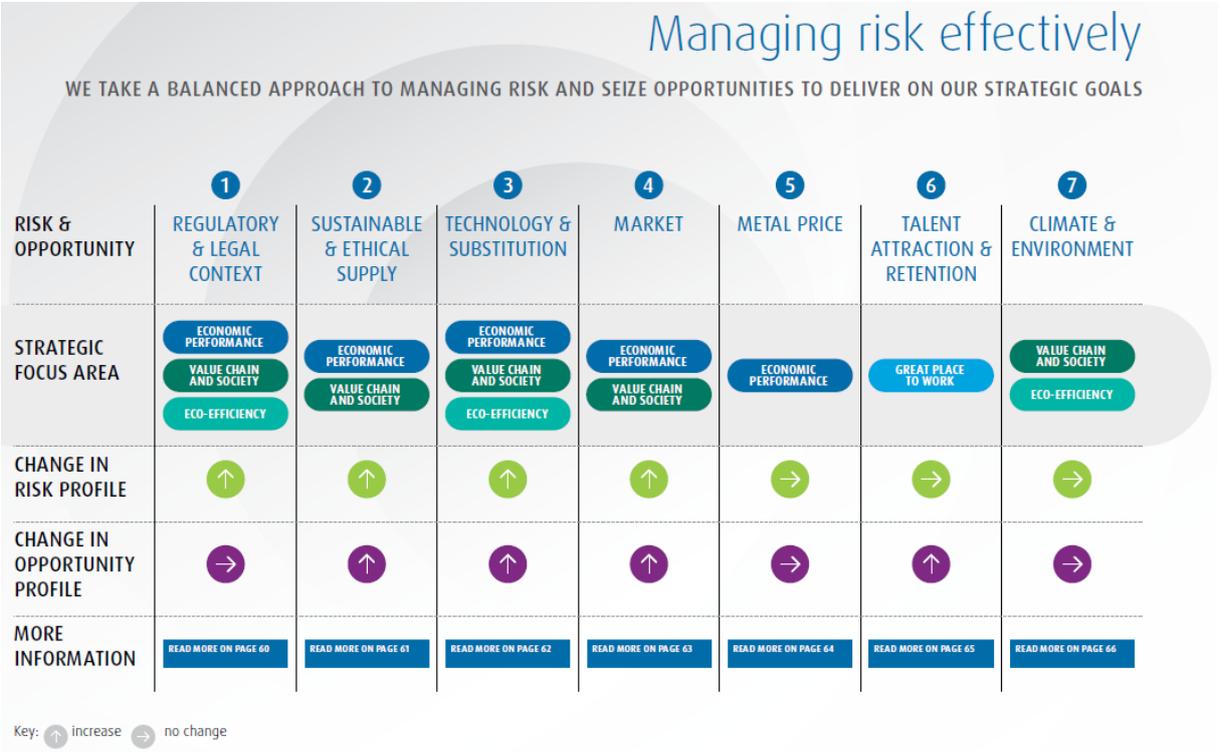
¹⁷¹ Lignes directrices NFI, p. 8.

¹⁷² Bonne pratique 87.

le pourcentage grimpe à environ 90 %, également en amélioration par rapport au pourcentage d'environ 80 % atteint lors de la première étude.

La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains émetteurs lient leur stratégie, tant pour les questions financières que non financières, à des risques et opportunités pré-identifiés. Elles commencent par décrire les risques pesant sur l'ensemble de leurs activités. Elles développent ensuite une stratégie pour les mitiger.¹⁷³
- Certaines sociétés décrivent les risques (non) financiers dans une matrice de risques. Outre une description succincte des principaux aspects de risques, la matrice indique l'incidence et l'évolution attendues du risque par rapport à chaque priorité stratégique.¹⁷⁴



Bonne pratique 87: Lien entre risques, opportunités et stratégie

Umicore, Integrated Annual Report 2019, p. 59

¹⁷³ Bonne pratique 88.

¹⁷⁴ Bonne pratique 89.

3. Link between main risks, opportunities materiality topics & strategic priorities

Risk		Materiality topics	Strategic priorities			Short term trend
Category	Topic		Secure, reliable & efficient grid	Energy transition	Community's interest	
Strategic/Regulatory	Changing/new regulatory conditions	Regulation misinterpretations, conflicts with envisioned strategy, clean energy package, evolution of TSO role	x	x		=
Strategic/Regulatory	Early termination of TSO licence	TSO appointment, licence renewal, image, real/perceived failure of governance or compliance, "caretaker" government	x		x	+
Strategic/Regulatory	Sustainability of incomes	Maintain & grow asset base, timely project execution, increase overall efficiency, tariff methodology/parameters which takes into account energy decentralization, supplier's risk (material)	x	x	x	=
Strategic/Regulatory	Anticipate HR needs	Culture change to deliver our vision & strategy, sufficient technical profiles, succession planning, training & development, new skills	x	x	x	=
Operational	Balancing	Integration of RES, harder to predict energy flows	x	x	x	=
Operational	Adequacy	Evolution of generation units fleets, CRM (law voted in April 2019 in BE), nuclear phase out	x	x	x	=
Operational	Contingency events & Business continuity disruption	Cyberattacks (IT/OT), failure of IT systems, supplier's risk (design), unavailability of critical software, malicious attacks, unfavorable weather events, offshore/new technologies, ageing infrastructure	x		x	=
Operational	Failure of Information & communication technology & data security	Compliance, GDPR, network codes, data security, privacy & cybersecurity, reputation, communication issues, less performant fault elimination	x		x	=
Operational	Permitting	Changing European Energy market, Integration of RES, community acceptance of projects, delay in execution of key projects, "caretaker" government	x	x	x	=
Operational	Supplier's risk	Limited number of key suppliers, increasing demand for works & supplies, pressure on supplier's business models, ability to deliver the required capacity on time & with quality, availability of skilled technical profiles, safety on works	x	x	x	=
Operational	Health & safety accidents	Safety for contractors, error producing conditions	x		x	=
Financial	Negative changes in financial markets	Financial rating, access to debt & capital market, instable interest rates, macro-economic context	x	x	x	+
Financial	Cashflow	Cost/revenue forecast/actuals, Levies & green certificates,	x	x	x	=
Financial	New business developments	Capped liabilities, new ring-fencing structure, ECI		x	x	=
Financial	Legal disputes, liabilities	Capped liabilities, appropriate provisions	x		x	=

Opportunities are further discussed in the R&D section.

Bonne pratique 88: Matrice de risques

Elia Group, Activity Report 2019, p. 133



Bonne pratique 89: Objectifs stratégiques relatifs aux questions non financières

Greenyard, Sustainability Report 2019-2020, p. 15

En matière d’horizon de temps fixé, une distinction peut être faite entre objectifs à court, moyen et long terme. Près de 70 % des émetteurs définissent des objectifs à court terme, tandis que moins de 60 % le font pour le moyen et/ou long terme. Environ 85 % des sociétés du BEL 20 définissent des objectifs tant à court qu’à long terme. Moins de 40 % des autres sociétés font de même. Par ailleurs, environ un tiers des sociétés hors BEL 20 ne mentionnent aucun objectif quantifié par rapport aux questions non financières. Certaines sociétés indiquent cependant qu’elles vont établir prochainement un plan d’action durable et des objectifs dans ce cadre.

La FSMA met en évidence les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certains émetteurs établissent des objectifs à la fois à court, moyen et long terme au regard de chaque question non financière.¹⁷⁵
- Certaines sociétés comparent systématiquement leurs KPI à leurs objectifs. Il s’agit d’un moyen utile de démontrer la pertinence et la mesure dans laquelle les sociétés abordent les questions non financières comme une partie intégrante de leur stratégie.

¹⁷⁵ Bonne pratique 90. Dans cet exemple, l’émetteur définit des objectifs aux horizons 2020, 2025 et 2030. Le cadre de durabilité de cet émetteur couvre une période de 4 ans. Son nouveau cadre de durabilité couvrira une période de 5 ans et inclura également des objectifs à plus long terme.

- Certains émetteurs fournissent des commentaires quant à la mesure dans laquelle ils atteignent leurs objectifs. Ils indiquent (i) s'ils sont en bonne voie de les réaliser dans les délais fixés ou (ii) s'ils doivent fournir des efforts complémentaires et lesquels ou (iii) s'ils ne pourront atteindre certains objectifs ou devront les redéfinir.¹⁷⁶
- Certaines sociétés incluent un tableau où elles mettent en regard leurs KPI et les objectifs qu'elles se sont fixés à différents horizons de temps.¹⁷⁷

¹⁷⁶ Voir également *supra* la Bonne pratique 16 à la section 7.4.6.1 Description des résultats et KPI.

¹⁷⁷ Bonne pratique 91.

THE TELENET SUSTAINABILITY FRAMEWORK 2017-2020

OUR 2020 VISION

To be the leading converged connected entertainment and business solutions provider in Belgium.

GUIDING PRINCIPLES

One step ahead - pioneering - close to you - good neighbor - sparking - passion - enthusiasm - pleasure - sincere, honest and transparent - inclusive

OUR BUSINESS PRIORITIES

- Build a leading integrated network
- Leader in inspiring entertainment
- Unlock the potential in business solutions
- Create memorable customer experiences

Always one step ahead

At Telenet, we believe in the tremendous potential of digital and we are committed to help people and businesses to stay one step ahead in the digital age. We want to build a society in which people enjoy to live and work together, embracing the endless possibilities of the digital world at the fullest and with pleasure. For a better quality of life. In this digital era, we want to make a real difference by engaging with our customers and employees in an inclusive and empathic way. We are committed to build an open and transparent relationship with all our stakeholders, looking them straight in the eye and responding to their expectations as it comes to our social, economic and environmental impact.



Our commitment

We do everything to give our customers the best experience possible and to build lasting trusted relationships with them

We want every Telenet employee to be proud to work for our company and to become real Telenet ambassadors. We want to empower, enable and inspire our employees to flourish

We want to build a society in which people enjoy to live and work together, embracing the possibilities of the digital world at the fullest, with pleasure. For a better quality of life

We do business in an open and transparent way, taking the expectations of all our stakeholders into account when it comes to our social, economic and environmental impact

2020 Objective

- Net Promoter Score (NPS) -5*
- NPS rating of +15 on the reputation item 'Sufficient attention to product quality'
- NPS rating of +10 on the reputation item 'Sufficient attention to product innovation'

- Zoom employee engagement score of 61% with a clear ambition to reach a score in the top quartile
- BI-annual E-NPS survey with a clear ambition to reach a +13 score

- Unlock the potential of digital for all through at least 3 digital skills programs
- Accelerate 25,000 young people in the digital age

- NPS rating of -5* on the reputation item 'Enough efforts towards good causes'
- NPS rating of -10 on the reputation item 'Honest and fair business practices'
- Become 5 times more carbon efficient by 2025 (compared to 2016), and improve our energy efficiency by 15% every year through 2025
- Reduce carbon emissions from mobile combustion with 60% by 2030, using 2017 as the base year

We'll do this by

- Bringing the best customer experience
- Delivering top-quality products & services that are easy to use
- Ensuring privacy & data security
- Prioritizing transparent pricing & billing

- Attracting & retaining the best talent
- Stimulating learning & development
- Engaging our employees through internal communications and corporate culture
- Cultivating employee well-being & diversity

- Investing in high-performant fixed & mobile connectivity solutions
- Boosting the digital and creative economy
- Nurturing 21st-century skills for children and empowering youth through entrepreneurship and digital literacy training
- Ensuring basic digital literacy skills for all
- Promoting a healthy digital balance

- Limiting our environmental footprint
- Managing our supply chain in a responsible way
- Demonstrating good governance & transparency in our business practices

* NPS definition: see page 32

Bonne pratique 90: Objectifs non financiers à court, moyen et long terme

Telenet, Sustainability Report 2019, p. 9

SUMMARY AND PROGRESS ON OUR MAIN SUSTAINABILITY DEVELOPMENT TARGETS			
KPI	Current	By 2020	By 2025
ECONOMIC			
Generate economic value through employment, investments, dividends and payments to capital providers and governments. Increase revenue, profit & ROCE.	<ul style="list-style-type: none"> » Underlying EBIT of 5.6% (versus 4.9%) » Underlying ROCE increased by 19% to 9.5% » Dividend proposal in line with 2019 performance 	<ul style="list-style-type: none"> » The improvements we are making in our business will allow us to move to above 7% underlying EBIT margin over the medium term. » Consistent dividend policy over the years 	
PEOPLE			
Gender diversity	<ul style="list-style-type: none"> » Board of Directors: 38% » Leadership team: 20% 	Gradual impact from recruitment/promotion policy driving diversity	<ul style="list-style-type: none"> » Board of Directors: 33% » Leadership level: 33%
Integrity: Code of Conduct » annual commitment declaration » training on the principles of CoC	<ul style="list-style-type: none"> » 100% of managers » 100% of white collar workers » Operators: local policy & deployment 	<ul style="list-style-type: none"> » Maintain » Maintain » 100% of operators 	<ul style="list-style-type: none"> » Maintain » Maintain » Maintain
Safety: no harm to anyone at Bekaert	<ul style="list-style-type: none"> » Zero fatalities » 9 serious injuries » 84% BeCare coverage 	<ul style="list-style-type: none"> » Zero fatalities » 100% BeCare coverage 	<ul style="list-style-type: none"> » Zero fatalities » Zero serious injuries » 100% BeCare coverage
ENVIRONMENT			
Energy consumption reduction » LED light program	<ul style="list-style-type: none"> » Replacement complete (100%) » Consumption reduction by 50% 	Standard in all new sites	100% replacement in BBRG
Renewable energy as a % of total energy	42% (versus 37% in 2018)	Actions to raise the share	55%
Exhaust direct & indirect Green House Gas (GHG) emissions: » CO ₂ – scope1 (direct) <ul style="list-style-type: none"> • Natural gas » CO ₂ – scope2 (indirect) <ul style="list-style-type: none"> • Electricity • Thermal (steam & heat) » Total	GHG intensity ratio: <ul style="list-style-type: none"> • 77 kg CO₂/ton • 381 kg CO₂/ton • 17 kg CO₂/ton <hr style="width: 50%; margin: 5px auto;"/> » 475 kg CO ₂ /ton = -3% versus reference year 2015	<ul style="list-style-type: none"> » -7% 	<ul style="list-style-type: none"> » -25%
Exhaust » Diesel exhaust internal transport vehicles » From outbound transportation	<ul style="list-style-type: none"> » Part of internal fleet is diesel powered. » New within monitoring/reporting scope: <ul style="list-style-type: none"> • Road transport Rubber Reinforcement EMEA • Global sea freight • Global company car fleet • Global business travel 	<ul style="list-style-type: none"> » Gradual replacement. No lease renewal or purchase of diesel-powered forklifts unless there is no alternative. » Extend scope. » Add sustainability KPI to carrier selection criteria in order to reduce outbound CO₂ exhaust. 	

SUMMARY AND PROGRESS ON OUR MAIN SUSTAINABILITY DEVELOPMENT TARGETS			
KPI	Current	By 2020	By 2025
MARKETS			
» Product and process innovation	» 80% of global R&D programs target distinct benefits in terms of H&S and/or the environment	» H&S/environment classification addition to project management tool	» 90% of global R&D programs target distinct benefits in terms of H&S and/or the environment
» Downstream impact of innovation: annual CO ₂ savings attributable to Bekaert ST/UT tire cord	» 1.5 billion kg CO ₂ savings: a significant increase over previous years	» 1.6 billion kg CO ₂ savings	» 2.3 billion kg CO ₂ savings
Upstream supply chain			
» Conflict minerals	» 100% coverage and compliance from direct tin/tungsten suppliers	» Maintain	» Maintain
» Supplier Code of Conduct	» 94% spend coverage	» 94% spend coverage	» 96% spend coverage
» Supplier CSR audits	» 49 audits	» 40 audits	» 45 audits
» Supplier self-assessments EcoVadis	» 58% spend coverage	» 60% spend coverage	» 75% spend coverage
	All KPI results improved in 2019		

Bonne pratique 91: Tableau des KPI comparés aux objectifs à terme

Bekaert, Sustainability Report 2019-20, p. 8-9

Certains tableaux synoptiques et graphiques n'incluent pas d'objectifs prédéfinis et ne précisent pas non plus si ces derniers sont mentionnés à d'autres endroits de la déclaration NFI. Bien qu'une comparaison entre les KPI et les objectifs soit théoriquement possible, il serait cependant plus pratique et plus clair de les reprendre au même endroit.

7.8.4.3 Recommandations

La FSMA recommande aux sociétés :

- d'expliquer leur stratégie et sa mise en œuvre de façon claire, compréhensible et factuelle.
- de préciser de quelle manière leur modèle commercial influe sur et est influencé par les questions non financières.
- de faire un lien entre leur stratégie et les actions entreprises et les risques et opportunités qu'elles ont identifiés.
- d'établir des objectifs spécifiques pour leurs activités et, autant que possible, de mentionner des objectifs quantifiés à court, moyen et long terme liés à leurs priorités stratégiques.
- d'indiquer ce qu'elles entendent par court, moyen et long terme.
- de faire un lien entre objectifs prédéfinis et mesures à prendre.
- de définir une base de référence pour mesurer la réalisation de chaque objectif et définir les KPI.
- de comparer les prestations des années précédentes au moyen de KPI.

- de décrire les mesures qu’elles mettront, le cas échéant, en place afin de rattraper un retard ou de remédier à une situation spécifique.

7.8.5 Information logique et cohérente

7.8.5.1 Principes

Les différentes questions non financières sont souvent interconnectées. Un problème environnemental peut ainsi être lié aux processus de la société, mais peut aussi avoir une incidence sur la santé des consommateurs, des salariés ou des fournisseurs. Il est donc important que les sociétés donnent une image suffisamment large de l'ensemble des aspects pertinents.¹⁷⁸

Les sociétés sont appelées à tenir compte de l’interdépendance entre les questions non financières et leur modèle commercial.¹⁷⁹ Les informations non financières doivent être cohérentes avec les autres informations figurant dans le rapport de gestion. Le rapport de gestion constitue en effet un recueil d’informations équilibré et cohérent.¹⁸⁰

Le cas échéant, renvoi doit être fait à des explications supplémentaires concernant les montants financiers indiqués dans les comptes annuels.¹⁸¹ Les investisseurs et autres parties prenantes portent une attention croissante à l’impact financier de certaines questions non financières sur la performance et le développement d’une société. Le marché attend qu’un lien de plus en plus étroit soit établi entre plans financiers et non financiers.

Il convient d’assurer une cohérence temporelle. Les sociétés commenteront toute modification, telle qu’une adaptation d’informations dépassées, apportée à leurs rapports.¹⁸²

7.8.5.2 Constatations et bonnes pratiques

Les éléments non financiers se retrouvent souvent à différents endroits du rapport de gestion ou du rapport financier annuel, sans qu’il soit indiqué de manière claire où les informations concernant chacun des thèmes peuvent être trouvées.¹⁸³

¹⁷⁸ Lignes directrices NFI, p. 14.

¹⁷⁹ Voir *supra* la section 7.8.4.

¹⁸⁰ Lignes directrices NFI, p. 9.

¹⁸¹ Article 3:6, § 4, CSA.

¹⁸² Lignes directrices NFI, p. 9.

¹⁸³ Voir *supra* la section 7.8.2.2.

La FSMA met en évidence les **bonnes pratiques** suivantes :

- Certaines sociétés renvoient dans la déclaration NFI à la section de leur rapport de gestion où sont décrits :
 - leurs activités et/ou leur modèle commercial.¹⁸⁴
 - les principaux risques et incertitudes (non financiers).
 - leurs procédures internes de gestion des risques.
- Certaines sociétés renvoient aux parties du rapport de gestion¹⁸⁵ où trouver des informations sur leur culture d’entreprise et leur politique d’intégrité.
- Certaines sociétés assurent la cohérence d’ensemble entre les différents éléments non-financiers en présentant une structure claire. Elles expliquent par exemple le lien entre les éléments non-financiers dont il est question et le référentiel utilisé.¹⁸⁶

	 Staff	 Environment (including climate)	 Human rights	 Other social matters	 Combating corruption and bribery
Reference in this annual report	<ul style="list-style-type: none"> • See 'Our employees, capital, network and relationships' in the 'Our business model' section. 	<ul style="list-style-type: none"> • See 'Our role in society' and 'Focus on climate' in the 'Our strategy' section. • See 'Climate-related risks' in the 'How do we manage our risks?' section. 	<ul style="list-style-type: none"> • See 'Focus on human rights' in the 'Our strategy' section. 	<ul style="list-style-type: none"> • See 'The client is at the centre of our business culture' and 'Our role in society' in the 'Our strategy' section. 	<ul style="list-style-type: none"> • See 'Combating corruption and bribery' and 'Corporate culture and integrity policy' in the 'Corporate governance statement' section.

Bonne pratique 92: Aperçu des sujets non financiers abordés

KBC, Annual Report 2019, p. 177

¹⁸⁴ Voir *supra* la section 7.4.2.

¹⁸⁵ Bonne pratique 92.

¹⁸⁶ Bonne pratique 93.

Overview of non-financial information

Page	Strategic pillar	Highly material topics	Theme/KPI*	Target 2019	Result 2019	Result 2018	Target 2020 & beyond	GRI KPI/ref	Impact/ SDG
Enabling a better digital life									
p.24	Digital infrastructure	Innovation and sustainable infrastructure	4G indoor coverage	For competitive reasons we do not wish to disclose targets on our infrastructure investments.	99.6%	99.6%	For competitive reasons we do not wish to disclose targets on our infrastructure investments	Indirect economic impacts	9. Industry, Innovation & Infrastructure
			4G outdoor coverage		100%	100%			
			Fixed Internet: 70 Mbps coverage		76%	73%			
			Average VDSL2 speed		79.2 Mbps	75.8 Mbps			
			Vectoring coverage in Belgium		90.1%	88.6%			
p.29	Digital innovation	Digital competitiveness of companies and institutions	IoT connections	1.8 Million	1.82 Million	1.36 Million	2.0 Million	Indirect economic impacts	9. Industry, Innovation & Infrastructure
			Number of projects with universities/education institutes	Not available	20	39	Not available		
p.26	Digital trust	Privacy and data security	International recognized certifications related to cyber security (ISO 27001 and Trusted Introducer certifications)	5	5	6	Not available	Customer privacy Cyber security	11. Sustainable Cities & Communities
			Phishing exercises. Employee awareness results: employees who informed CSIRT	Not available	2,480	1,113		Training and education	8. Decent Work and Economic Growth
Caring for our stakeholders									
p.41	Ethical business conduct	Business conduct and ethics	Number of cases investigated by the Investigations department for violation of policies/code of conduct	Not available	38	29	Not available	Anti-corruption	8. Decent Work and Economic Growth
			Number of whistleblowing cases	Not available	7	7	Not available		
p.33	Customer first	Quality products and services	Blended usage satisfaction (residential customers)	Not disclosed	93.5%	94.6%	Not disclosed	Economic performance Customer health and safety Anti-competitive behavior	3. Good Health
		Pricing and billing transparency	Customer complaints	Not disclosed	-18% vs '18	-6% vs '17	-8% vs '19		
		Customer relationship	MyProximus active users	Not disclosed	1.6 Million	1.48 Million	Not disclosed		
		Responsible marketing	Field repairs	Not disclosed	-14% vs '18	-6% vs '17	-7% vs '19		
p.36	Employee care	Human capital and employee development	Employees using Office365 OneDrive	74%	85%	79%	Not disclosed	Employment Labor/ Management relations	8. Decent Work and Economic Growth
			Employees actively looking for knowledge or people by using our enterprise social network (#WAP)	95%	98%	96%	Not disclosed		
		Health and safety	Employees who feel that they have the technology tools and infrastructure to enable them to work across different locations outside the building	Not available	92.5%	90.5%	Not available	Training and education Occupational health and safety	3. Good Health

Page	Strategic pillar	Highly material topics	Theme/KPI*	Target 2019	Result 2019	Result 2018	Target 2020 & beyond	GRI KPI/ref	Impact/ SDG	
p.36	Employee care	Human capital and employee development	Employees who feel that they have the technology tools and infrastructure to enable them to work across different locations within the building	Not available	91.8%	89.7%	Not available	Employment Labor/ Management relations	8. Decent Work and Economic Growth	
			Internal mobility	Not available	519	983	Not available			
		Health and safety	Frequency rate of occupational accidents	Stable in relation to previous year	6.51	6.8	Stable in relation to previous year	Training and education		3. Good Health
			Severity rate of occupation accidents	Stable in relation to previous year	0.11	0.28	Stable in relation to previous year			
Contributing to society										
p.44, 46, 47	Digital for all	Connectivity and digital inclusion	Percentage of accessible tested devices (at least for 1 disability category)	90%	100%	91%	90%	Local communities	9. Industry, Innovation & Infrastructure 11. Sustainable Cities & Communities	
			Number of job seekers supported by our initiatives in Belgium	350	862	404	Over 800			
			Number of sick children connected to their school by Bednet and Take Off	Over 1,000	1,164	Over 1,000	Over 1,100			
Respecting our planet										
p.52 Environmental figures, p.125-126	Being CO ₂ neutral	Sustainability, energy & circularity	Electricity used which came from renewable energy sources	100%	100%	99%	100% in 2020	Energy	13. Climate Action	
			Carbon neutrality level for own operations and business travel	100%	100%	100%	100%			
			Carbon emissions scope 1+2 compared to previous year	-4%	-5%	-16%	-4% yearly			
			Energy consumption compared to 2008	Not available	-30%	-27%	Continuous improvement			
p.54 Environmental figures, p.127	Being circular	Sustainability, energy & circularity	Percentage of waste recycled, reused or composted	Not available	87%	87%	90% by 2025	Materials	12. Responsible Consumption and Production	
			Collected mobile phones	Not available	31,475	18,279	100,000 by 2020			
			Refurbished modems and TV decoders	Not available	336,000	405,544	Not available			
p.56 Environmental figures, p.127	Sustainable supply chain	Sustainable supply chain	Percentage of suppliers screened using social criteria (incl. working conditions, human rights, etc.) who received a silver or gold recognition level	80%	85%	87%	80%	Supplier environmental assessment Human rights assessment Supplier social assessment	12. Responsible Consumption and Production 13. Climate Action	
			Percentage of suppliers screened using environmental criteria who received a silver or gold recognition level	80%	75%	83%	80%			

Bonne pratique 93: Tableau synoptique avec références

Proximus, Annual Report 2019, p. 105-108

Seule une petite minorité d'émetteurs renvoient dans leur déclaration NFI aux comptes consolidés et aux montants qui y figurent, ou à des explications complémentaires concernant ces montants. C'était également le cas lors de la première étude.

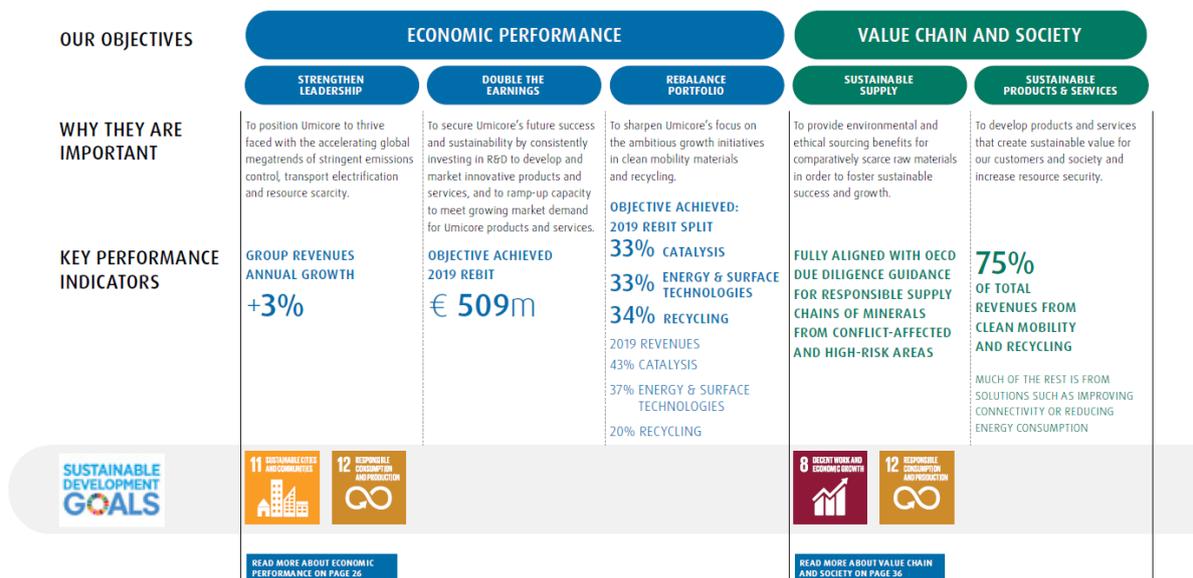
La FSMA relève les **bonnes pratiques** suivantes:

- Certains émetteurs indiquent quelle part de leurs revenus totaux les activités durables représentent.¹⁸⁷ Ils indiquent par exemple ce que représentent les investissements liés aux

¹⁸⁷ Bonne pratique 94.

questions non financières (par exemple environnementales) dans le total de leurs investissements.¹⁸⁸

- Certaines sociétés renvoient à des montants dans les états financiers et à leurs explications, relatifs par exemple aux provisions pour risques environnementaux et juridiques.¹⁸⁹
- Certaines sociétés indiquent ce qu’elles apportent à leurs parties prenantes. Il s’agit par exemple de création de valeur pour (i) le personnel, sous forme de salaires et de frais de formations, (ii) les fournisseurs, (iii) les pouvoirs publics, sous forme de paiement d’impôts, (iv) les actionnaires et (v) la société, sous forme de dons et d’investissements.¹⁹⁰
- Certaines sociétés incluent une description de crédits dont les taux d’intérêt varient en fonction de la réalisation ou non de certains objectifs durables.¹⁹¹



Bonne pratique 94: Mention de la part des activités durables dans le total des revenus

Umicore, Integrated Annual Report 2019, p. 4

¹⁸⁸ Le changement climatique peut par exemple avoir une incidence sur les états financiers des sociétés. En novembre 2020, l’IFRS Foundation a publié un document consacré aux effets du changement climatique sur les états financiers : IFRS Foundation, *Effects of climate-related matters on financial statements*, November 2020. Ce document est consultable à l’adresse <https://www.ifrs.org/news-and-events/2020/11/educational-material-on-the-effects-of-climate-related-matters/>

¹⁸⁹ Bonne pratique 95.

¹⁹⁰ Bonne pratique 96.

¹⁹¹ Bonne pratique 97.

Umicore manages its historical environmental legacy, ensuring adequate financial provisions that are reviewed twice a year. For more information, see notes E7 and F29.

Bonne pratique 95: Lien vers les provisions pour risques environnementaux

Umicore, Integrated Annual Report 2019, p. 66

Key Indicators	Amounts	Stakeholders	SDGs
Value added ²	€598.0m	Employees, customers, suppliers, shareholders and investors	 
Net value added ³	€458.3m	Employees, customers, suppliers, shareholders and investors	 
Total spend on suppliers, local national and international for goods and services	€1,020.0m	Suppliers and contractors	
Taxes to national and local authorities	€90.7m	Governments and authorities (central and local)	 
Payments in cash, as dividends and other type, to shareholders and minorities	€13.7m	Shareholders	 
Total spend on donations and social engagement initiatives	€2.5m	Communities, academia and educational organizations, civil society and society at large	      
Green Investment	€26.6m	Communities, youth, society at large	
Alternative fuels	269,665 tons	Communities, youth, society at large	 
Salaries, (contributions to) pensions, and social benefits, including additional benefits beyond those provided by law	€315.1m	Employees and their families, local communities	
Investments on training of direct employees, as total expenditures ⁴ at Group level	€0.9m	Employees and their families	  
Internships	396 interns	Employees and their families, local communities, youth	  
R&D and Innovation Collaborative efforts	€7.9m	Employees, customers	 
Investments for the Group's future growth	€109.3m	Employees, customers	 

and to create value for our stakeholders

contributing to the UN SDGs 2030

(3) Revenue minus costs of bought-in materials, goods and services and minus depreciation on tangible assets (Net Value Added, NVA, according to the UNCTAD).
 (4) Total expenditures including the direct and indirect costs of training for direct employees and mainly costs such as trainers' fees. For more details, see Table 2.1. Value Creation Core Indicators Index in Non-financial Statements

Bonne pratique 96: Création de valeur pour les parties prenantes

Titan Cement Group, Integrated Annual Report 2019, p. 15

Short-term objectives

Short-term objectives related to climate change have been determined and associated KPIs set. These KPIs are integrated into the Fagron management system and, in underlining Fagron's ambition to put sustainability at the heart of all aspects of its business operations, it is also aligned with a sustainable loan agreement that Fagron concluded in November 2019 (see below and page 116 for a detailed explanation).

Bonne pratique 97: Renvoi vers les notes explicatives aux comptes consolidés

Fagron, Annual Report 2019, p. 69

7.8.5.3 Recommendations

La FSMA recommande aux sociétés :

- de considérer les informations fournies dans leur rapport de gestion et dans les autres parties de leur rapport annuel comme formant un ensemble logique et cohérent.
- d'établir des liens entre le modèle commercial et la stratégie mise en œuvre pour réduire les risques recensés.
- de faire concorder clairement chaque politique développée avec les procédures de diligence raisonnable, les plans d'action et leurs résultats.
- de créer des liens clairs entre les informations réparties dans différents chapitres du rapport de gestion ou dans les annexes aux comptes consolidés.¹⁹²
- de veiller, si des éléments non financiers sont abordés dans différentes sections du rapport de gestion ou du rapport annuel, à ce que cette dissémination ne nuise pas à la cohérence.
- d'inclure un index ou un relevé indiquant de manière claire où trouver chaque question non financière.
- d'expliquer toute modification apportée à leur politique ou méthode d'établissement de rapports.

¹⁹² Les sociétés peuvent par exemple inclure dans leur déclaration NFI des renvois à la description de leur modèle commercial et de leurs activités, aux explications concernant les risques non financiers dans le secteur ou les principaux risques pesant sur la société, à leurs processus de gestion et de contrôle interne dans la section consacrée à la gouvernance d'entreprise.

- d'établir des liens entre informations non financières et financières, en mettant en évidence l'impact des questions non financières sur la performance et le développement de la société en termes financiers.
- d'apporter si possible des explications complémentaires sur l'impact financier des questions non financières.¹⁹³

7.9 COMMISSAIRE ET CERTIFICATION

7.9.1 Cadre réglementaire

Le commissaire donne une opinion si le rapport de gestion concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et s'il a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du CSA.¹⁹⁴ Lorsque la déclaration NFI est incluse dans un rapport distinct, le rapport du commissaire comporte une opinion indiquant si ce rapport distinct contient les informations requises et s'il concorde avec les comptes annuels pour le même exercice.

7.9.2 Constatations

Les commissaires ont fourni une opinion au sujet de chaque déclaration NFI, à l'exception de celle d'un émetteur du segment continu. Sans tenir compte de cette dernière, les rapports de commissaire indiquent tous que la société s'est basée sur un référentiel pour établir sa déclaration NFI, en précisant duquel il s'agit. Ceci représente une amélioration par rapport au pourcentage de 85 % obtenu lors de l'étude précédente.

	Mention de l'appui sur un référentiel				Pas de mention d'un appui sur un référentiel			
	Total	BEL 20	Continu	Fixing	Total	BEL 20	Continu	Fixing
2019	52	13	35	4	1	0	1	0
2017	48	13	32	3	8	1	6	1

Tableau 4 : Rapports du commissaire indiquant que la société s'est appuyée sur un référentiel

Six rapports d'attestation d'*assurance limitée*¹⁹⁵ ont été établis par le même cabinet d'audit que celui du commissaire. Deux rapports ont été établis par un autre cabinet d'audit et un par un fournisseur externe spécialisé dans le domaine.

¹⁹³ Pour autant que cela n'ait pas encore été fait dans les annexes aux états financiers.

¹⁹⁴ Article 3:75, § 1, 6° CSA.

¹⁹⁵ Voir *supra* section 7.8.3.2.

8.1 AMELIORATIONS IMPORTANTES

Des pas importants ont été faits dans la bonne direction, sur le plan tant du contenu que de la forme. L'étude révèle, entre autres, les **améliorations importantes suivantes**.

- *Premièrement*, la majorité des déclarations NFI comprennent une description de la politique suivie par rapport à chacun des thèmes requis.
- *Deuxièmement*, un plus grand nombre de sociétés ont inclus de façon suffisamment spécifique des informations relatives aux questions non financières. L'information non financière est dans de nombreux cas suffisamment complète et centrée sur les points essentiels pour les émetteurs. Ceci résulte notamment du fait que de nombreux émetteurs ont procédé à une analyse de matérialité.
- *Troisièmement*, les sociétés se fixent, plus qu'auparavant, des objectifs chiffrés. Elles fournissent des KPI spécifiques à leurs activités et en lien avec ces objectifs.
- *Quatrièmement*, les sociétés élaborent en grande majorité un code de conduite ou code éthique interne. Pour ce faire, elles mettent en place les procédures de diligence raisonnable nécessaires. Par ailleurs, de plus en plus de sociétés établissent un code de conduite pour leurs fournisseurs. Elles prennent en outre de plus en plus fréquemment des mesures afin de vérifier si leur code est respecté.
- *Cinquièmement*, un nombre croissant de sociétés se basent sur un référentiel européen ou international reconnu pour établir leur déclaration NFI. Les référentiels les plus utilisés sont les SDG et les GRI Standards. De nombreuses sociétés combinent ces deux référentiels.
- *Sixièmement*, même si la manière dont les déclarations NFI sont structurées mérite d'être encore affinée, leur présentation et leur qualité se sont améliorées au cours des deux dernières années.

8.2 POINTS D'ATTENTION TOUJOURS EN SUSPENS

Au-delà des points mentionnés ci-dessus, d'autres domaines à améliorer ont également été identifiés. Certains de ces points avaient déjà été relevés dans la première étude. La FSMA invite donc les sociétés à accorder une attention particulière aux points suivants lors de la rédaction de leur prochaine déclaration NFI.

Les **points d'attention** principaux sont les suivants :

- *Premièrement*, (i) la description des risques, (ii) les liens entre ces risques et les politiques appliquées, (iii) les procédures de diligence raisonnable et leurs résultats, ainsi que (iv) les

KPI utilisés font défaut, en tout ou en partie, dans les déclarations d'un certain nombre de sociétés. Les manquements concernent en particulier :

- la description de l'identification et de la gestion des risques relatifs aux questions non financières, ainsi que de leur impact non financier et financier à court, moyen et long terme.
 - l'établissement et la mise en œuvre de procédures de diligence raisonnable en termes de mesures et d'actions entreprises afin de réaliser les politiques et de gérer les risques identifiés au regard de chaque question non financière et particulièrement au regard des questions sociales, de respect des droits de l'homme et de lutte contre la corruption.
 - La fixation d'objectifs quantifiés et le suivi de leur réalisation. Ceci peut se faire en expliquant par exemple si la société est en bonne voie d'atteindre ses cibles, quels défis elle a rencontrés et quelles actions elle a entreprises le cas échéant afin de corriger le tir.
 - Le lien entre les KPI utilisés et les objectifs fixés. Le périmètre et la méthodologie de calcul des KPI ne sont, eux aussi, souvent pas assez expliqués.
 - la distinction entre les questions sociales et celles de personnel.
- *Deuxièmement*, il reste matière à amélioration au niveau de la fourniture d'informations pertinentes et suffisamment spécifiques sur les questions environnementales, changement climatique inclus. Ceci vaut en particulier pour la description des principaux risques environnementaux. Il convient que les sociétés s'attachent davantage (i) d'une part, à leur propre impact sur l'environnement et sur le changement climatique et (ii) d'autre part, à l'impact de ces thématiques sur leurs activités.
 - *Troisièmement*, près de 10 % des sociétés ne se basent pas sur un référentiel européen ou international reconnu afin d'établir leur déclaration NFI.
 - *Quatrièmement*, il s'agit que des progrès soient réalisés afin de garantir l'exactitude, l'exhaustivité et la fiabilité des processus de collecte, de traitement et de déclaration des données non financières.
 - *Cinquièmement*, certaines sociétés ne veillent pas encore suffisamment à la cohérence entre les informations de la déclaration NFI et celles des autres parties du rapport de gestion ou du rapport financier annuel. Les émetteurs doivent prêter attention à l'incidence des questions non financières sur leur modèle commercial.
 - *Sixièmement*, les déclarations NFI analysées sont souvent encore trop peu équilibrées. Il existe une propension à mettre en évidence les éléments favorables, et à décrire très brièvement, voire à négliger, les éléments moins positifs.

8.3 PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Dans la mesure où des progrès pourraient encore être réalisés, la FSMA formule quelques recommandations. Certaines avaient déjà été formulées dans l'étude précédente.¹⁹⁶

La FSMA recommande aux sociétés

- d'indiquer clairement où trouver la déclaration NFI dans le rapport de gestion.*
- d'identifier clairement les activités couvertes par la déclaration NFI. Les sociétés sont invitées à préciser à quelles entités du groupe leur déclaration NFI se rapporte.
- de fournir un aperçu clair de l'approche suivie pour chaque question non financière. Pour ce faire, les sociétés présenteront de façon structurée (i) la politique appliquée, (ii) les procédures de diligence raisonnable mises en œuvre, (iii) les risques identifiés et leur gestion, et (iv) les résultats obtenus.*
- de développer une structure de gouvernance appropriée en ce qui concerne les questions non financières.* Ceci comprend l'élaboration d'un code de conduite assorti de KPI et de mécanismes de mise en conformité.
- de prendre en compte et de décrire les éléments significatifs liés aux chaînes d'approvisionnement et de sous-traitance.
- de donner une description narrative des résultats obtenus et d'aussi en fournir un aperçu chiffré au moyen de KPI.*
- de fournir des résultats tant historiques qu'actuels pour permettre une comparaison avec les objectifs préétablis. L'évolution des résultats sera de préférence illustrée au moyen d'un tableau synoptique ou d'un graphique.*
- de spécifier le périmètre des KPI utilisés, en particulier s'il diffère de celui de l'ensemble de la déclaration NFI ou s'il varie en fonction du thème non financier abordé.
- de décrire plus précisément la méthode de calcul des KPI lorsqu'elle n'apparaît pas clairement.
- de mentionner, le plus objectivement possible, les défis rencontrés. Le cas échéant, les sociétés indiqueront les motifs pour lesquels les objectifs fixés n'ont pas été atteints et expliqueront comment il est possible de remédier à cette situation.*
- de décrire le processus de leur analyse de matérialité.* Les deux perspectives de l'importance relative (« double materiality approach ») seront prises en compte pour ce

¹⁹⁶ Ces recommandations sont marquées d'un astérisque dans la liste ci-dessous.

faire. Les résultats de cette analyse seront de préférence illustrés visuellement, dans une matrice de matérialité par exemple.*

- de veiller à ce que la déclaration NFI reste concise, en se limitant à décrire les sujets identifiés comme significatifs après analyse de matérialité.*
- de structurer l'information de manière claire, en utilisant par exemple des tables des matières, et d'expliquer quelles informations satisfont à quel(s) référentiel(s) utilisé(s).
- d'inclure une référence à d'autres parties du rapport de gestion ou du rapport financier annuel abordant certains éléments non financiers. Il pourra par exemple s'agir d'une référence au modèle commercial et aux activités de la société, ainsi qu'aux risques principaux et à leur gestion.*

8.4 CONCLUSION

Contrairement à l'information financière, l'information sur les questions non financières est une exigence relativement nouvelle pour les sociétés. Elles doivent par conséquent passer par une phase d'apprentissage de la manière dont elles peuvent rendre compte de manière utile d'une variété de sujets, tels que l'environnement, le climat, les questions sociales et de personnel, le respect des droits de l'homme et la lutte contre la corruption. La FSMA observe que les sociétés belges ont, en la matière, fait des progrès au cours des deux dernières années. L'information non financière s'est sensiblement améliorée dans des domaines importants.

Il s'agit toutefois de veiller à ce que toutes les sociétés cotées fournissent des déclarations d'un niveau de qualité suffisamment élevé. Il convient d'éviter qu'un écart se creuse entre les bons et les moins bons élèves. Il ressort de l'étude que les sociétés du BEL 20 fournissent en général des informations non financières plus complètes et plus spécifiques que les autres.

C'est pourquoi la FSMA espère que les exemples de bonnes pratiques mis en évidence dans la présente étude pourront aider les sociétés à (encore) améliorer leur information non financière. La FSMA attend en outre des sociétés qu'elles suivent les recommandations formulées.

Bruxelles, juin 2021

* *
*

9 ANNEXES

9.1 ANNEXE 1 : PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE

Liste des 54 émetteurs **belges** d'**actions** et d'**obligations** qui,

- au 1^{er} novembre 2020, étaient cotés sur un **marché réglementé**,
- étaient soumis au contrôle de la FSMA pour ce qui concerne leur rapport financier annuel,
- étaient soumis à l'obligation d'inclure une déclaration NFI dans leur rapport financier annuel relatif à l'**exercice comptable 2019 ou 2019-2020**,
- avaient publié leur déclaration NFI avant le 30 novembre 2020.

AB InBev	Jensen-Group
Ackermans & van Haaren	KBC Groep
Ageas	Kinopolis Group
Agfa-Gevaert	Lotus Bakeries
Akka Technologies	Melexis
Balta Group	Miko
Barco	Ontex Group
Bekaert	Orange Belgium
Bpost	Picanol
Cenergy Holdings	Proximus
CFE	Recticel
Compagnie du Bois Sauvage	Resilux
Colruyt	Roularta
Deceuninck	Sioen
D'leteren	SIPEF
Econocom Group	Solvay
Elia System Operator	Spadel
Euronav	Telenet Group
Exmar	Ter Beke
Fagron	Tessengerlo Group
Floridienne	Titan Cement
Fluxys Belgium	UCB
Galapagos	Umicore
GBL	Vandemoortele
Greenyard	Van de Velde
Hamon	VioHalco

IBA

X-FAB

9.2 ANNEXE 2: LISTE DES BONNES PRATIQUES

Bonne pratique 1: Illustration graphique du modèle de création de valeur de la société	17
Bonne pratique 2: Description des procédures de diligence raisonnable mises en oeuvre	21
Bonne pratique 3: Procédures de diligence raisonnable et audit interne	22
Bonne pratique 4 : Gouvernance d'entreprise liée aux questions non financières.....	23
Bonne pratique 5: Aperçu d'un code de conduite et éthique et des mesures de contrôle.....	24
Bonne pratique 6: Code éthique pour les fournisseurs	25
Bonne pratique 7: Tableau des risques principaux pour la société	26
Bonne pratique 8: Processus d'identification et d'évaluation des risques	28
Bonne pratique 9: Evaluation des risques sur la base des tendances les plus importantes pour la société	29
Bonne pratique 10: Evaluation des risques selon leur probabilité de survenance et leur impact potentiel	30
Bonne pratique 11: Chaîne d'approvisionnement	33
Bonne pratique 12: Chaîne d'approvisionnement – description sous forme de texte	34
Bonne pratique 13: Chaîne d'approvisionnement – processus de sélection des fournisseurs	34
Bonne pratique 14: KPI liés aux SDG sélectionnés	38
Bonne pratique 15: Définition des KPI	38
Bonne pratique 16: Tableau d'aperçu des principaux KPI	39
Bonne pratique 17: KPI liés au respect du code de conduite par les fournisseurs et à l'évaluation de ces derniers	40
Bonne pratique 18 : Description des politiques environnementales d'une filiale	46
Bonne pratique 19 : Procédures de diligence raisonnable liées aux politiques environnementales ...	48
Bonne pratique 20: Procédures de diligence raisonnable liées au changement climatique	50
Bonne pratique 21 : Objectifs environnementaux quantifiés y compris pour le changement climatique	50
Bonne pratique 22 : Risques environnementaux pour la société, y compris ceux liés au changement climatique.....	53
Bonne pratique 23: Risques de pollution liée aux activités	53
Bonne pratique 24 : Opportunités pour la société au regard des questions environnementales y compris de changement climatique	54
Bonne pratique 25 : Risques de transition liés au changement climatique.....	54
Bonne pratique 26 : Risques physiques liés au changement climatique	55
Bonne pratique 27 : Evaluation des risques sur base d'un scénario de réchauffement climatique.....	56
Bonne pratique 28 : Résultats des politiques environnementales	59
Bonne pratique 29: KPI relatifs aux politiques environnementales y compris le changement climatique.....	59
Bonne pratique 30: KPI liés aux politiques environnementales, y compris au changement climatique – tableau incluant des graphiques	60
Bonne pratique 31 : Bilan carbone par « scope »	62
Bonne pratique 32: Méthodologie appliquée pour le calcul du bilan carbone et des KPI relatifs aux émissions de CO ₂	63
Bonne pratique 33: Illustration graphique de l'évolution des émissions de gaz à effet de serre.....	65
Bonne pratique 34: Illustration graphique de l'évolution des émissions de CO ₂ comparés aux objectifs	65
Bonne pratique 35: Progrès réalisés et plan d'action au regard des recommandations du TCFD	66

Bonne pratique 36 : Politiques sociales	70
Bonne pratique 37: Procédures de diligence raisonnable liées aux questions sociales	70
Bonne pratique 38: risques sociaux, accompagnés des politiques, procédures de diligence raisonnable et résultats.....	72
Bonne pratique 39: KPI liés aux formations en matière de questions sociales et de personnel	74
Bonne pratique 40: KPI sociaux comparés aux objectifs propres et aux références du marché	74
Bonne pratique 41: Illustration graphique de l'évolution des KPI liés aux questions sociales	75
Bonne pratique 42: Bien-être, intégration et développement du personnel	78
Bonne pratique 43: Sécurité du personnel	79
Bonne pratique 44 : Risques liés au personnel	81
Bonne pratique 45: KPI liés aux questions de personnel	82
Bonne pratique 46: Représentation graphique des résultats de la politique du personnel	83
Bonne pratique 47: Résultats de la politique en matière de sécurité du personnel	84
Bonne pratique 48: Description des politiques relatives au respect des droits de l'homme	86
Bonne pratique 49: Procédures de diligence raisonnable liées au respect des droits de l'homme	88
Bonne pratique 50: Procédures de diligence raisonnable liées au respect des droits de l'homme pour les activités à l'étranger	88
Bonne pratique 51: Description des risques en matière de droits de l'homme	90
Bonne pratique 52: KPI liés au respect des droits de l'homme, à la lutte contre la corruption et aux questions sociales.....	93
Bonne pratique 53 : KPI en matière de respect des droits de l'homme (chaîne d'approvisionnement)	93
Bonne pratique 54: Politiques et procédures de diligence raisonnable liées à la lutte contre la corruption.....	96
Bonne pratique 55: Politiques et procédures de diligence raisonnable liées à la lutte contre la corruption (activités à l'étranger)	96
Bonne pratique 56: Description des risques liés à la corruption	97
Bonne pratique 57: Description des risques liés à la corruption pour les activités à l'étranger.....	98
Bonne pratique 58: Résultats des politiques de lutte contre la corruption.....	99
Bonne pratique 59: Résultat des politiques de lutte contre la corruption	99
Bonne pratique 60: KPI liés à la lutte contre la corruption	99
Bonne pratique 61: Contribution spécifique aux objectifs sélectionnés des SDG (tableau)	108
Bonne pratique 62: Contribution spécifique aux objectifs sélectionnés des SDG (texte)	109
Bonne pratique 63: Illustration de la contribution spécifique aux objectifs sélectionnés des SDG ...	110
Bonne pratique 64: Concordance de la déclaration NFI avec le(s) référentiel(s) utilisé(s).....	113
Bonne pratique 65: Description textuelle du processus d'analyse de matérialité	117
Bonne pratique 66: Illustration du processus d'analyse de matérialité	117
Bonne pratique 67: Tableau des interactions avec les parties prenantes	118
Bonne pratique 68: Illustration de l'interaction avec les parties prenantes.....	119
Bonne pratique 69: Prise en compte d'horizons de temps dans le cadre des interactions avec les parties prenantes	119
Bonne pratique 70: Fréquence d'actualisation de l'analyse de matérialité	120
Bonne pratique 71: Matrice de matérialité.....	122
Bonne pratique 72: Matrice de matérialité avec description textuelle	123
Bonne pratique 73: Description structurée.....	127
Bonne pratique 74: Aperçu de la déclaration NFI dans une table des matières.....	128
Bonne pratique 75: Tableau de références.....	129

Bonne pratique 76: Renvois vers un rapport de durabilité séparé	129
Bonne pratique 77: Périmètre de la déclaration NFI	131
Bonne pratique 78: Description d'un périmètre élargi pour la déclaration NFI	131
<i>Bonne pratique 79: Description du périmètre choisi pour la déclaration NFI</i>	<i>132</i>
Bonne pratique 80: Note méthodologique pour la déclaration NFI	134
Bonne pratique 81: Périmètre spécifique pour les KPI	135
Bonne pratique 82: Périmètres spécifiques pour les KPI	136
Bonne pratique 83: Variation du périmètre des KPI et retraitement	137
Bonne pratique 84: Contrôle des procédures et données par l'audit interne	138
Bonne pratique 85: Objectif de recyclage - Contretemps rencontrés	139
Bonne pratique 86: Réduction de la consommation d'énergie - Contretemps rencontrés	140
Bonne pratique 87: Lien entre risques, opportunités et stratégie.....	142
Bonne pratique 88: Matrice de risques.....	143
Bonne pratique 89: Objectifs stratégiques relatifs aux questions non financières	144
Bonne pratique 90: Objectifs non financiers à court, moyen et long terme	146
Bonne pratique 91: Tableau des KPI comparés aux objectifs à terme.....	148
Bonne pratique 92: Aperçu des sujets non financiers abordés	150
Bonne pratique 93: Tableau synoptique avec références.....	152
Bonne pratique 94: Mention de la part des activités durables dans le total des revenus.....	153
Bonne pratique 95: Lien vers les provisions pour risques environnementaux	154
Bonne pratique 96: Création de valeur pour les parties prenantes.....	154
Bonne pratique 97: Renvoi vers les notes explicatives aux comptes consolidés.....	155

9.3 ANNEXE 3: LISTE DES SCHÉMAS

Schéma 1 : Les deux dimensions de l'importance relative	42
Schéma 2: Risques et opportunités liés au climat.....	44

9.4 ANNEXE 4: LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Emplacement des déclarations NFI	13
Tableau 2 : Sélection des SDG dans les déclarations NFI	107
Tableau 3: Comparaison - matrice de matérialité.....	121
Tableau 4 : Rapports du commissaire indiquant que la société s'est appuyée sur un référentiel	156

9.5 ANNEXE 5: LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Ventilation de la population étudiée par segment de marché	10
Graphique 2: Description des politiques appliquées	18
Graphique 3: Description des procédures de diligence raisonnable	20
Graphique 4 : Description des risques	27
Graphique 5 : Description des résultats	36
Graphique 6 : Inclusion de KPI.....	36
Graphique 7 : Description des éléments non financiers	41

Graphique 8 : Politiques en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées ...	45
Graphique 9 : Politiques environnementales hors changement climatique - ensemble des sociétés étudiées.....	45
Graphique 10 : Procédures de diligence raisonnable en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées.....	47
Graphique 11 : Procédures de diligence raisonnable en matière d'autres politiques environnementales - ensemble des sociétés étudiées	47
Graphique 12 : Description des risques en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées.....	51
Graphique 13 : Description d'autres risques environnementaux - ensemble des sociétés étudiées...	52
Graphique 14 : Résultats des politiques en matière de changement climatique - ensemble des sociétés étudiées.....	57
Graphique 15 : Résultats des autres politiques environnementales - ensemble des sociétés étudiées	58
Graphique 16 : Politiques sociales - ensemble des sociétés étudiées	68
Graphique 17 : Procédures de diligence raisonnable sociales - ensemble des sociétés étudiées.....	69
Graphique 18 : Risques sociaux - ensemble des sociétés étudiées	71
Graphique 19 : Résultats des politiques sociales - ensemble des sociétés étudiées.....	73
Graphique 20 : Politiques liées au personnel - ensemble des sociétés étudiées	77
Graphique 21 : Procédures de diligence raisonnable liées au personnel - ensemble des sociétés étudiées.....	77
Graphique 22 : Risques liés au personnel - ensemble des sociétés étudiées	80
Graphique 23 : Résultats des politiques du personnel - ensemble des sociétés étudiées	81
Graphique 24 : Politiques liées au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées.	85
Graphique 25 : Procédures de diligence raisonnable liées au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées.....	87
Graphique 26 : Risques liés au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées	89
Graphique 27 : Résultats des politiques liées au respect des droits de l'homme - ensemble des sociétés étudiées.....	91
Graphique 28 : Politiques liées à la lutte contre la corruption - ensemble des sociétés étudiées	94
Graphique 29 : Procédures de diligence raisonnable liées à la lutte contre la corruption - ensemble des sociétés étudiées	94
Graphique 30 : Risques en matière de corruption - ensemble des sociétés étudiées.....	97
Graphique 31 : Résultats en matière de lutte contre la corruption - ensemble des sociétés étudiées	98
Graphique 32 : Nombre de référentiels mentionnés par déclaration NFI.....	103
Graphique 33 : Référence aux GRI Standards par segment de marché.....	104
Graphique 34 : Référence aux SDG par segment de marché.....	105
Graphique 35 : Nombre d'objectifs des SDG par segment de marché	106
Graphique 36: Combinaisons de référentiels.....	112